Dominique PORTÉ

Marcel THOUREL

Une Vie Militante, Un Itinéraire Politique

Contribution à l'Histoire de la Gauche et de l'Extrême Gauche dans le Sud-Ouest de 1935 à 1975

TOME II

Troisième, Quatrième et Cinquième Parties

THÈSE DE DOCTORAT DE 3e CYCLE
1979

sous la direction de
Mlle TREMPÉ

U. E. R.
Histoire, Histoire de l'Art et Archéologie
UNIVERSITÉ TOULOUSE LE MIRAIL

Dominique PORTÉ

Marcel THOUREL

Une Vie Militante, Un Itinéraire Politique

Contribution à l'Histoire de la Gauche et de l'Extrême Gauche dans le Sud-Ouest de 1935 à 1975

TOME II

Troisième, Quatrième et Cinquième Parties

THÈSE DE DOCTORAT DE 3e CYCLE
1979

sous la direction de
Mlle TREMPÉ

U. E. R.
Histoire, Histoire de l'Art et Archéologie
UNIVERSITÉ TOULOUSE LE MIRAIL

TROISIÈME PARTIE

L'EXERCICE DES RESPONSABILITÉS

5 - LA CLANDESTINITÉ

6 - DE LA LIBÉRATION D'AGEN AU RETOUR A TOULOUSE

5 - LA CLANDESTINITE

- La recherche et la reprise du contact
- Le responsable politique de la R 1 (Tarn et Garonne)
- Le responsable politique de la R 3 (Lot et Garonne)
- L'instauration de l'inter-région C 1
- Clandestinité et personnalité

De sa libération du camp de Nexon, en mai 1941, à août 1944, Marcel Thourel va progressivement gravir les échelons des responsabilités de la cellule à l'inter-région. Il faut suivre cet itinéraire de la reprise du contact avec le Parti, à ses responsabilités régionales et inter-régionales pour tenter de voir quel impact à la vie clandestine sur la personnalité de ce militant.

En septembre 1941, après avoir exercé divers petits travaux pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, Marcel Thourel se décide à aller trouver Alexandre Clamens. Agé de cinquante deux ans, propriétaire agricole, connu pour ses sympaties communistes, ce qui lui vaut d'être relevé de ses fonctions de maire par le gouvernement de Vichy, il connaît l'ex-secrétaire à l'organisation de la région Garonne-Ariège d'avant la guerre, et l'emploie sans hésitations : "Je connais Marcel Thourel depuis 1937 il vient à Verdun se rendre compte si les républicains espagnols que nous hébergions y recevaient bon accueil" (1). Les deux hommes se lieront d'amitié dans le travail quotidien de la terre, et dans la participation à la reconstruction du parti dans la petite commune rurale. Alexandre Clamens travaille ses terres avec son fils Jean, membre du PCF depuis 1937.

Les trois hommes essaient de regrouper d'anciens communistes. Les risques et les difficultés sont énormes. L'anti-communiste est l'un des thèmes favoris de Vichy (2). La guerre éclair à l'Est, menée par l'armée allemande, fait la une des journaux, qui annoncent les unes après les autres les défai-

.....

(1) Lettre d'A. Clamens au bureau fédéral du PCF de Tarn et Garonne, du 7 septembre 1945.

(2) Durand Yves, Vichy 1940-1944, Bordas 1972, p. 132 et suiv.

tes soviétiques : en octobre 1941 prise de Karkhov et de Sébastopol .. L'opposition active, au régime autoritaire de Pétain, est l'affaire d'une minorité. " Toute résistance exige un objectif bien défini ; or, en zone libre, les anti-allemands sont nombreux à ne pas voir clairement s'il faut ranger Vichy dans le camp ennemi. Elle doit en outre se nourrir d'espoirs et rejeter la Wehrmacht de l'autre côté du Rhin semble, pour bien longtemps, au delà des forces humaines. Enfin, entrer dans la Résistance, c'est accepter le chaos au nom d'un avenir meilleur et troquer le train-train quotidien contre une vie dangereuse semée d'imprévus"(3). Telle est l'ambiance (4) dans laquelle se trouvent Marcel Thourel et ses camarades de Verdun au début de l'automne 1941. Animés de la haine du fascisme et de l'espoir de la victoire, ils se mettent au travail qui demande patience, ténacité et rigueur. "Notre première action portera sur la solidarité avec des camarades prisonniers, notamment Abadie et Sancho" (5).

Les anciens communistes regroupés par la famille Clamens et Thourel, essaient de se structurer au niveau local ; leur action est essentiellement défensive (solidarité). De ces premiers militants communistes clandestins de Verdun sur Garonne, on peut citer ; Lacombe, Barbe, Degeilh André et son épouse

.....

(3) O. Paxton Robert, La France de Vichy, le Seuil, 1973, p 274

(4) Le film de Marcel Ophuls, le chagrin et la pitié, dépeint avec beaucoup de force et de finesse, l'ambiance dans une ville de province, Clermont-Ferrand (voir le découpage et les dialogues in l'Avant-scène, mensuel, N° 127-128, Juillet , Septembre 1972- Pascal Ory souligne l'importance de la collaboratio dans son remarquable ouvrage, Les collaborateurs, le Seuil, 1977, 316 p.

(5) M.T. SOUVENIRS, p. 223. Egalement interview de Pierre Lafforgue et de Jean Clamens.

Pierre Lafforgue. L'année 1942 est le moment de la réorganisation, les contacts avec des communistes d'autres localités du département sont très faibles : quelques conctacts à Fronton et à Grenade (6). L'absence de directives ne favorisent pas les actions offensives (7). La recherche d'une liaison avec le centre devient l'objectif de ces militants. "afin de hâter la rencontre avec le parti, je me décide à faire un voyage à Agen dans le but de voir Jourdan dont je connaissais l'adresse. Je ne le trouve pas chez lui, et un voisin interrogé discrètement ne me laise guère l'espoir de le rencontrer ... étant à Agen, je décide d'aller voir Perrau, espérant trouver le contact par son intermédiaire.

"Membre du Parti et avocat au barreau d'Agen, Perrau était souvent sollicité pour défendre, devant les tribunaux, les camarades des régions du Midi, appelés à comparaître pour des motifs divers devant ces juridictions.

Confiant dans son passé, je ne doutais pas que par lui, j'allais trouver un contact avec le Parti.

Ce n'est pas le bouillant avocat qui me reçut, mais un homme très discret, qui, après avoir éloigné sa secrétaire me confia que depuis 1939 il était coupé du Parti et n'avait plus aucune relation"(8)

.....

(7) Il apparaît que cette situation est assez répandue en zone sud. Henri Noguères et Marcel Degliane-Fouché, notant dans leur Histoire de la Résistance en France (éditions Robert Laffont) :"... il faut en effet beaucoup chercher pour trouver dans l'historiographie communiste officielle ou semi-officielle, quelques allusions épisodiques à l'action menée en zone sud avant 1943 par le P.C.F., le "Front National" ou les F.T. P."(Tome II, p 628). Cette appréciation est partagée par Henri Michel (Histoire de la résistance en France, que Sais-Je, P.U.F., 1969, p. 18 à 23) et vérifiée par de nombreux témoignages qui restent silencieux sur les années 1941 et 1942.
Citons les FTP de Tillon mais aussi Louis Cazagnaire, le Peuple héros de la Résistance : témoignages de patriotes de Provence, éditions sociales, 1971 261 p. ; Roger Pestourié, la résitance c'était cela aussi ; éditions sociales 1968, 189 p. ; Raoul Calas, dans Souvenirs d'un condamné à mort, souligne que "en 1941 dans le Cantal, la Loire, l'Allier, le Cher et même en Haute Vienne Les groupes de résistance sont encore peu organisés et les actions de résistance encore peu nombreuses" (éditions sociales, p. 124, 125,126).

(8) M.T. Souvenirs, page 224

Les tentatives de reprendre la liaison avec le centre se poursuivent tout au long de l'année 1942, et le premier trimestre de 1943.

"Un autre espoir nous vint de trouver le contact avec le Parti. Je ne sais en quelles circonstances Henri Gaussens, ancien responsable des comités de défense de l'Humanité à Toulouse, et si mes souvenirs sont exacts, libéré du camp d'internement de Montignac, en Dordogne, vint à Verdun-sur Garonne, un dimanche pour tenter de trouver un peu de ravitaillement comme le faisaient à l'époque beaucoup de villageois. Rencontré par hasard, je le conduisis chez Jean Clamens. Satisfait, il revient très souvent par la suite, mais étant lui-même coupé du Parti, il ne nous fut d'aucune utilité pour renouer"(9). Marcel Thourel se souvient encore de la rencontre avec Gilbert Germa. Il date cette visite à Verdun en 1942 ; or Gilbert Germa est libéré le 19 décembre 1942 de son internement en Allemagne, il semble que la prise de contact entre les deux hommes se situent plutôt début 1943.

"Il vint à bicyclette, repartit de même après un bon repas, mais me laissa fort désemparé car lui aussi était sans liaison avec le parti"(9). Gilbert Germa, de son côté affirme avoir rendu visite à Marcel Thourel, " sur indications supérieures, du comité central". Il appuie son affirmation par le fait que sa femme, responsable de l'U.F.F. à Toulouse est en contact avec Gaston Plissonnier (11).

La recherche du contact se fait donc difficilement et est significative de l'état du Parti, en pleine reconstruction (12).

.....

(9) M.T. Souvenirs, p. 225. Egalement la photo d'une partie de pêche en 1942 conservée par M.T. et Jean Clamens, sur laquelle on peut reconnaître le beau-père de Marcel Thourel, Pierre Lafforgue, le père Clamens, Degeilh André, Marcel Thourel et Henri Gaussens.

(10)M.T. Souvenirs, page 225

(11)Interview Gilbert Germa

(12) Sur la difficulté du contact avec le centre voir :

le témoignage de Victor Leduc : "... en 1940 j'étais complètement coupé de toute liaison politique, parce qu'étant assigné à résidence en zone interdite, je me trouvai ensuite dans ce qu'on appelait zone libre, le parti communiste étant interdit, etc ... les liaisons étaient tout à fait désorganisées, et c'est le hasard qui me fait rencontrer à Toulouse (je vivais à ce moment là à Pau) mon ami de longue date Jean PierreVernant ..." in Politique aujourd'hui novembre-décembre 1976, p.78

Marcel Cherrier et MichelPigenet, dans combattants de la liberté (éditions sociales) souligne "Proche de Paris, sans être sa banlieue, le Cher bénéficie de liaisons avec le centre, qui ailleurs seront plus longues à venir ..." p. 46.

Georges Guingouin, op. cit., p. 22

Claude Angeli et Paul Gillet, op. cit., p. 215

Léo Figuères note : "Dans la même période se mettait en place une nouvelle direction de zone du Parti pour remplacer celle qui était tombée aux mains de l'adversaire en février, puis Juin 1941. Léon Mauvais, évadé depuis peu de Châteaubriant, avait été chargé par le comité central du Parti de réorganiser sa délégation en zone non occupée aux côtés de Gabriel Roucaute, le seul de l'ancienne direction, resté en liberté..."(13). En 1942, les communistes s'organisent dans la zone sud, se préparent à la résistance active. L'année 1943 est celle du début de l'action coordonnée contre l'envahisseur. Les évènements leur donnent raison. "L'impression de solitude" tend à s'estomper (14)" C'est Hitler lui-même qui va être le meilleur agent de recrutement de la Résistance quand il décide d'envoyer les jeunes ouvriers travailler dans les usines du Reich ... Le S.T.O., institué en février 1943 touche des classes d'âges entières. Les jeunes n'ont d'autre solution que de prendre le train pour l'Allemagne ou le chemin de la montagne..." (15) Au printemps 1943, l'espoir s'appuie sur la réalité des victoires alliées. Les opérations en Sicile et en Calabre réveillent les énergies, de Juillet à Septembre. L'invasion de la zone sud, en novembre 1942, favorise la prise de conscience. Le parti se reconstruit. Le Tarn et Garonne malgré la faiblesse traditionnelle de son implantation, n'échappe pas à ce phénomène. En mai 1943, Jean et Alexandre Clamens sont arrêtés. " Je suis arrêté en mai 1943, et ne trouve en prison que des camarades du Parti avec lesquels nous étions coupés. Quelques jours après nous sommes libérés et ayant pris contact, nous pouvons aussitôt réorganiser notre Parti avec Thourel."

Plissonnier vient et lui confie la responsabilité de Polo régional" (16). Marcel Thourel se souvient de cette reprise de contact :

.....

(13) Figuières Léo, op. cit. p. 123

(14) D'Aragon Charles, le résistance sans héroïsme, le Seuil, 1977, 217 p.

(15) O. Paxton Robert, op. cit., p. 276

(16) Lettre d'A. Clamens déjà citée. Ainsi qu'une note manuscrite de Jean Clamens de trois pages, qui précise :" les débuts de la résistance effective au début de 1943". Cette note a été rédigée dans les années soixante.

"Nous vivons dans l'espoir lorsqu'un après-midi, un émissaire du parti nous arrive en la personne de Duchêne, Gaston Plissonnier de son nom réel, aujourd'hui membre du bureau politique du P.C.F.

Nous passons l'après-midi et la soirée à lui indiquer l'état de notre organisation locale et aussi à recevoir les indications qui nous manquaient, tant sur la situation générale que sur celle du Parti. En raison de mes responsabilités passées, il me confie la direction politique de la section de Verdun. Avant son départ il nous donne des biographies à remplir et me donne personnellement rendez-vous, ainsi qu'à Pierre Laffargue, pour quelques jours après, sur la route de Nègrepelisse, à Montauban.

Au jour et heure indiqués, un matin à 10 heures, nous rencontrons Duchêne à l'endroit convenu, et empruntons un petit chemin à gauche. afin de pouvoir causer plus librement. Je lui remets la biographie, accompagnée d'un rapport rédigé sur papier d'un cahier d'écolier, relatant la manière dont j'avais été libéré du camp de Nexon d'après demande" (17).

Peu de temps après, il est mis en relation avec André (Henri Kuster) alors responsable politique de la région I : Tarn et Garonne, qu'il remplace sur décision de Gaston Plissonnier, responsable aux cadres pour le Sud-Ouest. A partir de ce moment, il rencontre l'instructeur inter-régional (18) Bourbon, dont le pseudonyme est Gérard. Marcel Thourel devient alors permanent et doit donc abandonner tout travail. Il passe dans la clandestinité sous le pseudonyme de Léon, et s'attache à sa responsabilité d'animation du parti dans le département.

Le Tarn et Garonne est essentiellement rural. L'implantation communiste y est faible. L'entrée des troupes allemandes en novembre 1942 à Montauban? favorise le développement d'un sentiment anti-nazi, que le PCF alimente de ses prises de positions. Ainsi "aux difficultés de ravitaillement, de transport,

.....

(17) M.T. Souvenirs, p. 226 Cet épisode est détaillé dans le Tome II, chapitre 7, étant donné son importance dans l'exclusion de M.T.

(18) L'inter-Région comprend le Tarn et Garonne (R1) le Gers (R2) et le Lot et Garonne (R3).

aux "restrictions" toujours plus sévères, et déjà connues dans la zone occupée pendant les années précédentes allaient s'ajouter par la présence effective des garnisons d'outre-Rhin, et des "autorités occupantes", des exigences nouvelles. " Pour la récolte de 1943, le Tarn et Garonne, a été imposé pour une contribution de vingt-mille quinteux de blé ; à la fin du mois d'août de la même année, trois cent cinquante huit bovins, soit cent soixante quatre mille six cent quatre vingt un kilos de viande ont été réquisitionnés pour les troupes d'occupation ; en octobre, malgré la récolte nettement déficitaire, cent soixante quintaux de paille et soixante trois mille quintaux de foin ont été demandés au département.

Réduit à une imposition de quinze mille et douze mille quintaux, ce total a été jugé trop élevé encore, par les propriétaires qui étaient dans l'impossibilité de nourrir leur bétail". (19).

L'industrie elle aussi, est frappée. Faiblement représentée dans le département, elle occupe un personnel peu important en nombre et en régression par rapport à 1939. Par exemple, la principale usine, celle de la "compagnie françcaise des métaux" de Castelsarrasin, passe de trois mille salariés en 1939 à sept cents en 1943. "... Toutes les usines ont été contraintes de ralentir leur activité, soit par manque de matière première, soit par insuffisance des moyens de transport, soit aussi par pénurie de main-d'oeuvre, à cause de la ponction opérée par la "Relève" et par le service du TravailObligatoire (S.T.O) à l'étranger. Malgré la faiblesse du rendement, la plupart de ces établissements industriels ont dû céder à l'occupant une importante partie de leur production. L'entreprise de produits chimiques et de carburants de Bruniquel travaillait presque exclusivement pour les Allemands ...

"Pendant la semaine du 17 au 23 mai 1943, un prélèvement massif a été opéré par les Allemands qui ont enlevé mille sept cent tonnes de métaux, la presque totalité de la réserve en matière première, et bloqué cinq cents tonnes. Huit ou dix wagons par

.....

(19) Féral FRANCE, Notes sur la vie économique du département pendant l'Occupation Allemande (11 nov. 1942 - 19 août 1944) in actes du X° Congrès d'études de la fédération des sociétés académiques et savantes de Languedoc, Pyrénées et Gascogne - à Montauban les 29/30 mai 1954. Imprimerie Forestié, Montauban, 1956, p. 16

jour, escortés par un officier allemand, ont transporté le butin en direction de Paris et de l'Allemagne. Au cours de 1940 ces métaux représentaient une valeur approximative de quatre vingts à quatre vingt dix millions de francs" (20)

Tout ceci crée un malaise croissant "qui s'est étendu à presque toutes les couches sociales de la région. La présence effective des troupes d'occupation par des exigences nouvelles, a aggravé une situation déjà douloureuse du seul fait de la défaite de 1940" (21).

C'est dans ces conditions que le mouvement communiste reprend un combat d'autant plus difficile que le parti n'a pas une forte implantation traditionnelle.

On peut estimer aux environs de deux cents le nombre d'adhérents en 1939 (22). A l'époque, le secrétaire est Pierre Couchet (23). Il a été arrêté le 3 septembre en compagnie de Gasc, le trésorier fédéral et Matayron, militant du parti, responsable syndical du bâtiment (24). Le secrétaire fédéral a été condamné en octobre 1939 par le tribunal militaire de Montauban, à trois ans de prison et mille francs d'amende. En appel à Toulouse, le tribunal le condamna à la même peine, mais avec sursis. Quant à Matayron, il se voit infliger une peine de prison avec sursis. Gasc avait été libéré à Montauban. Fin décembre 1939 Pierre Couchet est libéré. Il reprend sa responsabilité et travaille à la reconstruction du Parti. Le 8 janvier 1941, pour éviter son arrestation, il entre dans la clandestinité. L'année 1941 est marquée par une forte répression anticommuniste : en juillet 1941, sont arrêtés Paul et Malou Rauzet (de St Antonin Noble Val), Tressens et Gerdi (Montauban), Courières et Mouisset (Lexos) (25). Le premier journal clandestin du PCF en Tarn et Garonne paraît le 11 novembre 1940 sous le titre La Vague. L'Etoile du Quercy lui succède : il existe le N° 3 du 2 septembre 1943 (26).

.....

(20) Féral France, les industries du Tarn et Garonne pendant l'Occupation Allemande (11 novembre 1942 - 19 août 1944), in Bulletin de la Société des Sciences Naturelles du Tarn et Garonne, Tome III, 3ème année 1957, imprimerie Busson, Montauban, 1957, p. 55

(21) Idem du N° 20, p. 56

(22) Interview de Roger Vié et Jean Duplan

(23) Voir indications biographiques, tome III, p. 160-161

(24) Lettre-témoignage de Madame Yvonne Couchet

(25) Interview de Malou Bauzet, et idem ci-dessus

(26) Archives départementales du Tarn et Garonne.

Le temps, qui sépare la parution de ces journaux, souligne les difficultés du parti. Les années 1941 et 1942 sont celles de la répression et du lent apprentissage de l'illégalité. L'année 1943 marquée par nouvelle situation internationale et nationale, est celle de l'organisation du parti, qui se traduit par une action propagandiste plus soutenue. On ne peut admettre les chiffres que donne Herni Kuster : de huit sections et trois cent quatre vingt cinq adhérents à son départ en septembre 1943. Les chiffres donnés par le prédécesseur de Marcel Thourel, visent à justifier l'exclusion de celui-ci (27).

.....

(27) Henri Kuster donne ces chiffres de l'implantation du PCF en Tarn et Garonne dans la brochure l'Hitléro-trotkysme (déjà citée) à la page 19. On ne peut retenir ces données, si l'on estime à deux cent adhérents environ en 1939,et autour de quatre cent à la libération (interview de Roger Vié). Il est mal aisé de cerner l'implantation du PCF à cette époque. Cependant il est possible de faire une tentative avec les renseignements parcellaires recueillis, en les comparant.

. une source officielle : la désignation des sections et le nombre total des ahdérents en Lot et Garonne, en août 1944,

. les données de Marcel Thourel : dans Mon activité de 1939 à 1945(rapport à la C.C.C.P. de juin 1945à,

. les données d'Henri Kuster (André dans la clandestinité) et d'Henri Dupouy (Fernand-Albert dans l'illégalité, responsable régional dans les Htes et Basses Pyrénées de décembre 1943 à juin 1944, inter-cadre région de Montpellier, de juin 1944 à novembre 1944), qui se trouvent dans la brochure l'Hitléro-trotskysme.

Si l'on admet la base théorique de vingt-sept membres par section (soit neuf groupes de trois donnant trois cellules) :

. source officielle (A) :

$$\frac{\text{Total adhérents soit}}{\text{Total groupes soit}} \qquad \frac{817}{249} = 3{,}28 \text{ membres par groupe}$$

. données Kuster (B) : R1 septembre 1943
Total adhérents 385 - 8 sections
soit 8 sections = 81 groupes
soit 385

$$\frac{385}{81} = 4{,}15 \text{ membres par groupe}$$

. données Dupouy (C) : R3 octobre 1943
Total adhérents près de 900 - 14 sections
soit 14 sections = 126 groupes
soit 900

$$\frac{900}{126} = 7{,}16 \text{ membres par groupe}$$

La réalité se trouve bien plus dans ses Souvenirs :

"En me confiant la direction de la R1, Gérard m'avait fixé comme premier objectif, une implantation plus élargie du Parti, tout en complétant l'appareil par la mise en place de divers responsables ... André, m'ayant donné quelques éléments de base, je m'attelais à la tâche. Je compris vite que ce ne serait pas chose facile.

.....

(27 suite)

. données Thourel (D) : R1 octobre 1943 7 sections
soit 7 sections = 63 groupes
soit 63 x 3 = 189 adhérents

. (E) : IR CI août 1944 43 sections, 138 cellules, 1 300 adhérents
soit 43 sections = 387 groupes
soit $\frac{1\ 300}{387}$ = 3,35 membres par groupe
soit 138 cellules = 414 groupes
soit $\frac{1\ 300}{414}$ = 3,14 membres par groupe

Plusieurs constatations :

- au niveau des moyennes d'adhérents par groupe, les résultats obtenus à partir des sources A et E renvoient le plus près à la forme d'organisation clandestine. Les sources B et surtout C sous-entendent un tout autre type d'organisation.

- au niveau des totaux d'adhérents, il y a une contradiction évidente entre la source A et la source C, en effet, il n'est pas possible que les effectifs aient diminué d'octobre 1943 à août 1944, d'un moment de lutte difficile à celui de la victoire. Les données B et C sont avancées dans le but de déconsidérer Marcel Thourel (voir la brochure l'Hitléro-trotskysme). Ils ne peuvent être retenus.

Les chiffres plus probables sont :

- pour la R1, en octobre 1943, autour des deux cent
- pour la R3, en aout 1944 : huit cent dix sept précisément
- pour l'IR CI en août 1944, les chiffres donnés par M.T. dans son rapport à la C.C.C.P., semblent très acceptables :
soit : total IR CI mille trois cent adhérents, le R3 comprenant huit cent dix sept adhérents, reste pour la R1 et la R2 près de cinq cent adhérents répartis pour quatre cinquième dans la R1 (ce qui concorde avec les chiffres de R.Vié) et pour un cinquième dans le Gers (ce qui correspond à la faiblesse du PCF dans ce département que M.T. souligne dans un rapport au C.C. en septembre 1944, voir plus loin).

A part Montauban où existait une section rassemblant quelques groupes, et Verdun, il n'y avait pas d'autres organisations structurées dans le département. André m'avait communiqué des noms à partir desquels il faudrait bâtir " (28).

Il se trouve donc à la direction d'une région à organiser. C'est le passage à la clandestinité. Il faut étudier la structure clandestine du PCF de la région à la direction de la zone sud, pour bien situer et comprendre le rôle et l'exercice des responsabilités de ce dirigeant.

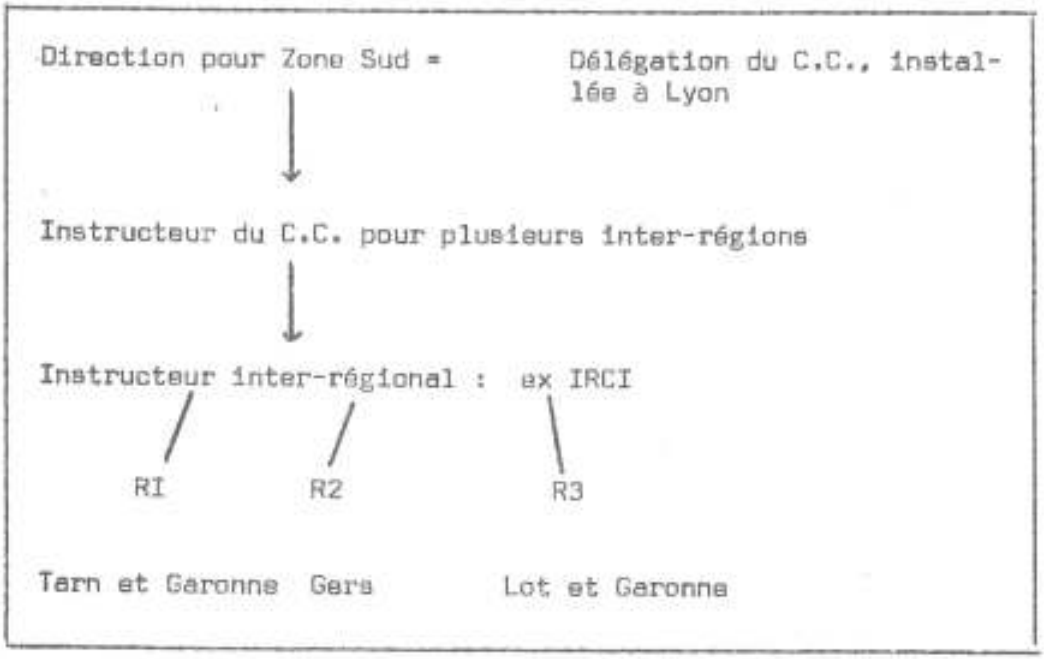
Le parti clandestin repose sur le groupe que forment trois adhérents, trois groupes forment à leur tour une cellule, et trois cellules une section. Chacun des trois membres dirigeants d'une cellule voit le dirigeant d'un seul groupe et toujours le même, cependant que le responsable à l'organisation et à la propagande (O.P.) de section voit chacun des politiques de cellules. La région comprend un certain nombre des sections dont les responsables sont vus par le politique (polo) ou le responsable à l'organisation et à la propagande (O.P.).

Lorsqu'une région comprend un trop grand nombre de sections, celles-ci sont réparties en secteurs. Dans ce cas, afin de limiter les contacts, les responsables de secteurs servent d'intermédiaires entre la région et les sections. La région correspond généralement à un département. Trois ou quatre régions (ou départements) forment une inter-région, placée sous la responsabilité d'un instructeur, qui voit le polo de région. L'instructeur inter-région (IR) reçcoit les directives du Comité Central (délégation Zone Nord ou Zone Sud) soit directement, soit par l'intermédiaire de son représentant délégué pour une zone plus vaste que l'inter-région (ainsi, en 1944, Henri Bourbon alias Gérard, est instructeur du C.C. pour le Sud-Ouest). A la structure politique correspond parallèlement la structure de contrôle et de sélection : ce sont les responsables aux cadres pour le Sud-Ouest. Aux niveaux inter-régional et régional, il y a aussi un responsable aux cadres.

.....

(28) M.T. Souvenirs, page 228

Schématiquement, l'organisation communiste se résume ainsi :



Les Instructeurs inter-régionaux ou de zone sont des intermédiaires entre le C.C. et les régions. Celles-ci se composent d'un triangle comprenant le polo (responsable politique), l'O.P. (responsable à l'organisation et à la propagande) et le syndical (responsable du travail dans les organisations de masse). Cette description de l'organisation du Parti est idéale. La réalité sera souvent autre, tenant compte des circonstances et des individus.

A partir du niveau de la région et de l'inter-région, toutes les responsabilités sont assurées par des permanents clandestins.

Marcel Thourel devient donc permanent, " *appointé" par le parti, environ deux mille francs par mois. Les ressources proviennent des cotisations qui sont perçues régulièrement, d'une aide éventuelle du centre, et d'actions de récupérartions, organisées occasionnelemnt par les* F.T.P."(29). Ainsi il se souvient de n'avoirjamais manqué de carte d'alimentation, nécessaires pour obtenir du pain, de la viande, du vin, du tabac ...

Le responsable de la région I doit remplir quatre objectifs. D'abord prendre des contacts et aider à la mise en place, à la base, d'organisations

.....

[29] M.T. Souvenirs, page 249

extrait du Larousse universel I922

tome I pages 974 et 995

Il faudra essayer de voir la valeur de cette affirmation qui laisse transparaître cette peur et cette légende d'une "République rouge du Sud Ouest" (29). Toujours est-il que l'enthousiasme et la vague d'espoirs, liés à la libération ont largement touché Toulouse. Mais ce n'est pas une exception. C'est le cas à Limoges, à Agen, comme sur l'ensemble du territoire (30). L'espérance en une nouvelle société, une nouvelle démocratie est indispensable de la lutte contre le nazisme. Le programme du Conseil National de la Résistance la reflète. Cette atmosphère de joie contraste avec la situation de crise économique (31).

.....

(29) Bertaux Pierre, Libération de Toulouse et de sa région, Hachette littérature, chapitre VIII, Légendes, p. 109 à 118

(30) Guingouin Georges, op. cit., chapitre XXII, l'espoir change de camp, p. 226 et suivantes

. collectif : De la guerre à la libération, la France de 1939 à 1945, éditions sociales, 1972 126 p. En particulier l'article de Jean Elleinstein intitulé : La libération, espoirs et déceptions, p. 95 à 126.

(31) Kramer Steven Philip, la crise économique de la Libération, in Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale, N° III, juillet 1976, p. 25 à 44.

Voir aussi les communications d'ALfred Sauvy (démographie et économie de la France au printemps 1944, p. 280 à 308) et de Jean Bouvier (Sur la politique économique en 1944-1946, p. 835 à 856, in La libération de la France, actes du colloque International de Paris, du 28 au 31 octobre 1974, éditions du CNRS, 1976, 1 054 pages).

Le pays est dévasté par la guerre. Les transports désorganisés, " de nos douze mille locomotives, il ne nous en reste que deux mille huit cent. Aucun train partant de Paris, ne peut atteindre LYon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Lille ... Trois mille ponts ont sauté ..." (32). Le problème majeur est celui du ravitaillement. La Haute Garonne n'est pas épargnée. " Le mauvais temps et le froid sont venus aggraver une situation déjà précaire ... Un très gros effort a été fait pour assurer à la population toulousaine, une distribution de pommes de terre... La difficulté majeure réside dans le manque de transports, mais l'on espère qu'une fois la période de froid terminée, des trains de camions pourront se rendre dans le Massif Central charger le précieux tubercule... l'approvisionnement en viande des centres urbains est très difficile, une ration hebdomadaire de cent cinquante grammes de viande, est servie souvent avec irrégularité". (33)

Pour Pierre Bertaux, commissaire de la République, "c'est la principale préoccupation des citoyens de la région et le souci le plus pressant de l'administration" (34).

Autre problème économique : la nécessaire reprise et relance de la production. La "bataille de production" est le mot d'ordre des pouvoirs publics comme des syndicats. A Toulouse, un accord est réalisé pour la création des comités mixtes à la production, futurs comités d'entreprises, dans certaines industries seulement.

Le 12 septembre 1944, Lucien Llabrès (35), à la Bourse du Travail, donne lecture d'un engagement sur l'honneur qui donne une idée du climat de l'époque :

.....

(32) De Gaulle Charles,op. cit., p. 6

(33) Archives Bertaux, rapport général du 16 janvier 1945, chapitre IX, Subdivision C : Ravitaillement

(34) Bertaux Pierre, op. cit., chapitre XIII, Le Ravitaillement, p. 207 à 210

(35) A la Libération, secrétaire du syndicat des ingénieurs et cadres de la métallurgie de la C.G.T.

"Nous nous engageons sur l'honneur à collaborer loyalement entre nous, afin d'assurer un rendement maximum de la production, tout en sauvegardant les intérêts des travailleurs et de la collectivité nationale ... A mettre toutes nos connaissances techniques et professionnelles au service exclusif de la production et de la gestion des entreprises placées sous notre sauvegarde, afin que la production aéronautique française reprenne le rang qu'elle n'aurait jamais dû perdre" (36).

La deuxième série de problèmes est d'ordre institutionnel, mais inséparable d'un problème politique. La libération a donné le jour à des organismes au pouvoir mal défini (37). L'objectif des pouvoirs publics, c'est le rétablissement d'une autorité centrale de l'état. De Gaulle exprime le mieux cette volonté. Elle passe par la dissolution des milices patriotiques (38), et par une délimitation précise des fonctions des Comités départementaux de Libération. A Toulouse, ces deux questions entraînent quelques difficultés dans leur réalisation.

Ainsi, le 28 octobre 1944, le gouvernement provisoire du Général De Gaulle, décide la dissolution des Milices Patriotiques. En réponse, le 30 Octobre l'Assemblée régionale des C.D.L. de la région de Toulouse délibère et vote sur le texte de deux motions, dont l'une sera retirée, déclare :

"Les C.D.L. de la région de Toulouse ... décident que tout individu, quelle que soit sa fonction administrative ou militaire, qui tenterait de désarmer les Milices Patriotiques, doit être considéré comme un traître à la Patrie. En conséquence les CDL de la région de Toulouse intiment l'ordre à tout adhérent des Milices Patriotiques de procéder immédiatement à l'arrestation et à l'internement des personnes qui voudraient les désarmer"(39).

.....

(36) Cité par Pierre Bertaux, op. cit., P. 195

(37) Foulon Charles-Louis, Prise et exercice du pouvoir en Province à la Libération, p. 501 à 526, in La libération de la France, C.N.R.S., op. cit.

(38) Agulhon Maurice et Barrat Fernand, C.R.S. à Marseille, 1944,1947 presses de la fondation nationale de Sciences politiques, 1971, P; 23 à 38 - Craipeau Yvan, La Libération confisquée, Savelli Syros, 1978, p. 58 à 62

(39) Cité Par Bertaux Pierre, op. cit., p. 132

La dissolution se fait dans la lenteur et les réticences. Le commissaire de la République écrit dans une note en Janvier 1945 ;

"J'ai établi des contacts personnels avec l'Etat Major des gardes civiques et patriotiques (qui est d'ailleurs en voie de dissolution)... de toute façcon, je considère que les gardes civiques ne posent plus de problèmes politiques dans la région"(40)

Le COmité départemental de libération de Hte Garonne entre souvent en conflit avec le représentant du pouvoir central. Dans son rapport d'activité pour le mois de septembre 1944, au Conseil National de la Résistance, il souligne :

"Nos rapports ne sont toujours pas marqués par la cordialité la plus grande et la collaboration subit parfois des heurts -avec le commissaire de la République -. Le C.D.L. a souvent la sensation que ses décisions étaient freinées soit par un souci trop grand de rester dans la légalité, soit par pussilanimité, soit pour tout autre raison que nous n'avons pas à définir"...

Et de définir la fonction qu'il aspire à assumer :

"... le fait que l'on n'a pas voulu considérer en haut lieu le C.D.L. comme assemblée délibérante, mais simplement consultative dont les avis peuvent être suivis ou non, nous gêne dans notre action"(41).

En Haute Garonne, le C.D.L. s'appuie sur trente neuf comités cantonaux, et cinq cent cinquante comités locaux, qui n'avaient pas été prévus dans le statut élaboré en février 1944 et adoptés en mars par le conseil national de la Résistance. Le C.D.L. est composé de représentants de divers groupes de la Résistance. Les communistes y sont en minorité. Le Président est Jean Carovis, qu'un rapport de police qualifie de "pivertiste" (42).

Enfin, ce dernier problème : celui de l'épuration. C'est une constante revendication pour le C.D.L. comme pour les communistes, qui ne cessent d'en dénoncer les lenteurs lorsqu'il semble que la répression soit plus sévère dans la zone sud (43).

.....

(40) Archives Bertaux, rapport sur la situation générale du 6 janvier 1945, p. 1 et

(41) Cité par Bertaux Pierre, op. cit., p. 156

(42) Idem, p. 160

(43) Baudot Marcel, La résistance française face aux problèmes de répression, in Revue d'Histoire de la Deuxième guerre mondiale, Janvier 1971, N° 81, p 44

Mais elle est "d'une grande modération surtout si on la compare avec ce qui s'est passé dans les autres pays occupés" (44).

La légende des "cent mille morts de la libération "est tout aussi fausse que celle de la "République rouge du Sud-Ouest" (45). En fait il faut bien noter, comme Marcel Baudot, que cette répression "a échoué pour des raisons trop explicables à l'égard des profiteurs qui se sont enrichis en travaillant pour la machine de guerre nazie, et elle n'a pas réalisé ce renouvellement des cadres de la nation qui avait été le voeu suprême de la Résistance dans la perspective de la République" pure et dure" qu'elle avait rêvé d'enfanter"(46).

C'est dans ce climat que Marcel Thourel arrive, se retrouve, et va évoluer à TOulouse. Il reprend sa place au secrétariat régional de la Hte Garonne, dans une organisation marquée par le renouvellement interne, par une audience et une autorité grandissantes, et par un activisme débordant.

"C'est dans les derniers jours de septembre que je revins à Toulouse. Je retrouvais mon logement au 60 de la rue des Champs Elysées, duquel j'étais parti quatre ans auparavant entre deux gendarmes ...

Mon installation à peine terminée, je me présentais au siège du Parti. Quelle différence avec le local de la rue du Conservatoire qui nous abritait en 1939 ! Le nouveau siège occupait tout le rez-de chaussée d'un grand immeuble situé à l'angle du Boulevard de Strasbourg et des Allées Jean Jaurès (où se trouvent actuellement les Bureaux de la Compagnie Air-France). Il comprenait un vaste hall d'accueil, bureaux à gauche et à droite, des pièces intermédiaires, enfin des bureaux donnant sur les Allées Jean Jaurès.

Dès mon arrivée, je fus surtout frappé par l'absence de visages connus, car, à l'exception de Caussat qui exerçait les fonctions de trésorier régional, tous les autres camarades présents m'étaient parfaitement inconnus.

.....

(44) Idem ci-dessous, présentation par Marcel Baudot, des conclusions de l'ouvrage de Poter Novick (The resistance versus Vichy. The purge of collaborators in Liberated France, columbia University Press, 1968), p. 38

(45) Bertaux Pierre, op. cit., p. 114-115-116

(46) Baudot Marcel, article cit., p. 47

Ma surprise augmenta encore lorsque se présentèrent les camarades avec lesquels j' allais devoir assurer la direction du Parti : Henri Dupont et Pierre Requier, le premier militant avant la guerre dans la région parisienne, le second je ne sais où. Il y avait en outre, Simon Guénoun, responsable aux cadres" (47).

Marcel Thourel explique les raisons pour lesquelles il n'assume pas la responsabilité politique de la région toulousaine ;

"Je réintégrais ma région d'origine, sur décision des cadres pour en prendre la direction politique.

Cette décision pouvait se justifier par la responsabilité que je venais d'exercer et aussi par le fait que j'étais le seul des cinq membres du Bureau Régional élu par la conférence de 1939, encore vivant ou apte à assumer politiquement cette responsabilité.

Dès le premier entretien que j'eus avec Dupont et Requier, qui formaient avec moi le secrétariat régional, je sentis que Dupont, se considérant comme responsable politique, tenait beaucoup à cette fonction. Comme je ne suis pas d'un caractère contrariant et que je n'ai jamais eu d'ambition, au sens qu'on donne communément à ce terme, et que, de surcroît je ne désirais pas que notre future équipe se divise sur une question de préséance, je proposais à Dupont (et en cela je commis une faute que je regretterai amèrement par la suite) de conserver la direction politique, je prendrais en charge le travail d'organisation" (48).

En effet, Marcel Thourel s'intègre au Bureau Régional qui ne comprend que peu de militants de l'avant-guerre (49).

- Secrétaire régional politique : Henri Dupont
- Secrétaire régional à l'organisation : Marcel Thourel
- Secrétaire régional au travail de masse : Pierre Requier
- Responsable régional aux cadres : Simon Guenoun
- Trésorier régional : Jean Caussat
- Secrétaire régional des J.C. : Georges Faure
- Secrétaire de la commission paysanne : Fernand Mounès
- Responsable du travail d'éducation : Roger Sentenac

.....

(47) M.T. Souvenirs, p. 364

(48) M.T. Souvenirs, p. 365

(49) M.T. Souvenirs, p. 366, et archives Bertaux

-Responsable du travail élections : Emilien Bonnes
- Représentant du Parti au C.D.L. : Jean Verdier
- Responsable de la Voix du Parti : Georges Bénichou

Ce bureau comprend aussi Georges Ducel, Henri Prévost, Edmond de Laroque, et Jean Sibillaud, secrétaire adjoint de l'U.D. -C.G.T.

Responsable à l'organisation, l'ex-instructeur inter-régional de l'I.R. C1 trouve une région en pleine expansion au niveau des adhésions. Il parle d'"inflation militante" (50). Celle-ci se reflète dans le renforcement des structures du Parti, ainsi il évalue à neuf le nombre des permanents pour la commission d'organisation. Le parti en Hte Garonne a multiplié par huit son nombre d'adhérents, si l'on compare les chiffres de 1937 et ceux d'avril 1945.

1937	1 164 (51)
1944 (août)	700 (52)
Au 30 janvier 1945	8 300 (53)
Au 15 mars 1945	9 181 (54)

.....

(50) Ainsi toutes les manifestations de réunions de Parti, se traduisent par des adhésions ; ainsi à la suite de la manifestation du 11 novembre 1944, (42 adhésions), ou après le meeting de Maurice Thorez en février 1945 (784 adhésions).

(51) Brochure préparatoire à la conférence régionale des 7 et 8 avril1945 à Toulouse, rapport M.T. p. 14

(52) Idem, in rapport politique d'Henri Dupont, p. 8

(53) Archives Berteaux, rapport mensuel sur les partis politiques et mouvements de Résistance du 30 janvier 1945

(54) Brochure citée, rapport M.T., p. 13

Par sections pour le recensement arrêté au 15 mars 1945, cela donne :

SECTIONS QUARTIERS	Nombre d'adhérents
Capitole	450
Esquirol	195
Saint-Agne	151
Saint-Cyprien	155
Minimes	77
Croix de Pierre	110
Côte Pavée	110
Patte d'Oie	255
Bonnefoy	210
Ponts-Jumeaux	230
Guilhemery	97
Saint-Michel	160
La Salade	100
TOTAL	2 300

SECTIONS RURALES	Nombre d'adhérents
Gourdan-Polignan	101
Villemur	160
Grenade	91
Castanet	35
Portet	110
Villefranche-de-Lauragais	125
Carbonne	90
Cazères	185
Montesquieu-Volvestre ..	130
L'Isle en Dodon	45
Colomiers	95
Blagnac	90
Venerque	65

SECTIONS RURALES (Suite)	Nombre d'adhérents
Verfeil	55
Auterive	55
Muret	135
Revel	85
Aurignac	151
Saint-Jory	90
Mazères	202
Saint-Gaudens	130
Boulogne sur Gesse.	80
Aspet	120
Cierp-Gaud	110
Caraman	30
Luchon	110
Saint-Martory	100
Saint-Alban	82
Léguevin	85
Rieumes	85
Saint-Sulpice	35
Cadours	40
Montréjeau	125
Saint-Lys	40
Bessières	98
Aucamville	70
Cintegabelle	70
TOTAL	3 515

SECTIONS ENTREPRISES	Nombre d'adhérents
Cheminots	560
Bréguet	100
Cartoucherie	350
Gaz	92
O.N.I.A.....	385
T.O.R.T.	300
P.T.T.	116
Arsenal	60
Dewoitine	380
Municipaux	170
E.R.A.E.	93
Air-France	69
Presse	155
Poudrerie	220
Bazacle	74
Chiers	60
Latécoère	80
TOTAL	3 366

Total général des sections de la Haute Garonne :

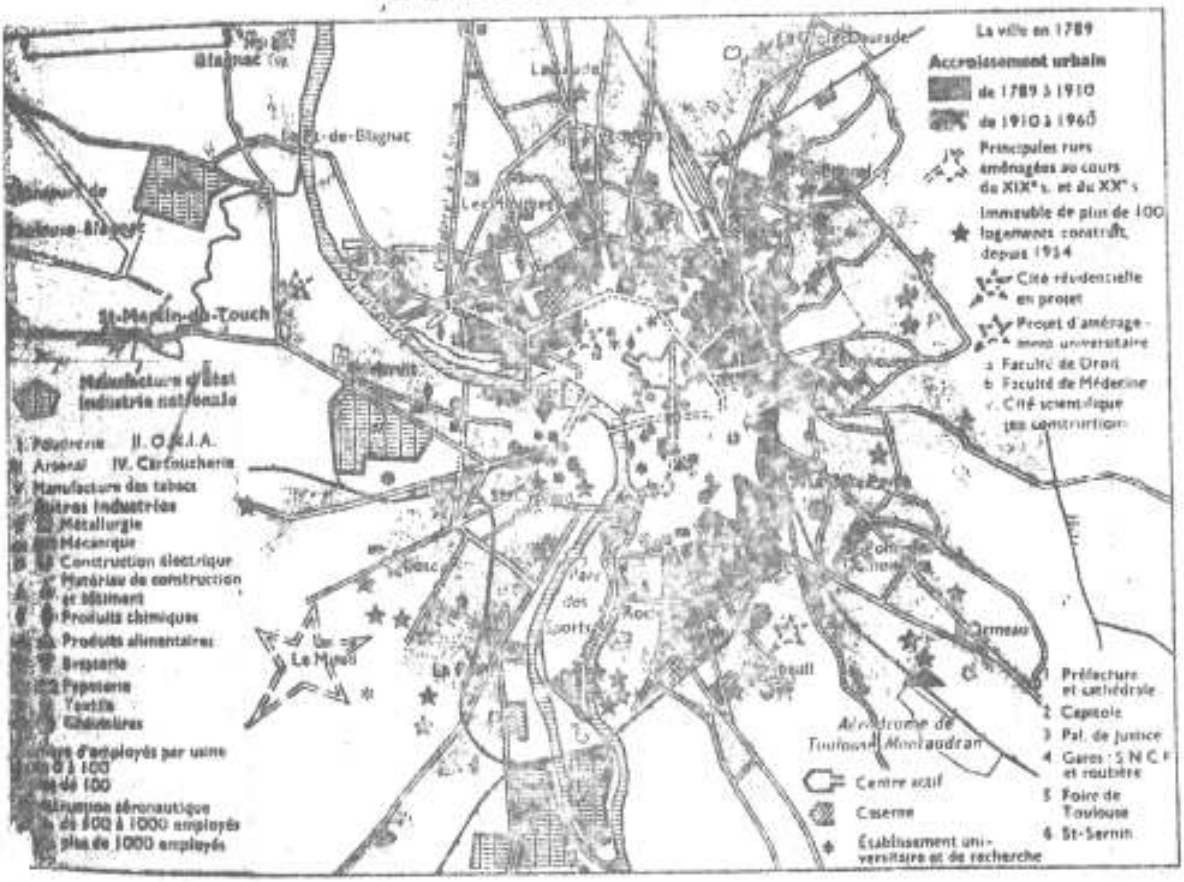
2 300 + 3 366 + 3 515 = 9 181 (Neuf mille cent quatre vingt-un) (55).

De ces chiffres, au moins deux conclusions à tirer d'abord plus de 60% des adhérents sont toulousains, et ensuite l'importance des sections d'entreprise qui regroupent près de 30% des adhérents. L'objectif de la commission d'organisation en décembre 1944 est d'atteindre les dix mille adhérents. Si, en avril, elle n'a pas complètement atteint son but, force est de constater que le P.C.F. en Haute Garonne, est la plus puissante force politique, dotée d'un important potentiel militant. Ainsi un rapport des renseignements généraux du

.....

(55) Brochure déjà citée.

plan
de la ville de TOULOUSE



Grand Larousse Encyclopédique

1964

tome X - pagr 401

30 décembre 1944, note : "Le parti communiste mène une campagne de presse très active. Il espère porter à dix mille le nombre de ses adhérents d'ici deux mois. Son influence ne perd pas en force, bien au contraire. Il apparaît de plus en plus comme un parti qui groupe des hommes pleins d'allant, patriotes et constructeurs, un grand parti d'ordre républicain" (56).

Dans un article du 20 octobre 1944, le secrétaire régional à l'organisation reprenant presque mot pour mot le texte de la directive "promotion pour la France", appelle à venir renforcer les rangs du Parti : "Tous ceux qui, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou confessionnelles, veulent avec nous continuer la lutte, l'engagement de ne reculer devant aucun sacrifice pour mener à bien le combat libérateur. Notre Parti ouvre ses rangs à tous les citoyens et toutes les citoyennes, même s'ils ne partagent pas ses conceptions philosophiques, à la condition qu'ils respectent la discipline du Parti, en appliqant scrupuleusement ses décisions et n'essayant pas de faire de la propagande à l'intérieur du Parti, en faveur de conceptions philosophiques autres que celles du Parti" (57).

La prédominance du PCF se reflète dans son audience dans les organisations de masse, comme dans tous les milieux sociaux. On a vu l'importance des sections d'entreprises ; en découle une forte implantation communiste dans la C.G.T. que soulignent les responsabilités syndicales de plusieurs militants communistes , à Sibillaud et Llabrès déjà cités, il faut ajouter Baduel(secrétaire du syndicat des métaux C.G.T.), Pelfort (secrétaire du syndicat du gaz C.G.T.), Berjeaud (secrétaire du syndicat de la T.C.R.T., C.G.T.) (58) et la liste est certainement incomplète.

.....

(56) Archives Bertaux

(57) La Voix du Parti, 20 octobre 1944

(58) Archives Bertaux.

Le P.C.F. est aussi présent dans le milieu rural. Même si " dans les milieux agricoles et ruraux on se montre beaucoup plus réticent envers la propagande du Parti", (59) les militants communistes paysans sont très actifs, et accèdent à des postes de responsabilités à la Confédération générale de l'Agriculture dans le département de la Haute-Garonne.

Ainsi Jean Doumeng est secrétaire général du bureau départemental de la C.G.A. " Agriculteur à Cazères, jeune intelligent, très actif, il est l'homme de confiance du parti communiste. Il est d'ailleurs à noter qu'il ne s'accomode pas toujours de la discipline du parti, lorsque ses consignes lui paraissent aveugles ou mal fondées. D'une activité inlassable, il est incontestable que M. Doumeng est pour une grande part, à l'origine de l'essor pris par la C.G.A. dans le département ..." (60). Fernand Mounes, pour sa part, est l'un des trois vice-président. Le Parti est aussi agissant et représenté dans la jeunesse. Ainsi, en mars 1945" deux cent étudiants environ, sont inscrits au P.C." (61). Après la dissolution des J.C., l'Union de la Jeunesse Républicaine de France, compte "quelques cinq cents adhérents" (62). Mme Santucci, Marcelle Rumeau et Marcelle Fournial, militent à l'Union des Femmes de France, qui regroupe quatre mille cinq cent femmes environ, sur le département, dont près de trois mille à Toulouse (63).

Il faut noter encore l'importance du Front National qui compte environ dix mille membres (63), où les communistes sont présents ; le Comité France URSS, qui regroupe trois mille adhérents dirigé par Henri Barbut, militant communiste d'avant-guerre (63) ; le centre des intellectuels qui comprend environ neuf cents adhérents, animé par Julien Benda, et André Wurmser (rédacteur du Patriote, sous le pseudonyme de docteur Guillotin) (63).

Cette audience accrue se traduit par une activité débordante des militants et responsables communistes. Par des meetings et des manifestations, les communistes toulousains s'efforcent de faire connaître la stratégie de leur

.....

(59) Archives Bertaux, rapport sur le P.C.F. du 9 mars 1945

(60) Archives Bertaux, les milieux agricoles de la C.G.A. dans le département de la Haute Garonne, brochure rédigée par les services de police, de onze pages, 5 janvier 1946

(61) Archives Bertaux, rapport sur le PCF du 9 mars 1945

(62) Archives Bertaux, synthèse juin 1945

(63) Archives Bertaux, rapports sur les organisations politiques et les mouvements de Résistance, de janvier 1945.

parti (64), résumée dans les mots d'ordre : s'unir; combattre, travailler. La participation massive aux meetings centraux organisés de décembre 1944 à août 1945, donne la mesure de l'audience communiste, mais aussi de l'énorme travail préparatoire que nécessitent de tels rassemblements :

15 décembre 1944	Meeting à la mémoire de Gabriel Péri et Lucien Sampaix, à Toulouse	2 200 personnes
18 février 1945	Meeting de Maurice Thorez au stadium toulousain	40 000 personnes (selon la Voix du Midi) - 15 000 à 20 000 personnes (selon la police)
6 Avril 1945	Meeting avec Raymond Guyot, à Toulouse	1 200 personnes
27 mai 1945	Meeting de réception des militants du Parti (et autres), rescapés des camps de concentratio,. Parc Municipal des Sports	15 000 personnes
26 août 1945	Fête à Blagnac avec André Marty	12 000 à 15 000 personnes

(65)

Les rapports des renseignements généraux appellent constamment, de décembre 1944 à avril 1945 "que le PC fait preuve d'une grande activité, réunions, conférences, se succèdent sans discontinuer.." (66).

.....

(64) La question de l'application de la stratégie du PCF dans la région parti-toulousaine, est traitée plus loin. Il n'est question ici que de mesurer l'importance de l'activité des communistes et de la mobilisation qu'entraîne ses réunions.

(65) Archives Bertaux.

(66) Archives Bertaux, synthèse d'information régionale, bi- mensuelle pour la période du 24 mars au 7 avril 1945 -

Le responsable régional à l'organisation ne cesse de se dépenser pour la réalisation des tâches de l'heure du parti. Il faut voir successivement son rôle dans l'administration du Parti, sa fonction de représentation interne, et d'intervention externe. Fonctions qu'il est indispensable de situer d'une part dans la stratégie générale du PCF à l'époque, et d'autre part, dans le contexte socio-politique de la Haute Garonne.

Le premier problème du Parti, au plan organisationnel, à la libération c'est l'adaptation à la vie légale, qui nécessite la réorganisation des sections et des cellules locales ou d'entreprises.

La multiplication par huit du nombre d'adhérents pose le problème de l'accueil et de l'organisation de ces nouveaux venus. Le secrétaire à l'organisation, le rappelle : "Il faut veiller à ce que les nouveaux adhérents soient affectés immédiatement dans une cellule et que cesse le scandale qui consiste à voir des camarades qui, deux mois après leur adhésion, n'ont pas encore été convoqués" (67). Tâche urgente dont le bilan est fait à la première conférence régionale tenue après la Libération, les 7 et 8 avril 1945. Il faudra y revenir.

A cette tâche considérée comme prioritaire, il faut ajouter :

La préparation matérielle des réunions publiques, ainsi d'ailleurs que les réunions internes, les assemblées de cadres ;

L'impression et la répartition dans les sections, du matériel de propagande ;

L'entretien des locaux du Parti, et l'organisation de leur surveillance, chaque nuit par un groupe de militants,fournis à tour de rôle par les cellules de Toulouse ;

A la constitution d'un service d'ordre qui corresponde à la dimension du Parti et de ses activités, et qui soit en mesure d'assurer la protection des manifestations du Parti, et de ses responsables.

.....

(67) Bulletin intérieur de la région toulousaine du P.C.F., février 1945, p. 8

Un exemple de ce travail : l'organisation de la venue de Maurice Thorez du 17 au 19 février 1945. C'est d'abord la mobilisation des militants, de toutes les organisations cellules et sections du Parti. " Le P.C. continue de déployer une très grande activité. Le fait saillant de cette activité est l'organisation dans notre ville, de la grande conférence que donnera Maurice Thorez les 17 et 18 Février courant ... Tous les militants sont mobilisés pour sa réussite" (68).

C'est ensuite l'établissement d'un emploi du temps minuté avec précision :

Samedi 17 février - A 21 heures, au muséum d'Histoire Naturelle, le secrétaire général doit s'adresser aux cadres du PC de Hte-Garonne.

Dimanche 18 février A 9 heures, au muséum d'Histoire Naturelle, conférence aux intellectuels.

A 15 heures, rassemblement au parc municipal des sports.

A 21 heures, gala de la jeunesse à la salle des fêtes du parc Municipal des Sports (69)

C'est aussi le travail d'information. Ainsi "la journée du 18 février est précédée par une propagande par voix d'affiches et par la presse ; dans la journée du 17 février, deux véhicules automobiles, avec des haut-parleurs, ont parcouru les rues de la ville annonçant les diverses phases de la journée"(70)

Mobilisation des militants, établissement d'un emploi du temps précis organisation de la propagande, sont des tâches indispensables à la réalisation de la grande manifestation, qui est ainsi réglée dans les plus petitsdétails. "Pour vérifier avec moi tous les détails, j'avais reçu la visite d'un responsable de la Commission Centrale d'Organisation, et d'un responsable du Service de Sécurité" (71). Le point culminant c'est le meeting. Marcel Thourel préside. Il doit ouvrir la réunion par un bref discours, et donner la parole suc-

.....

(68) Archives Bertaux, note du 6 février 1945

(69) Archives Bertaux, rapport sur la venue de Maurice Thorez à TOulouse,du 16 février 1945

(70) Archives Bertaux, rapport du 18 février 1945

(71) M.T. Souvenirs, p. 434

cessivement à Roger Garaudy, Henri Dupont, et Maurice THorez qui réaffirme les thèmes fixées du Comité Central d'Ivry. A la tribune d'honneur "ont pris place : Pierre Berteaux, le commissaire de la République, le colonel Raynaud, représentant du général Collet, le Maire de Toulouse, Badiou, André Wurmser, directeur du Patriote, Dumas, directeur de la Victoire, Stefani, directeur de la République" (72). Le discours terminé, c'est "l'émouvant défilé des délégations", que la commission d'organisation a réglé. "Délégations d'usines, de secteurs, de jeunes, chacun s'avance, annoncé au micro pour serrer la main du guide aimé et lui remettre un présent. Sur la table, les cadeaux s'accumulent" (73). Marcel Thourel affirme "l'ensemble du programme mis sur pied, se déroule sans la moindre ratée, sans le plus minime incident, l'organisation mécanique parfaitement rodée, fonctionnait à merveille" (74).

C'est aussi l'avis des renseignements généraux : "En définitive, journée très réussie, organisation impeccable du PC" (75), qui mentionne que, certainement en raison de fatigue, MauriceThorez ne participe pas au meeting des Jeunesses Communistes. En effet, c'est Jeannette Vermeersch qui l'assure en compagnie de Marcel Thourel. Pendant ce temps, "un repas fraternel (76) réunit autour de notre grand camarade - Maurice Thorez - les meilleurs militants de notre région. Aux côté de Maurice Thorez avaient pris place M. Berteaux, commissaire de la République, les colonels Raynaud et Berthier, représentant le général Collet, Roger Garaudy, Henri Dupont, Mr et Mme André Wurmser, MM. Broual et Salut, et notre camarade Weidknett du C.D.L. C'est dans une cordiale et simple atmosphère de camaraderie que cette réunion a pris fin" (77).

Le responsable à l'organisation s'occupe aussi de la vie interne du Parti. Il participe aux assemblées de cadres, et organise la conférence régionale des 7 et 8 avril. Les assemblées générales de cadres ou d'information sont nombreuses en 1945 :

.....

(72) Le Patriote, 19 février 1945
(73) La Voix du Midi, 19 février 1945
(74) M.T. Souvenirs, p. 434
(75) Archives Berteaux, note 2 645
(76) Archives M.T. : documents photographiques
(77) La Voix du Midi - 19 février 1945

16 janvier 1945	- Assemblée des cadres
25 janvier 1945	- Réunion d'information des cadres
30 janvier 1945	- Assemblée d'information : mille présents
17 février 1945	- Assemblée des cadres (avec Maurice Thorez), mille présents
4 avril 1945	- Assemblée des cadres : trois cent cinquante présents (78).

Au cours de ces réunions, il traite les problèmes d'organisation, Henri Dupont s'occupe des questions d'orientation.

Pendant six mois Marcel Thourel déploie une activité énorme qui se concrétise dans la conférence régionale des 7 et 8 avril : cinq cent trente cinq délégués se réunissent pour écouter les orateurs suivants :

H. DUPONT	Rapport Politique
M. THOUREL	Rapport sur l'organisation du Parti
P. REQUIER	Rapport de politique étrangère
C. JOURDAN	Rapport de la Commission de Contrôle
F. MOUNÈS	Rapport paysan
E. DE LA ROQUE	Rapport sur la presse
R. SENTENAC	Rapport sur l'éducation
E. GAUSSEN	Rapport sur la diffusion
CAUSSAT	Rapport sur la trésorerie
E. BONNES	Rapport de la Commission électorale
SIBILLAUD	Rapport sur le travail syndical
G. BÉNICHOU	Rapport sur la Voix du Midi (79)

Le discours de Cloture de Raymond GUYOT.

Dans le rapport sur l'organisation (80), après avoir donné le détail sur l'état du parti, le secrétaire insiste sur trois points :

.....

(78) Archives Bertaux

(79) Voir brochure préparatoire

(80) La Voix du Midi, 9 avril, voir documents Tome III, p. 33

"D'abord l'importance de ces problèmes qui "après que la ligne politique juste est donnée, décident de tout, y compris du sort de la ligne politique elle-même, de sa réalisation ou de son échec".

Ensuite, la nécessité d'une pénétration importante dans les entreprises, afin de mener à bien la bataille de la production :

"Il faut dans les entreprises les plus importantes de la région, que se constituent des équipes de choc, constituées des meilleurs éléments du Parti, des plus dynamiques, les plus dévoués, les plus conscients de leurs responsabilités qui sauront entraîner l'ensemble des ouvriers dans la bataille pour la production".

Enfin, l'esprit de parti, qui doit permettre au Parti d'endiguer les attaques dont il est l'objet, et d'atteindre les succès :

"Dévouement et abnégation des Communistes à tous les échelons. Nous sommes toujours en guerre. Nous devons travailler à un rythme de choc. La force de cette énergie nécessaire, trouvons-là en nous-même, dans le passé de notre glorieux parti et dans l'exemple que nous offrent nos grands dirigeants, que nous offrent nos vieux militants de la région, que nous offrent nos grands alliés, et tout particulièrement le peuple soviétique et ses dirigeant irréprochables".

Marcel Thourel assume cette responsabilité avec beaucoup d'ardeur et de volonté. Mais elle ne se limite pas aux stricts problèmes organisationnels. Membre du secrétariat régional, il est aussi responsable avec ses deux autres camarades, de l'application de la ligne générale du PCF dans le département. A ce titre, il assure la fonction de représentation de la Région Hte Garonne, au Comité Central.

La première session élargie du Comité Central tenue après la guerre, a lieu du 21 au 23 janvier 1945, à la Mairie d'Ivry. Henri Dupont et Marcel Thourel y représentent la région toulousaine. Partis en voiture, ils arrivent le 20 janvier à Paris, sous la neige (81).

.....

(81) Voir témoignage de Raoul Calas, Souvenirs d'un condamné à mort éditions sociales, 1976, p. 143-144

A cette réunion Maurice Thorez réaffirme la stratégie constante du Parti : l'Union de la Nation, Il la précise dans le sens de la reconstruction de l'Etat, d'un pouvoir central, seul dirigeant. Il définit le rôle des CDL et annonce la nécessité de ne plus maintenir les milices patriotiques (82) :

"Les Comités locaux et départementaux de libération, ne doivent pas se substituer aux administrations locales, municipales, ou départementales, pas plus que le CNR ne s'est substitué au gouvernement. La tâche des CDL n'est pas d'administrer, mais d'aider ceux qui administrent ..."

Mais la mesure annoncé qui aura le plus de répercussions (83), est celle qui concerne les milices patriotiques :

"N'est-il pas nécesseire de dépister les saboteurs, les traites, les espions, les agents de l'ennemi et de les envoyer devant les tribunaux ? Il va de soi que cette dernière tâche incombe uniquement aux représentants qualifiés de la puissance publique ... Quelques mots, à ce propos, sur l'organisation des Milices Patriotiques devenues gardes civiques et républicains. Ces groupes armés ont eu leur raison d'être avant et pendant l'insurrection contre l'occupant hitlérien et ses complices vichystes. Mais la situation est maintenant différente. La sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de police, constituées à cet effet. Les gardes civiques et, d'une façon générale, tous les groupes armés irréguliers, ne doivent pas être maintenus plus longtemps."

Ces deux mesures sont des conséquences de la stratégie du parti, résumée dans les mots "s'unir, combattre, travailler" (84). Au nom du nécessaire

.....

(82) Sur la dissolution des M.P. voir :

- Faulon Charles-Louis, le Pouvoir en Province à la libération, fondation nationale des sciences politiques, 1975, p. 229
- Agulhon Maurice et Barrat Fernand, C.R.S. à Marseille 1944-1947, presse de la fondation Nationale de Sciences Politiques, 1971, p. 23 à 38

(83) Anonyme, le Mouvement de masse et le PCF de 1944 à 1945, in Cahiers du Forum Histoire, n° 8, février 1978, p. 8 à 25.

(84) Voir : Fauvet Jacques, Histoire du Parti Communiste Français p. 337/359
Claudin Fernando, la crise du mouvement communiste, Maspéro, Tome II; p. 377 à 402
De la Gorce Paul-Marie, d'Après-Guerre, Grasset, 1978, p. 75 à 124
Agulhon Maurice, les communistes et la Libération de la France, op. cit CNRS, p. 87 à 99

effort de guerre, le comité central d'Ivry lève les dernières ambiguités, qui pèsent sur des structures (C.D.L. et M.P.) issues directement de la lutte contre le nazisme et de la libération. S'agit-il d'un changement ? d'une nouvelle stratégie ? ou d'une "adaptation tactique de la ligne générale ?

Maurice THorez affirme : " Notre ligne n'a pas varié... la situation nouvelle, nos méthodes, sont différentes" (85). Il faut tout de même souligner l'importance " de cette nouvelle méthode" pour le militant, qui a lu en novembre 1944, la déclaration du bureau politique du Parti, relative au désarmement projeté des M.P. :

"... Cela équivaut à décourager et à désarmer le peuple, cela équivaut à encourager les traites de la 5ème colonne à perpétrer des crimes puisqu'ils courront désormais moins de risques, cela équivaut à favoriser le désordre et on peut se demander si on ne veut pas, dans certains milieux provoquer le désordre pour pouvoir déconsidérer la démocratie au bénéfice du pouvoir personnel".

"L'argument relatif à la nécessité de rassembler toutes les armes pour les soldats n'est qu'un simple prétexte, car chacun sait que ce qui manque à nos soldats, ce ne sont pas les armes légères des Gardes Patriotiques, mais des armes lourdes qu'on pourrait leur procurer si on consacrait à cette tâche autant de ténacité qu'on en consacre au désarmement des gardes patriotiques".

"Il (le bureau politique) invite les communistes membres de comités départementaux de la libération, à alerter ces organismes pour qu'ils fassent les interventions nécessaires afin de ne pas laisser porter atteinte aux droits de la résistance représentant la souveraineté populaire et la seule base légale du gouvernement provisoire".

"... Enconclusion, après avoir entendu les ministres communistes, les camarades Tillon et Billoux, le Bureau politique déclare que le Parti communiste ne saurait s'associer en aucune manière à des décisions tendant à désarmer le peuple en face d'une 5ème colonne hitlérienne que la molesse dans la répression laisse intacte et puissament armée".

.....

(85) C'est la thèse que défend Jean Pierre Scot, article cité, et aussi la restauration de l'Etat, juin 1944, novembre 1945, in cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez, N° 20-21, 1977, p. 187 à 217

Le comité central d'Ivry, mêle si l'on veut le considérer comme "la conclusion logique de l'analyse de la situation et des rapports de force interne et externe" (86) est perçu par certains militants (87) comme un changement. Ceci explique sans doute la campagne du Parti autour du thème : "il n'y a pas de changement d'orientation, c'est une nouvelle méthode ".

Quelle est la réaction de Marcel Thourel, lorsqu'il entend, lors de la session du Comité Central, de la bouche du "grand Maurice", cette décision. Dans ses Souvenirs, il raconte :

.....

(86) Voir Jean Elleinstein, op. cit., p. 102

(87) Ainsi :

Claude Willard note "malgré certains éléments "ultra gauche", le P.C. approuve la dissolution des "milices patriotiques" qui, aux heures de la Libération faisaient fonction de police parallèle" op. cit., p. 142.

In article cité Forum Histoire : "Dans un premier temps, il fallut surmonter de nombreuses résitances ou oppositions de militants ... Dans un numéro de février 1945, du Mécano (- bulletin de la section de Berliet du PCF -), le secrétaire de la section parlant du rapport de M. Thorez écrit : "Ce rapport a fait l'obhet des commentaires les plus divers, et nombreux sont les camarades d'atelier qui vinrent me demander des explications sur son contenu. Je me voyais revenu au lendemain de ce congrès d'Arles en 1937, où M. Thorez lança le mot d'ordre : "la main tendue aux catholiques".

De même, Paul Balmigère, responsable du PCF pour le Languedoc, note que ce fut souvent une rude bataille à l'intérieur même des rangs communistes pour faire accepter cette dissolution. Dans un entretien André ROustan note : "je vois des camarades qui étaient avec moi au Parti avant la guerre, qui avaient fait la Résistance, alors qu'ils m'ont expliqué : " on a quitté le Parti parce qu'il nous faut rendre les armes" J'en ai trouvé une bonne vingtaine à Aurillac".

On peut se référer aussi aux témoignages de Georges Guingouin (op. cit.-) et de Roger Pannequin, Adieu camarades, Sagittaire, 1977, 373 pages

"Pris dans l'euphorie générale, j'acceptais comme les autres, la décision qui nous était imposée. Mais passé l'enthousiasme, du premier jour, il fallait envisager la manière dont nous allions la faire accepter dans la région, non seulement de la base du Parti, mais de nos partenaires du C.D.L....

La difficulté de l'entreprise m'incita à la réflexion. Le 22 au soir, alors que je dinais avec Dupont, j'ai commencé à émettre quelques réserves sur ce que nous venions d'accepter.

Je n'irai pas jusqu'à affirmer aujourd'hui, que j'exprimais ce soir là un désaccord. Tout au plus,-pouvait il s'agir d'une hésitation dont je m'ouvris franchement à Dupont. J'étais choqué par la manière brutale avec laquelle, une fois encore, nous avions été mis devant le fait accompli. A l'opposé, lui, approuvait sereinement la décision et se dit tout disposé à la faire appliquer sans réticence.

Avant de quitter Toulouse, nous avions fait convoquer pour le 25 janvier une conférence des cadres du parti pour rendre compte des travaux du C.C. Dupont ayant manifesté l'intention de prolonger son séjour à Paris de quelques jours, me demanda d'assurer seul ce compte-rendu.

Je fis donc le compte-rendu des travaux du C.C. devant les responsables du comité régional et des sections de la région, rassemblés dans la salle de l'ancienne faculté des lettres.

Après une intervention de portée générale, limitée volontairement à un survol d'ensemble, je répondis à toutes les questions qui me furent posées sauf à une, celle qui touchait à la dissolution des M.P. J'annonçais que ce problème serait traité lors d'une nouvelle assemblée de cadres, convoquée pour le mardi suivant" (88).

Hésitation, non face à la ligne générale du parti, mais par rapport à son application dans la région Haute Garonne. Difficultés d'explications auprès des militants, mais aussi auprès des membres des C.D.L. et des M.P.. Le compte rendu de la réunion des cadres du 25 janvier, souligne l'embarras du responsable à l'organisation. Il n'aborde aucun problème de façon précise, il traite du C.C. de façon générale et vague. Sa lecture en est une preuve manifeste :

.....

(88) M.T. Souvenirs, p. 428-429

"Jeudi soir, salle de l'ancienne Faculté des Lettres, le Parti Communiste, avait réuni ses cadres en réunion d'information.

Après notre camarade Bones, qui traita de l'organisation intérieure du Parti, Marcel Thourel retour de Paris, rendi compte des travaux du Comité Central élergi, tenu à Ivry et fit un large tour d'horizon politique. Après avoir rappelé la position du Parti depuis 1934, Thourel parla de l'orientation nouvelle :

"Notre Parti aort grandi de la clandestinité, dit-il mais nous vivons encore une période exceptionnelle : aussi faut-il employer des moyens exceptionnels. Mais notre politique reste basée sur la doctrine marxiste-léniniste. Nous ne sommes pas des réformateurs du Marxisme, notre politique est extrêmement souple et s'applique à toutes les situations".

Le peuple français a les yeux tournés vers nous, dit ensuite Thourel, nous ne devons pas le décevoir, et pour cela les communistes se doivent comme toujours de mettre leurs actes en concordance avec leurs paroles.

La politique nationale poursuivie par notre Parti est la seule qui convient aux coutumes, car elle a fait ses preuves et seule conforme avec la réalité présente.

"S'unir, combattre et travailler, telle est la loi sacrée des Communistes qui n'entendent pas manquer à cet impératif catégorique. C'est également la loi pour tous les patriotes qui, délaissent les formules aux solutions trompeuses, prennent conscience de la réalité."

Après avoir fait une analyse succinte des rapports de Maurice Thorez, Duclos et Marty, Thourel, très applaudi, annonce une prochaine réunion des cadres de notre parti pour mardi prochain.

A l'issue de la réunion, l'ordre du jour suivant a été adopté à l'unanimité :

"réunis en conférence des cadres le 25 janvier 1945, les responsables des sections et cellules de la région toulousaine du Parti C.F. après avoir entendu les rapports des camarades Bonnes, Sibillaud et Thourel traitant de l'organisation, de la question économique et de la politique générale du Parti, font confiance au Comité Central de notre Parti, pour mener à bien sa politique nationale, conforme aux intérêts de la France :

Ils sont ardemment décidés à lutter plus que jamais pour le triomphe de cette politique, à tout mettre en oeuvre pour en finir avec la guerre dans le plus bref délai.

Considérant que le magnifique exposé du camarade Thourel leur a permis de situer exactement le tournant de la politique nationale de notre Parti, se promettent de porter eux-mêmes devant leurs cellules, les nettes explications qui sont une analyse marxiste et léniniste de l'Histoire et de la vie de notre peuple, se séparent en rendant hommage une fois de plus à l'esprit combattif et héroïque des glorieux peuples soviétiques qui portent actuellement en même temps que nos vaillants soldats d'Alsace et de l'Atlantique et de nos alliés anglais et américains, le coup de grâce à l'armée de ceux qui ont voulu asservir les peuples, mais qui connaissent aujourd'hui la défaite" (89).

Le 26 juin, La VOix du Midi, publie un éditorial de Marcel Thourel "après le comité central élargi". Là encore, c'est une suite de généralités (90). Un certain embarras se reflète dans ces deux documents. Il n'est pas le fruit d'un désaccord politique (91), tout au plus d'une hésitation, mais surtout des difficultés d'application.

Ainsi, à TOulouse,

"Au cours de la réunion du C.D.L. de la Hte Garonne, du 17 février 1945, la question la plus importante a été celle des Gardes Civiques Patriotiques (ex-milices Patriotiques).

.....

(89) La Voix du Midi, 26 janvier 1945

(90) Voir documents, Tome III, page 25

(91) La question des divergences politiques dans le PC a été occultée par l'opposition schématique entre la ligne d'Union de la Nation, et celle de ceux qui voulaient la Révolution socialiste, les Ultras. Ainsi, Jean PaulScot a pu déclarer "que certains communistes ont alors, sous la pression d'influences externes,cru que commençait la lutte pour le pouvoir et que la révolution socialiste devenait à l'ordre du jour, on en a quelques preuves très isolées. ELles témoignent d'un sectarisme, d'une étroitesse d'esprit et d'une incompréhension de la politique communiste". (Le Nouveau Clarté, organe mensuel de l'Union des étudiants communistes de France, N° 3, février 1979, p. 51).
En fait, - et c'est le cas à TOulouse -, il n'y a pas désaccord,il y a seulement difficulté à comprendre et à appliquer. Pour ce qui est d'un désaccord politique, il semble que celui-ci ne se situe pas au niveau de l'orientation générale, mais au niveau de sa réalisation (voir les récents témoignages de Tillon, et la position de Maurice Agulhon, CRS à Marseille,op. cit., p. 35). Ainsi, lors de sa venue à TOulouse en décembre 1944 pour le congrès duPCE, André Marty met en garde les communistes espagnols pour qu'ils ne commettent pas - lorsque la patrie sera reconquise - les mêmes erreurs qui se sont produits en France, après la libération, lors de la formation du gouvernement provisoire de la République française ...IL poursuit en déclarant que les communistes ont les plus mauvais ministères et portent les plus grandes responsabilités" (archives Bertaux, 9 décembre 1944).

Le C.D.L. a l'intention de prendre parti contre le Front National qui a donné l'ordre à tous les membres du PC et du F.N. de démissionner des G.C.R.

Cent douze chefs d'unité G.C.R. ont pris position devant le C.D.L. contre cette manière de voir.

M. Frédéric, adjoint du commandant Kléber de la Commission militaire du F.N. signataire de cet ordre, serait prochainement convoqué par le C.D.L. (92) ".

"Le 23 février, le C.D.L. décide de maintenir les Gardes Civiques. La motion est votée par 11 voix contre cinq. Ces cinq là sont : les cinq communistes disciplinés" (93).

Le parti, de défenseur des C.D.L. devient critique. Henri Dupont, déclare dans son rapport préparatoire à la conférence régionale des 7 et 8 avril 1945 :

"L'unité de la Résistance, parfois difficile au C.D.L. dont la composition reste anti-démocratique, s'est affirmé entre tous les partis, et les mouvements qui la composent." (94).

Un rapport de police note même :

"Le C.D.L. s'est ému à plusieurs reprises de l'hostilité cachée, dont semblaient faire preuve les communistes à son égard, et qui s'est manifestée notamment à l'occasion du meeting organisé le 18 mars par le C.D.L. au parc municipal des sports, le P.C.F. n'ayant rien trouvé de mieux que d'organiser le même jour à la même heure, une conférence de M. Garaudy, professeur à Toulouse et membre du Parti" (95).

Au sein du Parti en Haute Garonne, on ne peut pas parler de désaccord, tout au plus un certain flottement. Ainsi, le 30 janvier lors de l'assemblée d'information devant mille assistants, après une intervention de Thourel sur l'organisation et le recrutement, Henri Dupont présente le rapport sur le dernier C.C. A propos des gardes civiques et républicaines, il approuve la décision de dissolution : "étant donné que le Parti compte actuellement suffisamment de militants

.....

(92) Archives Bertaux

(93) Bertaux Pierre, op. cit., p. 169/170

(94) Brochure citée, p. 9

(95) Archives Bertaux et, Bertaux Pierre, op. cit., p. 170/171.

pour se défendre éventuellement de la cinquième colonne" (95). On peut noter que cette explication n'est pas celle que développait Maurice Thorez (nécessité d'une seule armée, d'une seule police, et "les armes au front"). "Cette décision paraît être accueillie favorablement par l'auditoire qui ne soulève aucune critique à se sujet" (96). Mais il semble que certains problèmes demeurent. Plusieurs rapports de police mentionnent que "des frictions ont lieu de temps à autre entre jeunes et vieux militants, ces derniers étant considérés comme trop sectaires". (96).

Ou encore, "la politique poursuivie par le PC se heurte à l'hostilité de quelques vieux militants : cette politique est qualifiée par eux "de militariste". Ils craignent que cette évolution n'entraîne une scission, qui se traduirait par la création d'un parti plus à gauche, orienté vers le trotskysme-léniniste" (97).

Le discours de Maurice Thorez le 18 février 1945, qui reprend les thèmes du C.C. d'Ivry donne lieu à des critiques "très nombreuses qui se sont élevées au sujet du "tournant" de la politique communiste annoncée par Mr Thorez. Ces critiques se sont manifestées par le ton général des lettres (interceptions postales). Chose curieuse, les critiques contre Mr Maurice Thorez c'est à dire contre la politique générale actuelle du PC en France, émanent surtout des communistes toulousains. Ceux-ci s'en tiennent à des directives et admettent difficilement ce changement de politique" (98).

Le rôle des cadres du parti est de faire comprendre aux militants, aux responsables des échelons inférieurs, son orientation. Si l'on peut admettre l'efficacité de MarcelThourel au niveau de l'organisation, il est certain que son incertitude ne facilite pas ses explications au niveau de l'orientation. Un dernier exemple, le 9 février 1945, il prend la parole devant trois cent personnes au cinéma Luxor, dans le quartier Bonnefoy, et explique pourquoi le PC réclame la dissolution des G.C.R. premier argument : les armes au front. Deuxième : " les gardes civiques sont le plus souvent le refuge des miliciens et collaborateurs désireux de se racheter". Enfin, ultime argument : "les G.C.R. ne servent qu'à endosser le mécontentement de la population de Toulouse qui pro-

.....

(96)Idem 95), rapport du 16 février 1945

(97) Idem, rapport du 4 avril 1945

(98) Archives Bertaux, rapport du 16 mars 1945, et aussi compte-rendu du 19 février 1945

teste à leur encontre au lieu de se dresser contre les flics qui ne sont bons à rien" (99).

Drôle d'explication du slogan "une seule armée, une seule police, une seule justice".

Au cours des six mois, pendant lesquels il assure le secrétariat à l'organistion, il participe à l'action extérieure du Parti. Il faut essayer de cerner cette fonction d'intervention à travers les meetings qu'il anime.

Les réunions sont nombreuses. "*Pendant six mois, je ne pus disposer librement que de deux ou trois soirées, si je me souviens. Mon carnet de rendez-vous plafonnait toujours aux environs de la côte d'alerte, et chaque matin j'étais effrayé par l'ampleur du travail à réaliser dans la journée et le nombre de rendez-vous pris en mon absence ... Il m'arrivait de n'avoir pas le temps de rentrer chez moi pour déjeuner*".(100).

Il serait fastidieux de vouloir faire une liste complète des meetings auxquels il prend la parole. Cependant, il est nécessaire de prendre quelques exemples pour mieux comprendre cette réalité (101).

DATE ET LIEU	ASSISTANCE	DISCOURS
5 décembre 1944 à Auch (Gers), Halle aux Grains	?	1) Historique du PCF depuis 1944 2) Nécessité de l'épuration 3) Définition de la politique actuelle du Parti : "les communistes ne veulent pas la révolution mondiale. Leur seul désir est de sauver la France quel que soit le régime qui doive s'instaurer 4) Appel à adhérer
15 décembre 1944, salle des variétés à Toulouse	2 200 personnes	1) Historique du PCF depuis 1934 2) Définition de la politique actuelle du Parti : "Aujourd'hui le P.C. prône la politique

.....

(99) Idem : compte rendu réunion publique, 10 janvier 1945
(100) M.T. Souvenirs, p. 373,374
(101 Archives Berteaux

DATES ET LIEU (suite)	ASSISTANCE	DISCOURS
		d'unité et d'action. Le P.C. est le parti del'action et de l'union. Cette union se voit aujourd'hui réalisée, par le Gl. De Gaulle. 3) Appel pour l'achat de la maison du Parti
14 février 1945, à St Gaudens	Environ 500 personnes	1) Définition de la politique du parti : l'Union 2) Réponse aux critiques de Badiou, Maire socialiste de Toulouse (102) sur le discours de Maurice Thorez au C.C. d'Ivry (103)
1er mars 1945 quartier Marengo	environ 60 personnes	1)Défintion de la politique du parti : "il réfute l'opinion de certaines personnes qui présentent les résultats des travaux du C.C. comme un changement de politique il a simplement changé ses méthodes, sa ligne de conduite actuelle, est celle adoptée par le CNR" 2)Défense de M. Thorez : "pur symbole d'unité française" 3)Critique les lenteurs de l'épuration 4) Nécessité d'une armée forte : 70 au 80 division au lieu de 6 ou 7"
27 mars 1945 quartier des **Minimes**	Environ 240 personnes	1)Définition de la politique du Parti : "à l'heure actuelle le PCF applique la politique du CNR Plus tard, il reviendra à sa politique". 2) Nécessité d'une armée forte 3) Critique les lenteurs de l'épuration et la mauvaise organisation du ravitaillement
29 mars 1945 quartier St Aubin à Toulouse	Environ 100 personnes	1) Nécessité de l'effort de guerre 2) Critique le sabotage de l'épuration et du ravitaillement
6 avril 1945 Halle aux Grains Toulouse	1 200 personnes	1) Critique du trotskysme 2) Critique du parti radical socialiste, et d'un de ses représentants : Galaman

(102) Celui-ci dans l'Espoir, critique
(103) Archives Bertaux, le rapport ne donne pas les arguments de M.T., il se contente de les qualifier de "logiques".

Ces sept réunions ne sont que quelques exemples, qui permettent d'avancer trois conclusions, que vérifient les autres réunions publiques, même si les dossiers qui les concernent sont plus réduits : (date, lieu, ordre du jour seulement). On peut noter d'abord une constance dans les thèmes des discours, ensuite une participation qui dépasse le strict cadre de la Haute Garonne, et enfin des auditoires variables, certes, mais nombreux.

Marcel Thourel exprime la volonté et la politique d'union de la Nation du P.C.F. Il critique les lenteurs de l'épuration, et les difficultés du ravitaillement. Il appelle à l'effort de guerre. Ces discours montrent bien qu'il n'a aucun désaccord avec le Parti, il est un exécutant fidèle et actif de la politique du parti, seul le problème des milices patriotiques est d'abord peu et ensuite mal traité (104). Il ne prend pas la parole uniquement en Hte Garonne. Ainsi il est l'orateur d'un meeting à Auch, où il rappelle que " pendand la clandestinité il y a été caché". En décembre 1944, le responsable de la section de Miramont de Guyenne (Lot et Garonne) lui demande de venir assurer une réunion "Je ne veux pas manquer de te dire le plaisir que ta venue me cause et il va sans dire que tu seras chez moi comme par le passé" (105). En Tarn et Garonne, le 17 septembre , il prend la parole lors de la fête de la libération à Verdun sur Garonne : "nous pouvons dire que le discours de Marcel Thourel a soulevé l'enthousiasme de la foule qui l'a applaudi frénétiquement" (106).

Le 26 novembre, il assiste à la conférence des cadres de la région Tarn et Garonne. En décembre, nouvelle réunion publique à Verdun /Garonne, le 8 décembre au cinéma Vox à Castelsarrasin où il prononce un discours. Militant responsable pendant la clandestinité, il a laissé des souvenirs chez les membres du parti dans des départements autres que la Hte Garonne. Sa popularité dans le milieu communiste est réelle. Le secrétaire de la section de Verdun s/ Garonne le souligne dans une lettre à Pierre GOUZE :

"Tu sais comme moi que Marcel THOUREL fut nommé à la Région de Toulouse et que nous étions très fiers quand il venait nous voir, ne serait-ce que pour quelques instants, car par ses conseils et sa participation il nous aidait beaucoup à faire marcher notre jeune organisation.

Enfin,et tu étais présent aussi quand il représentait le Parti à la Fête de la libération, et quelquestemps après à la conférence des Cadres à

.....

(104) Voir ci-dessus 103

(105) Lettre de la section de Miramont de Guyenne, du 17 décembre 1944, signée Jules Herrmann.

(106) L'Ecole du Quercy, 28 septembre 1944

Montauban. Nous étions si heureux d'avoir enfin très souvent à coté de nous, un militant, jeune, plein d'entrain, de lumière et d'avenir. Très domenté, et bon orateur, il nous était si appréciable que nous l'aurions même trop souvent voulu parmi nous" (107).

Au sujet des réunions publiques, on peut remarquer qu'elles attirent beaucoup d'admirateurs. Le plus important est celui qui fut organisé pour la venue de Maurice THorez, en février 1945 : "*Une remarque qui me revient au souvenir de ce meeting, le plus important du point de vue nombre de participants et le plus important de tous ceux au cours desquels j'ai été amené à prendre la parole.*

On peut être rôdé par des réunions quotidiennes, habitué par cela même à la pratique des foules, un rassemblement d'une telle importance, qui vous confronte tout à coup avec des dizaines de milliers d'auditeurs enthousiastes, garde un côté insolite fait à la fois de crainte et de griserie"(108).

Parler devant des auditoires nombreux et enthousiastes procure aux orateurs, à la fois, un sentiment de crainte (ce qu'on appelle trac) mais aussi une profonde émotion de joie et de force, qui les confirment dans leur combat, Marcel **Thourel**, dans un article de la Voix du Midi, énonce avec clarté ce phénomène : " C'est dans ces marques d'approbation que nous devons trouver, avec la légitime fierté de voir nos efforts compris et soutenus, la volonté d'aller plus avant dans la voie que nous nous sommes tracée,la seule qui soit juste dans le moment présent" (109).

L'action est à la fois un moyen de faire connaître la ligne du parti, et la confirmation du combat mené. C'est dans l'activité quotidienne, que Marcel THOUREL alimente, et forme son esprit de Parti : "Ah ! Combien nous sommes loin de nos conférences régionales des années précédant la guerre, dont les travaux ne trouvaient pas toujours un écho favorable dans la région auprès des masses hésitantes. Mais les temps ont changé. Aujourd'hui, notre conférence en est la preuve, nous sommes un grand Parti, le plus fort parti de la région,

.....

(107) Lettre du 11 dédembre 1945 de Jean Lacombe retraité de la SNCF à Pierre Gouze, originaire de Verdun sur Garonne qui travaille à Paris comme Agent Technique.

(108) M.T. Souvenirs, p. 436

(109) La Voix du Midi, 11 février 1945, voir Tome III (documents) p. 27

avec nos dix mille adhérants, et nationalement aussi, la plus forte organisation du pays" (110).

Pendant six mois, Marcel Thourel se dépense sans compter pour le Parti, réunions publiques, réunions internes, articles dans la presse, interventions à la radio ... Sa volonté, son courage, son abnégation, sa conviction, sont indéniables, et sont les fondements de son engagement. Il exprime ainsi cette foi dans son combat : "Si partout les communistes se sont battus avec tant de courage et d'abnégation, c'est parce qu'ils sont animés par une foi, la foi en l'homme et qu'ils ont le respect de la personne humaine. Bien des ennemis du communisme ont essayé de présenter notre Parti comme un organisme pesant qui étouffe la personnalité, jamais rien n'a été plus faux. Nous n'imposons pas un dogme figé à nos militants, nous leur donnons une méthode d'analyse et de compréhension des évènements, nous leur inculquons une conception du monde, basée sur la raison scientifique, et non sur des préjugés. Partout le communisme forme des hommes fraternels, courageux, ennemis de l'ignorance, avides de savoir, hautement conscients de leurs devoirs, pour qui les paroles et les actes doivent toujours être en concordance. L'homme communiste est bien éloigné du scepticisme et de la lâcheté que certains politiciens inculquent à ceux qui les suivent" (111).

Marcel souligne là, la profondeur de son engagement, de son combat politique fondé sur une morale humaniste. Fort de cette foi en l'homme, il est un exécutant rigoureux - à l'exception du problème des M.P. - des directives du P.C.F. dans la Haute Garonne.

Réélu secrétaire à l'organisation lors de la conférence régionale le 7 et le 8 avril 1945, populaire dans son département d'origine et dans les départements où il a exercé des responsabilités pendant l'occupation, il apprend le 11 avril, sa mise à l'écart du Parti ...

.....

(110) La Voix du Midi, 8 avril 1945, voir documents tome III, p. 37

(111) La Voix du Midi, 20 octobre 1944, voir documents, Tome III, p. 18

QUATRIÈME PARTIE

LA RUPTURE MAJEURE :

DE L'EXCLUSION

AUX NOUVEAUX ENGAGEMENTS

7_ L'EXCLUSION

8_ LE PASSAGE AU TROTSKYSME

9_ L'ADHÉSION AU MOUVEMENT SOCIALISTE DU P.S.U AU P.S

7 - L'EXCLUSION DU P.C.F.

- Le déroulement de l'exclusion
- Les motifs
- Les hypothèses
- Les répercussions

7 - L'EXCLUSION DU P.C.F. -

Le mardi 10 avril, deux jours après la conférence régionale; Marcel Thourel assure, sans le savoir, son dernier meeting comme orateur du Parti Communiste Français à Lavelanet (1). Il se souvient ainsi de cette dernière réunion publique : " ... *J'assurais un meeting au théâtre de Lavelanet. La salle comble, l'ambiance particulièrement chaleureuse de la population, en majorité ouvrière de cette ville, apportaient, ce soir-là, un éclat particulier à cette réunion ... J'étais loin de soupçonner à ce moment; que je parlais en public pour la dernière fois au nom de mon Parti ...*" (2).

De retour le lendemain, à Toulouse, il apprend à la réunion hebdomadaire du bureau régional, par la bouche d'Henri Dupont, la découverte de sa demande de libération au Maréchal Pétain, et devant la gravité d'un tel fait, la décision de la direction de la Hte Garonne, de le relever de toutes ses responsabilités. Il lui est demandé de se retirer hors de Toulouse, et de se mettre en retrait, au repos. Dans une lettre du 16 avril 1945, Henri Dupont lui écrit : " ... Dans ces conditions je te renouvelle ce que je t'ai dit. Nous indiquons que ton repos doit se prolonger et nous décommandons les réunions, ou te faisons remplacer quand cela s'impose, voir à Agen ou ailleurs ..." (3).

Ainsi Georges Ducel, lors d'une réunion publique dans le quartier des Ponts Jumeaux à Toulouse, le 11 avril 1945, excuse devant 60 auditeurs "le camarade Thourel qui est souffrant et prend la parole à sa place ..." (4).

Début mai, celui-ci s'installe à Verdun sur Garonne (Tarn et Garonne) il accepte de se faire passer pour malade aux yeux des militants, pendant près de dix mois. Le professeur Ducuing (5), lui écrit (6) : "Dupont me dit que vous êtes souffrant. Dites-moi le jour où vous rentrez à Toulouse, je vous ferai ra-

.....

(1) Interview de Jeanine Lassaigne, qui participa à ce meeting

(2) M. Thourel, Souvenirs, page 448

(3) Voir Tome III, documents, pages 101-102

(4) Archives Bertaux, compte -rendu de réunion du 11 avril 1945

(5) Chirurgien, chef des hôpitaux et Directeur du centre anti-cancéreux, membre du Parti Communiste à Toulouse

(6) Lettre du professeur Ducuing du 3 Mai 1945 à M. Thourel

diographier. J'espère que vous vous reposez et que vous trouvez à vous alimenter convenablement." Donc quelques jours après sa réelection au poste de secrétaire à l'organisation pour le P.C. en Hte Garonne, Marcel Thourel est déchargé de toutes ses responsabilités et lors d'une assemblée des responsables du PC région Toulouse, le 12 avril 1945, il est décidé de son éviction pour les prochaines élections municipales, de la liste des candidats présentés par le PCF : "on désire remplacer le 7ème candidat, Marcel Thourel par un technicien du bâtiment, un ingénieur ou un architecte". (7)

Le 17 avril, il est convoqué à TOulouse pour une entrevue et une confrontation (8) avec Gaston Plissonnier qui était, il faut le rappeler, responsable aux cadres pour le Sud-Ouest pendant la guerre,afin de savoir s'il a effectivement mis au courant celui-ci de la lettre écrite à Pétain. Thourel affirme et le réaffirme. Plissonnier le nie. Le 10 avril , novelle lettre de Dupont, où il est indiqué à l'ancien secrétaire à l'organisation: "nous avons reçu une lettre de Paris. Nous te demandons de bien vouloir prendre tes dispositions pour y répondre le plus rapidement possible. Tu voudras bien tenir compte, également, des indications de notre camarade Jourdan ..." (9)

Le même jour, Jourdan au nom de la commission de contrôle régional, lui adresse un mot dans lequel il lui demande "de prendre ses dispositions pour monter à Paris, comme l'indique la lettre de Mauvais" (10). Il s'en va à Paris le 23 avril, en compagnie de Clément Jourdan. Le 24 avril Thourel est entendu par la Commission Centrale de Contrôle Politique (C.C.C.P.) et ses représentants Cette commission est l'instance qui examine et choisit les sanctions à l'encontre des militants considérés comme ayant enfreint les règles du Parti, ou ayant eu une attitude pouvant nuire à celui-ci. Etienne Fajon veut détruire "l'idée caricaturale que l'on se fait parfois de la C.C.C.P, en dehors de nos rangs : un tribunal de froids inquisiteurs, qui s' appliquerait à contraindre les communistes à une obéissance aveugle" (11). C'est pourtant le souvenir qu'en garde Marcel Thourel :

.....

(7) Archives de P. Bertaux, compte rendu de l'assemblée des responsables (sections et cellules) du P.C. région toulouse du 12 avril 1945

(8) Lettre de Clément Jourdan du 17 avril 1845 à M. Thourel

(9) Lettre d'Henri Dupont du 20 avril 1945 à M. Thourel

(10)Lettre de Clément Jourdan du 20 avril 1945 à Marcel Thourel et lettre de Léon Mauvais à Henri Dupont du 18 avril 1945

(11) Etienne Fajon, Ma vie s'appelle liberté, page 241

"d'entrée Chaumeil (12) rappelle le motif qui me fait comparaître devant la commission - la lettre adressée à Pétain pour demander ma libération et le caractère de gravité d'un tel acte de la part d'un responsable du parti. Sans me laisser placer un mot pour me défendre de cette accusation, Gourdeaux, moins brutal, plus diplomate, m'interroge sur ce qu'il appelle "mes états d'âme du moment" ainsi que ceux des camarades qui, comme moi avaient demandé à être libérés". (13). Il affirme avoir refusé de faire son autocritique, soulignant n'avoir fait qu'obéir à une directive du Parti. C'est possible. Toujours est-il que Marcel Thourel restera un militant fidèle, obéissant, acceptant la saction qui lui est infligée (14).

Mais il faut remarquer aussi que, dans l'extrait du procès verbal de la C.C.C.P. du 3 mai 1945, il sera mentionné : "Dans l'interrogatoire que nous avons fait subir à Thourel, il n'y a de sa part aucune réaction saine" (15).

Ce voyage à Paris se termine donc sur un cons' t de rupture. De retour à Verdun sur Garonne, Marcel attend la décision de a CCCP. Il s'impatiente : "voilà un mois que nous sommes montés ensemble à Paris et malgré les affirmations reçues, je ne sais encore rien touchant à ma situation. Je trouve anormal la lenteur apportée à la solution de cette affaire. C'est pourquoi je te demande d'intervenir à nouveau auprès de la C.C.C.P. pour dire que soit enfin prise une décision" (16). Il écrit à nouveau le 11 juin 1945 : "A la date du 28 mai je t'ai adressé une lettre dans laquelle je te demandais où en était mon "affaire" et en raison des faits importants à ma connaissance, je te demandais une entrevue. Quinze jours ont passé sans que je reçoive une réponse à cette lettre ... Voici deux mois que je me trouve dans une situation impossible dans laquelle je ne pourrais rester longtemps" (17).

En fait, dès le 3 mai 1945, la CCCP avait statué et décidé son exclusion, constatant que s'il avait été "bon militant jusqu'au 8 septembre 1940, interné au camp de Nexon, il fut peu soucieux de contribuer à la vie et à l'organisation du Parti à l'intérieur du camp".

.....

(12) Voir Tome III, indications biographiques, page 158

(13) M.T., Souvenirs, page 489, voir aussi pages 490 à 492

(14) Voir plus loin

(15) Extrait du procès verbal de la CCCP du 3 mai 1945, cas Thourel, parti communiste français, 44 rue Le Pelletier, Paris (IX°) le 30 août 1945, authentifié le 18 février 1946 par Clément Jourdan, secrétaire régional fédération de la Hte Garonne

(16) Lettre de M. Thourel à Clément Jourdan, Verdun sur Garonne le 28 mai 1945

(17) Lettre de M. Thourel à Clément Jourdan, Verdun sur Garonne le 11 juin 1945

Le procès verbal de l'exclusion souligne qu'il a écrit une "lettre scandaleuse" à Pétain pour demander sa libération où il condamnait toute la politique de notre parti. (18).

Marcel Thourel n'apprend la sanction qui le frappe qu'à la mi juin, oralement, par Jourdan ; elle lui fut notifiée officiellement le 19 février 1946 par écrit. Pendant sept mois, il attend avec impatience,mais sans esprit de révolte, la solution de son problème (19). Il continue jusqu'en août 1945 à percevoir son salaire de permanent (20). Son exclusion est annoncée au comité régional du PCF de Haute Garonne à ma mi-juin ; Jourdan "annonce que M. Thourel du bureau régional du Parti vient d'être exclu par décision du comité central, pour avoir renié sa doctrine et prêté serment de fidélité à Pétain, au cours de son internement", ajoutant "il est à prévoir que des cas d'exclusion semblables se produiront peut être sans tarder dès que tous les dossiers auront été examinés.L'attitude ferme du Comité Central est approuvée" (21). L'ancien sercrétaire à l'organisation accepte son exclusion, il écrit en réponse au secrétaire de la cellule Marengo (22) :

.....

(18) Du procès verbal de cette exclusion, il y a deux versions sensiblement différentes : l'une est celle donnée à M T... el par l'intermédiaire de la fédération de la Hte Garonne, l'autre est celle publiée dans la brochure éditée par le P.C. de Tarn et Garonne, l'Hitlero-trotskysme. Voir ces deux documents respectivement Tome III, page 102 et pages 49 à 62

La différence essentielle réside dans le fait que dans la brochure, il est d'une part signalé : "bon travail depuis la libération", et surtout d'autre part, il est mentionné "la C.C.C.P. considère qu'il ne peut être maintenu à l'heure actuelle, dans les rangs du Parti". Les termes" à l'heure actuelle, ~~donnant à cette exclusion~~, un caractère temporaire.

(19) Lettres de Dupont à Thourel, Toulouse le 11 juin 1945, et toulouse le 18 aout 1945

(20) Reçu du mandat du 21 août 1945, expédié par Causset

(21) Archives P. Bertaux, compte rendu d'une réunion extraordinaire et privée, du comité régional du PC élargi aux responsables, toulouse le 19 juin 1945

(22) Richard Gallardo, voir sa biographie tome III, page 186

"Je sais que de nombreuses organisations tant dans la Hte Garonne qu'ailleurs, ont pris position en ma faveur. Bien souvent j'ai dû user de mon influence pour leur éviter des mouvements inconsidérés, c'est pourquoi je vous demande également, tout en vous remerciant de la motion votée en ma faveur, de ne rien faire qui puisse nuire au parti. Il faut toujours mettre le parti au-dessus de tout, les questions de personnes ne comptent pas lorsqu'il s'agit de l'intérêt du parti. J'ai été élevé dans l'esprit de sacrifice que l'on doit au parti. C'est pourquoi je lui sacrifie encore un passé sans tâche et mon honneur de militant", il répond à une invitation de son ancienne cellule, en précisant "en aucun cas je ne veux que cette réunion ait un caractère fractionnel" (23). Il rappelera cette position quand la polémique éclatera entre lui et le PCF de Tarn et Garonne, courant juillet 1946 :

"Je vais même devant ma cellule à Toulouse, insister pour que soit ratifiée mon exclusion" (24). Militant très actif, depuis son adhésion, il ne peut consentir à rester dans une certaine retraite. Les évènements le poussent à intervenir. En effet, le lundi 25 juin 1945, Alexandre Clamens, maire de Verdun sur Garonne prend l'initiative d'aller, en compagnie de deux cents agriculteurs de la commune, prendre un stock de ficelle lieuse entreposée à la coopérative agricole de Mas Grenier. Cette ficelle lieuse est distribuée à raison de deux kilogrammes supplémentaires à l'hectare. Alexandre Clamens et les agriculteurs prennent cette décision à cause de divers incidents antérieurs, relatifs à la distribution de sulfate de cuivre et de souffre. Les agriculteurs estiment que les pouvoirs publics n'ont pas fait le nécessaire pour distribuer en temps opportun ces denrées (25).

A la suite de cet incident et étant donné qu'Alexandre Clamens revendique l'initiative de cet acte (26) et déclare en assumer toute la responsabilité, il fait l'objet d'un arrêté de suspension du préfet du Tarn et Garonne, en date du 4 juillet 1945 (27). Cette affaire prend une importance qui dépasse la petite commune concernée : l'organe régional du Parti Communiste Français, La Voix du Midi (28), l'organe départemental Tarn et Garonnais, l'Etoile du Quercy (29), la République du Sud Ouest, quotidien du M.L.N. (ex. M.U.R.) (30),

.....

(23) Lettre de M. Thourel à Gallardo, Montauban, 3 février 1946
(24) Lettre ouverte à mes camarades communistes, imprimerie Delmas, 13 juillet 1946 Voir Tome III, documents pages 45 à 48
(25) Archives P. Bertaux, suspension de M. Le Maire de Verdun sur Garonne, Montauban le 6 juillet 1945
(26) Texte d'une pétition revendiquant l'action du 25 juin signé de Clamens A. et Jean, ainsi que de nombreux agriculteurs
(27) France Bernard et Rivière Jean François, le syndicalisme agricole en Tarn et Garonne, mémoire de maîtrise , Toulouse Le Mirail, 1977
(28) La Voixdu Midi, articles le 10 juillet, le 19 et 20 juillet 1945

le Patriote organe du Front National (31), et même la Terre, organe national du P.C.F. pour les paysans (32), se font l'écho de ce mouvement. La solidarité s'organise contre la suspension du maire de Verdun sur Garonne. Pétitions, prises de positions, manifestations, réunions d'information, se succèdent (33).

Ainsi, le 15 juillet, une réunion-manifestation est organisée à Verdun "500 personnes environ, en majeure partie des cultivateurs" s'y rendent. "Plusieurs orateurs critiquent l'attitude du préfet, en autres Paul Ardouin, secrétaire de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, et un nommé Tourel (34), membre du comité local de libération". (35). "Celui-ci s'adresse au public au nom des Anciens de la Résistance pour protester également contre la suspension de M. Clamens. Il refuse de reconnaître l'autorité d'une délégation spéciale nommé par les Pouvoirs Publics et demande qu'une délégation soit immédiatement désignée pour aller demander aux membres de la Délégation spéciale nommée par le Préfet, de remettre leur démission, et ajoute qu'en cas de refus de leur part, tous les manifestants iront à leur tour pour l'exiger" (35). Marcel, camarade d'Alexandre Clamens se bat à ses côtés, ne pouvant se résigner à l'inaction.

Il écrit au journal la Terre, ainsi qu'à l'Humanité pour demander d'organiser la vente sur Montauban et le Tarn et Garonne. Les directions du quotidien et de l'hebdomadaire, le renvoient aux organismes régionaux, qui ont la responsabilité de la vente. (36). Il conserve des relations de camaraderie avec de nombreux communistes qu'il a connu pendant la période de la Résistance : Jean DUPLAN (37), Malou RAUZET qu'il rencontre le 23 octobre 1945 lors d'une réunion publique à Saint-ANtonin (Tarn et Garonne) où il intervient "en tirant les conclusions de la soirée, en analysant les motifs qui militent en faveur de deux partis, et en exprimant sa foi dans la constitution prochaine d'un seul grand parti des travailleurs (38).

.....

(29) L'Etoile du Quercy, articles, les semaines du 15 au 22 juillet et du 22 au 29 juillet

(30) La République du Sud Ouest, 19 juillet et 20 juillet 1945

(31) Le Patriote, 10 juillet, 16 et 23 Juillet 1945

(32) La Terre, 14 juillet et 21 juillet 1945

(33) Archives P. Bertaux, compte rendu du 12 juillet, 17 juillet et 7 août 1945

(34) Ortographie du rapport ci-dessous

(35) Archives P. Bertaux, compte rendu d'une manifestation de protestation contre la suspension du Maire de Verdun sur Garonne

(36) Lettre de M. Thourel à la Terre, du 8 août, réponse du 9 août 1945. Lettre de M. Thourel à l'Humanité, du 6 août réponse du 27 août 1945

(37) Voir Tome III, indications biographiques, page 183. Jean Duplan dédicace à son camarade et ami Marcel Thourel, fraternellement", le N° 419 de la Voix du Midi du 8 janvier 1946

(38) Le Patriote, 31 octobre 1945

Certains prennent position contre la sanction qui le frappe (39). Le secrétaire de la cellule Marengo l'invite à s'expliquer (40) fin janvier 1946.

Thourel manifeste toujours son attachement au parti communiste. En mai 1946, il envoie au secrétaire de la fédération de la Haute Garonne, une lettre où il affirme :

"Considérant les attaques injustifiées dont est l'objet Maurice Thorez, secrétaire général du PCF je crois de mon devoir de vous signaler que vous devez avoir en votre possession un document d'une importance capitale".

Ce document est une lettre du Ministère de l'Intérieur, de Vichy, daté de 1941 prescrivant à la sûreté de Toulouse de rechercher Maurice Thorez signalé dans le Midi de la France (41).

Toujours fidèle au Parti Communiste, espérant toujours une réintégration, Marcel Thourel lit dans l'Etoile du Quercy, du 29 juin 1946 une mise en garde contre lui. Il y répond par sa "lettre à mes camarades communistes", début juillet. A partir de ce moment, la polémique va grandissante, la rupture devient définitive.

Il faut maintenant revenir en détail sur cette exclusion, afin d'en cerner avec précision d'abord les motifs invoqués, ensuite les répercussions (matérielles, politiques, morales) sur Marcel Thourel.

La C.C.C.P. dans son procès verbal du 3 mai, considère donc que Marcel Thourel ne peut être maintenu dans les rangs du Parti, et propose son exclusion.

Les motifs de l'exclusion sont variés, même s'il en est un qui apparaît comme fondamental. D'abord il lui est reproché : "son attitude indifférente, passive, et sa mollesse" lors de son internement à Nexon, qui s'est traduite par le refus de s'évader. Ensuite, et surtout, il est sanctionné pour avoir envoyé au maréchal Pétain une demande de libération dans laquelle il condamnait "toute la politique du Parti". Il est possible de discerner dans ce procès verbal d'autres raisons :

.....

(39) Lettre d'Alexandre Clamens au bureau fédéral du PCF de Tarn et Garonne, Verdun le 7 Septembre 1945

(40) Lettre de R. Gallardo, voir Tome III, documents p. 103

(41) Lettre de M. Thourel du 26 mai 1946, le document sera publié le 29 mai 1946 dans la Voix du Midi.

Reprise tardive du contact avec le Parti après sa libération, connaissance de la lettre par "les ennemis du Parti". Mais l'essentiel est bel et bien cette lettre aux autorités de Vichy. Le rapport d'exclusion reconnaît cependant, certains mérites à l'ex-responsable régional : d'une part, le fait d'avoir été un bon militant jusqu'au 8 septembre 1940 et d'autre part, son bon travail pendans la Résistance", selon Plissonnier et Gourdeaux", et à la libération de Toulouse," selon Dupont, secrétaire régional. Reste donc cette lettre à Pétain.

A la libération, le Parti Communiste soulève ce problème - ce qui signifie qu'il n'est pas unique - et opte pour une ligne de conduite nette (42).

"Enfin, nous attirons votre attention sur les décisions du Comité Central concernant tous les membres du Parti internés ou emprisonnés ayant signé une déclaration au moment de leur mise en liberté.

Durant cette dure période de l'illégalité, la Gestapo, la police de Vichy et des organismes de trahison et de mouchardage tels que le P.O.P. des Capron, Vassart et Cie, la R.N.D. n'ont rien négligé pour atteindre notre Parti.

Par dizaine de milliers, nos militants sont morts en héros sous les pelotons d'exécution, sous les tortures ou par la faim, les privations et la maladie, dans les camps et les prisons.

.. La manoeuvre fut donc d'avoir par la ruse ce que la mort, la torture, la faim ne pouvaient obtenir. L'ennemi fit miroiter la liberté au prix de la signature d'un engagement communément appelé :

"Engagement de fidélité aux oeuvres ou à la personne du maréchal Pétain."

Dans les camps et lesprisons, où malgré les barbelés ou les murs des forteresses, les mots d'ordre et les directives (la directive, en particulier, qu'il ne fallait à aucun prix se renier et ne rien signer) parvenaient avec des efforts, où, malgré les difficultés sans nombre, le Parti fonctionnait, l'ennemi réussit à jeter le trouble, soit par l'intermédiaire de ses agents plus ou moins camouflés, soit en utilisant des faux documents du Parti, soit par des fausses directives.

L'immense majorité des internés résistèrent à ces ruses et comprirent le piège et le nombre de ceux qui ont préféré rester internés ou emprisonnés plutôt que de signer l'engagement, est incalculable.

Cependant, il est des militants qui se laissèrent tromper et dont la bonne foi a été surprise, croyant fermement" qu'ils pouvaient signer sans faillir à l'honneur du combattant communiste", mais il y en a qui ne pouvaient se

.....

(42) La Vie du Parti, Octobre 1944, pages 12,13,14

laisser surprendre, étant donné leur passé, leur vie de militant, leur éducation politique, leur possibilité de demander au Parti s'ils pouvaient signer ou non le fameux engagement.

Pour ceux-là - et plus leur poste de militant étant élevé, moins la faute est excusable - notre Parti a pris position en les excluant de son sein à tout jamais comme traites au Parti et à la France.

C'est par exemple, le cas de Beaugrand, qui poussait à la signature dans le camp de Pithiviers, se montrant ainsi le domestique de la Direction pénitentiaire.

Mais il y a des camarades qui ont signé de bonne foi , pour retrouver leur liberté afin de reprendre leur service au sein du Parti, et souvent ils ont été des militants clandestins, remarquables et dévoués.

Parmi eux, il y en a qui furent repris par la Gestapo, torturés et fusillés sans qu'un mot sortit de leur bouche. Ceux-ci comptent parmi les phalanges de nos héros. Mais d'autres camarades, aujourd'hui se retrouvent au grand jour et assument des responsabilités soit comme anciens élus dans les municipalités ou comme anciens militants dans les syndicats, etc ..., malgré la faute ou l'erreur qu'ils ont commise en signant l'engagement au maréchal Pétain.

Si ces camarades ont pu être replacés à des postes publics et à de telles responsabilités, c'est parce que ce sont des hommes honnêtes, des hommes ou des femmes qui ont subi la répression, qui ont supporté les dures et pénibles souffrances des prisons ou des camps de concentration, à qui l'on ne peut reprocher qu'une chose : celle d'avoir signé l'engagement pour être rendus à la soi-disant liberté, puisque sous le régime de Vichy et des Boches, il n'y avait pas de liberté.

Mais il n'en reste pas moins qu'ils ont signé et l'honneur de notre Parti, le Parti de la lutte sans merci, sans trêve ni repos, le Parti sans faiblesse ni compromission avec l'ennemi, le Parti des Fusillés, exige qu'il ne peut compter dans ses rangs des hommes qui ont eu la faiblesse de signer un tel engagement.

En raison de cela, le Comité Central du Parti, décide de susprendre de ses rangs, pour une durée allant de trois à un an, TOUS CEUX QUI AURONT APPOSE UNE TELLE SIGNATURE.

Cette mesure est prise pour permettre à la Commission centrale des Cadres d'examiner chaque cas, afin de déterminer si la bonne foi de tous ces éléments a été surprise, de façon à soumettre ces cas au Comité Central afin que soit prise une décision définitive.

Ainsi seront déjouées toutes les manoeuvres de discrédit des ennemis de notre Parti qui tentent encore d'atteindre son honneur et voudraient ternir son plus beau titre de gloire, qui est celui d'être : LE PARTI DES FUSILLES."

Le problème est important pour que la direction du Parti ait pris la décision d'abord de poser la question, et ensuite d'y trouver une solution. Deux catégories de militants ont donc été distinguées : ceux qui ont choisis nettement la collaboration, et les autres qui ont été abusés, mais sont honnêtes et ainsi récupérables , même si une sanction s'impose. Il apparaît évident que Marcel Thourel fait parti de cette deuxième catégorie, ce qui pose le problème de savoir pourquoi et comment son exclusion est devenue définitive. Mais il faut encore revenir à cet "engagement de fidélité aux oeuvres ou à la personne du maréchal Pétain". Sous le régime de Vichy, l'Humanité, paraît clandestinement, y trouve t-on des mises en garde contre ce danger, cette "ruse visant à discréditer le Parti" ?

La seule mise en garde trouvée date du 25 mai 1941. Elle est ferme et dénonce tous ceux qui renient le parti comme des traites à la solde de la police ;

"certains emprisonnés ou internés sont tentés de signer un texte de reniement du Parti et de sa politique pour recouvrer leur liberté. Ces reniements doivent être considérés comme des actes de trahison qui devront être publiquement dénoncés.

Ceux qui s'abaisseraient à renier leurs convictions, se ravaleraient au rang des Soupé, Piginier, Rigaux et autres traites qui sont entre les mains de la police dont ils vont se faire les auxilliaires avec le flic Gitton, comme chef de file" (43).

L'ex-secrétaire à l'organisation pour la Hte Garonne aurait donc, soit décidé individuellement de renier le Parti, soit répondu positivement à une grossière provocation. Pour lui, l'explication est tout autre : il affirme avoir suivi une directive de la direction clandestine du Parti. C'est sa défense ; il faut essayer maintenant d'en voir, le contenu et les arguments.

.....

(43) L'Humanité clandestine, tome I, page 402, et transcription page 410

Marcel THOUREL se défend d'avoir pris une initiative personnelle. Il affirme avoir répondu à une directive du Parti. En fait, il donne trois versions fort semblables qui ont, toutes en commun, de rejeter l'idée d'un acte individuel, comme étant à l'origine de sa déclaration. Dans un texte (44) il écrit : "'En avril 1941 suivant les bruits qui circulent indiquant qu'il faut sortir des camps par tous les moyens afin de reprendre en liberté le travail du Parti, j'adresse une demande de libération à Pétain, à laquelle je joins un soi-disant double de lettre de démission, improvisé à ce moment : "... sa lettre serait le résultat de "bruits" il ajoute dans le même rapport avoir indiqué "les moyens employés pour sortir du camp à son camarade Plissonnier" (45).

Autre version dans la "lettre ouverte à mes camarades communistes", où il affirme : "... et j'en appelle i ci à mes camarades internés, qui oseraient affirmer qu'au début de 1941 nous n'avons pas reçu des directives prescrivant aux militants de faire des demandes de libération ? A t-on oublié une circulaire reçue dans les camps donnant l'ordre de sortir par tous les moyens et reprendre à l'extérieur le travail du parti ? A t-on oublié que tous ceux sans exception qui ont été libérés des camps ont été dans l'obligation de signer" un engagement de fidélité à la personne et aux oeuvre de Pétain" ?

C'est donc pour lui à ~~une directive, que~~ répond sa demande de libération.

Il faut remarquer qu'il le dit avec clarté en juillet 1946 c'est à dire au moment du début de la violente polémique qui l'oppose à la fédération du PCF du Tarn et Garonne (46). Alors, ne s'agirait il pas d'une profonde rancoeur ? Il apparaît que non, le fait qu'il ne parle clairement qu'à partir de la polémique engagée, de cette lettre comme d'une directive, peut s'expliquer par l'esprit de parti dont il fait manifestement preuve jusqu'en juin 1946. Il reste donc une version (47) écrite à l'époque où l'exclu commence à militer au

.....

(44) Le texte intitulé : "mon activité de 1939 à 1945", non daté mais arrêtant cette courte biographie (2 pages dactylographiées) au 16 juin 1945, doit être un rapport envoyé à la CCCP à l'été 1945 en l'attente de la sanction

(45) Témoin essentiel qu'il a été impossible de joindre

(46) voir chapitre suivant, chapitre 8

(47) Lettre aux camarades de Lauzerte, ronéotypée (3 pages) de M. Thourel, datée du 1er septembre 1946

Parti Communiste Internationaliste et dans laquelle, tout en défendant sa position il apporte une précision importante : "d'ailleurs les responsables fédéfaux n'osent plus nier que les Directives du Parti étaient de sortir des camps par n'importe quel moyen ; ils prétendent seulement que ces directives furent données par un responsable qui prenait des initiatives personnelles".

Les membres du secrétariat fédéral de Tarn et Garonne l'ont-ils réellement affirmés ? Toujours est-il que, dans la brochure éditée par la fédération local du PCF, on lit (48) : "Si le Parti a demandé à nos camarades de faire l'impossible pour sortir, il ne leur a point demander d'écrire une lettre ignoble telle que l'a écrite Thourel au traite Pétain, et Thourel lui-même, sait bien que, si des camarades sont sortis des camps après avoir signé une déclaration, c'est sous le contrôle et avec l'autorisation des responsables du Parti dans le camp " Ce texte n'est-il pas une reconnaissance ? Directive ? Ou acte individuel ? La question reste posée, l'exclu et le Parti, par sa fédération interposée, se renvoient la responsabilité.

Il faut essayer d'une part avec l'aide d'autres témoignages, d'autre part en replaçant cet acte dans son contexte historique, de répondre à cette question, qui est essentielle si l'on veut essayer de cerner les hypothèses de cette exclusion.

Dans ses souvenirs (49), un certain nombre d'arguments et de documents sont avancés pour établir : "la vérité". Le premier document qui apparaît comme peu contestable est une lettre adressée par Pierre GOUZE (50) à Yves LEVEQUE (51) datée du 23août 1945, dans laquelle l'auteur écrit " :Sachez me dire si Marcel Thourel est réintégré au Parti, j'ai soumis la question au comité central s'il n'y a que le cas d'avoir renié le Parti pour sortir du camp. C'était un mot d'ordre du Parti, il doit être réintégré immédiatement".

Ce témoignage, résultat certainement d'une discussion avec un ou plusieurs membres du C.C., est clair, et contradictoire avec le texte du C.C. d'octobre 1944. Autre document, une attestation d'Yvone ALRIC (52) : "Je soussigné,

.....

(48) L'Hitléro-Trotskysme

(49) M. T. SOuvenirs, pages 267 à 275

(50) Pierre GoUze, militant communiste originaire de Tarn et Garonne, et travaillant en aoÛt 1945 comme employé technique au siège du Comité Central du PCF

(51) Yves LevÊque, militant et responsable communiste à Verdun sur Garonne

(52) Yvonne Alric, militante communiste dans la clandestinité, courrier Tarn et Garonne

Alric Yvonne (Vania et Claire dans la clandestinité) certifie avoir eu connaissance en 1941, d'une circulaire qui me fut remise, par un responsable du Parti (En plusieurs exemplaires). Cette circulaire donnait ordre aux militants internés de sortir des camps par n'importe quel moyen ...". Ce témoignage est cependant plus contestable vu sa date, le 12 juillet 1946, c'est à dire au début de la polémique qui oppose Marcel Thourel au PCF en Tarn et Garonne. Ces deux témoignages accréditent la thèse de l'exclu.

D'autres témoignages au contraire, s'y opposent par exemple celui de Georges Guingouin, militant très combattif en Hte Vienne, département où se trouvait le camp de Nexon : "J'ai été responsable à l'organisation et doublure de celui qu'on appelait le polo : Dumont ..., de septembre 1949 à mars 1941. Durant cette période aucun ordre du parti n'a été donné de signer une lettre à Pétain" (53).

Ce qui ressort de ces témoignages (54) c'est la reconnaissance qu'il y a eu directive. Les témoignages qui en rejettent la seule responsabilité sur l'auteur, à l'exception de celui de Georges Guingouin ont leur intérêt. Il est important de s'y arrêter. Les militants communistes locaux, ayant eu ou ayant des responsabilités dans la fédération du Tarn et Garonne ou de la Hte Garonne, ont été soit silencieux sur cette question (55), soit peu explicites ; argumenté comme ils ont pu le faire sur le moment (56). Témoignages embarassés et contradictoires : tel est le cas de celui d'un militant qui a affirmé que " la lettre de Thourel a été découverte dans sa biographie", et que celui-ci ne "l'a jamais appelé comme témoin" (57).

.....

(53) LEttre du 27 janvier 1979

(54) Il faut y ajouter ceux de Mesdames Yvonne Couchet (voir plus loin, question du rapport de M. Thourel sur Pierre Couchet) et Henriette Vié, épouse d'un ami de Thourel qui a témoigné à l'époque en sa faveur, ainsi que celui de Gérard Duprat (voir indications biographiques III, page 163) qui affirme : avoir entendu dire aussi "qu'il fallait sortir des camps par tous les moyens".

(55) Interviews de Jean Duplan, militant communiste de Montauban

(56) Témoignages de Taurinya Albert (voir indications biographiques Tome III page 176) : "Thourel un peu collaborateur" et de Laroque (voir indications biographiques Tome III, page 162) : "un traite".

(57) Interview de "X", il parait préférable de ne pas citer cette personne toujours vivante, l'important n'étant pas de citer des noms, mais de reconstituer un fait.

Dans les Souvenirs (58) on peut lire :

"J'ai appris d'un membre du PCF - qui entendit tout d'une pièce voisine - qu'il fut convoqué au siège de la fédération de Tarn et Garonne, alors place de la cathédrale à Montauban. Comme on lui demandait s'il était exact qu'en sa présence, j'avais mis PLISSONNIER au courant de la demande de libération et s'il était prêt à affirmer le contraire, il répondit :

"Il est exact que THOUREL a bien informé Plissonnier de sa lettre à Pétain, mais dans l'intérêt du Parti et puisqu'on me le demande, j'affirmerai le contraire". Et c'est ce qu'il fit.

Quelques jours plus tard, il vint me voir. J'étais dans mon jardin "aux Pouffets" près de Verdun sur Garonne. Emu aux larmes, il m'avoua ce qu'il avait été contraint de faire. COmme il était mon seul témoin valable, je suppose les énormes pressions qu'il a dû subir pour accepter de trahir ainsi la vérité et l'amitié".

Cette affirmation est-elle authentique ? S l n'a pas été possible de vérifier l'assertion auprès du "membre du PCF qui entendit tout", par contre la personne "mise en cause" a répondu aux "indirectes questions posées", et s'est pour le moins contredit deux fois, d'une part par l'affirmation de la découverte de la lettre dans la biographie de l'exclu (ce qui sous-entend que Thourel l'a donc bien dit), et d'autre part, en disant qu'il n'a jamais été cité comme témoin" (59).

Mais les témoignages, s'ils éclairent un problème, sont insuffisants. Il faut aussi essayer de comprendre le moment historique dans lequel l'acte s'est déroulé. La lettre de l'interné au Maréchal Pétain est datée du 17 mars 1941. A cette époque, quelle est la situation du parti communiste ? De la réponse à cette interrogation découle la possibilité ou non d'une telle directive. Sans vouloir revenir sur cette période importante de l'histoire du PCF (1939-1941) (60), il apparaît nécessaire de mentionner les traits essentiels qui caractérisent sa

.....

(58) M. Thourel, Souvenirs, page 475. Dans son texte, l'auteur mentionne les initiales de la personne qui témoigne à son détriment, je me suis permis de les remplacer par l'anonyme "X"

(59) Son nom est cité comme témoin à charge dans la brochure sur l'Hitléro-Trotkysme, et comme témoin recommandé dans la lettre ouverte à mes camarades communistes

(60) Voir les chapitres 4 et 5

situation organisationnelle (61). Au moment de la débâcle, le parti communiste peut être défini comme une organisation faible (même s'il elle est la seule à avoir résister à la guerre, même s'ilne s'est pas évanoui à la manière de la SFIO), isolée, attaquée de toutes parts et désarticulée. Jacques Duclos rapporte qu'à l'entrée des hitlériens à Paris, il y avait "environ 180 à 200 camarades plus ou moins organisés" (62).

En province, la situation est aussi grave (63). Isolé le Parti Com-

.....

(61) Cette question a été traitée récemment avec beaucoup de clarté dans deux articles synthèses, qui touchent aussi et surtout à l'aspect stratégique de l'orientation du PCF :

a) le tournant de 39, dans "recherches et débats, n° 3, supplément du N° 29/30, des Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez

b) Hubert Desvages, l'attitude communiste face à l'occupant (juin 1940, juin 1941) histoires mouvantes dans Politique Aujourd'hui, novembre/décembre 1976, pages 45 à 64

(62) J. Duclos, Mémoires, Tome III, livre premier, page 72. Si l'on admet le chiffre donné, en juin 1940, à l'entrée des Allemands dans Paris, 180 à 200 militants, si on les compare à ceux donnés par J. Fauvet "300 communistes dans la région parisienne arrêtés entre le 4 et 5 octobre 1940", si on ajoute à la répression anti-communiste l'exode qui a dû affecter au moins en partie l'organisation : on a un bilan militant numérique bien faible.

(63) Voir divers témoignages, entre autres :

a) Georges Guingouin, "Quatre ans de lutte en Limousin, Hachette 1974

b) Marchel Chevrier - Michel Pigenet, Combattants de la liberté, éditions sociales 1976, en particulier les pages 33, 35, 45 à 47, qui soulignent les difficultés de l'organisation communiste dans un département où son implantation était traditionnement forte.

muniste à l'automne 1940 est une organisation qui n'a pas de vie légale, et que sa stratégie (soutien eu pacte germano-soviétique) isole de la population il se trouve dans une situation de ghetto pour reprendre l'expression de D. Peschanski (64). Attaqués, les communistes sont pourchassés par le gouvernement ; cela va de la propagande anti-communiste aux arrestations et internements ; ainsi, en octobre 1940, de grandes rafles ont lieu sur l'ensemble du territoire. "... dans la seule nuit du 4 au 5 octobre, 300 communistes de la région parisienne sont arrêtés. En quelques semaines, la répression éprouve durement le parti. Elle ne cessera plus, et en mars 1941, Vichy pourra revendiquer 18 000 emprisonnés politiques,communistes dans leur immense majorité " (65). Tout ceci aboutit à une organisation désarticulée par la répression, par la mobilisation jusqu'à la défaite, puis par l'exode.

Ce point est important d'une part, pour signifier l'état du parti, mais aussi pour bien montrer qu'au niveau des pratiques militantes dans tel ou tel endroit, il paraît certain qu'il y a eu un décalage entre la ligne politique définie par le "centre", les relais et la base (66), décalage amplifié par la désarticulation du Parti.

Ce rapide tableau donne donc du PCF à cette époque, l'image d'une situation très difficile et très délicate au plan de l'organisation (67).

.....

(65) J. Fauvet, op. cit., page 287

(66) L'affirmation d'A. Lecoeur (le PCF et la résistance, Plon, 1968, 138pages) "En tous cas d'août 1939 à juin 1941, l'action contre l'occupant a été l'oeuvre des militants communistes farouchement antifascistes, agissant individuellement..." est significative. Voir aussi Germaine Willard, in Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez, n° 29-30, 1979, qui propose "de voir comment les définitions stratégiques du PCF sont prises par les militants", page 51

(67) Outre l'importance de cet état de fait par rapport à l'envoi d'une directive, la situation organisationnelle du PCF à cette époque est un point capital pour essayer de bien préciser l'attitude des communistes pendant cette période. En effet, si on entend par attitude : propagande et action à partir d'une ligne politique donnée, force est de constater deux éléments, d'une part l'orientation, d'autre part l'action qu'elle suscite : or, à ce niveau, il apparaît comme indispensable d'avoir une bonne connaissance de l'implantation du Parti, pour éviter de réduire l'attitude politique à la seule ligne (c'est un défaut des ouvrages de Rossi) et de saisir le rapport nécessaire entre les potentialités militantes (nombre/capacité militante : vie légale ou illégale/qualité ...) et la stratégie définie.

Ce qui entraîne comme nécessité première, la réorganisation de l'appareil. Ceci apparaît comme ayant dû être l'objectif prioritaire que se fixe le parti au début de l'hiver 1940. A ce niveau là, il n'apparaît pas comme impossible que les directives de la même nature que celle que Thourel affirme avoir reçue, aient pu être données. C'est une hypothèse très plausible compte tenu de l'état du Parti (68). Reste donc à savoir pourquoi à la libération, la direction communiste nie cet appel? La réponse est simple : l'histoire - d'autant plus quelle est récente - du PCF est un enjeu politique ; c'est une loi du genre (69). En septembre 1945, dans la france libérée, tout a été fait pour diminuer l'influence grandissante du PCF en l'accusant d'être "un parti de l'étranger", celui-ci s'est défendu en niant (par exemple à propos de la demande de parution de l'Humanité aux autorités allemandes) et en donnant de son passé, une vision politique, plus près de l'apologie que de la vérité historique.

Il apparaît comme une hypothèse tout à fait possible, que la lettre de Thourel corresponde à une directive, peut être momentanée et reconsidérée par la suite, hypothèse fondée sur, d'une part, des témoignages positifs et les contradictions d'un témoin central, et d'autre part, sur la situation générale organisationnelle du PCF aux derniers jours de l'hiver 1940-1941. Si l'on admet qu'il s'agit d'une directive, cela sous-entend une autre question, pourquoi l'exclusion ? Et même si on ne l'admet pas, cette lettre au Maréchal Pétain est-elle la seule raison ?

"La clarté n'est pas la qualité dominante des procès politiques... Tant du côté de l'accusation que de la défense, tout y est mêlé, allusif, confus. On y distingue souvent mal ce qui relève du montage ou ce qui ressort du dossier; ce qui est actes, intentions, tendances, ou simplement caractères"(70) A l'évidence, l'exclusion de MarcelThourel apparaît peu claire.

D'abord, pourquoi a t-elle eu lieu 3 jours après sa réélection comme secrétaire régional à l'organisation à la conférence des 7 et 8 avril 1945 ? En-

.....

(68) Voir encore sur la désorganisation du Parti, l'Humanité clandestine. Editions sociales, Tome I, page 181 et suivantes

(69) Voir Jean Burles, Histoire politique dans le PCF, pages 13 à 29, in Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez ; étudier le PCF, N° 29/30, 1er trimestre 1979. Le numéro de cette revue comprend d'autres articles qui mettent en relief cette question

(70) Jacques Fauvet, Histoire du PCF, op. cit., page 431

suite, pourquoi la décision de la CCCP a t-elle lieu quatre mois après la mise à l'écart ? Enfin pourquoi la polémique éclate t-elle un an plus tard, en Tarn et Garonne ? Il y aurait bien d'autres questions : par exemple pourquoi d'une exclusion qui devait être temporaire, passe t-on à une exclusion définitive ? Il y a là un éclaircissement de faits qu'il faut essayer de reconstituer ; et cette reconstitution passe par une tentative d'approche d'explication de l'exclusion. Faute d'aboutir à une certitude, il faut circonscrire les hypothèses envisageables, ce qui nécessite une présentation de l'atmosphère du Parti COmmuniste en Hte Garonne, au printemps 1945.

A cette époque, le PCF en Haute Garonne se caractérise comme étant la première force militante du département (71).

Au niveau interne, il n'est pas impossible de supposer un certain nombre de difficultés dûes - entre autres - au passage de la vie clandestine à la vie légale. Le parti doit faire face aussi à un certain nombre "d'attaques" à sa gauche. Ainsi, H. Dupont s'inquiète : "il est é ident qu'une minorité d'individus tentent, dans notre région, de détourner les travailleurs de ces objectifs en essayant de se faire passer pour des "ultras", pour des hommes qui défendent vraiment les travailleurs ..." ; plus loin encore, il ajoute "...c'est aussi être conscient de ses responsabilités de communistes de ne pas tomber dans un faux sentimentalisme à l'égard du problème allemand dans son ensemble. Nous voyons la clique qui prend le titre de quatrième internationale, essayer de tromper des français en leur demanuant de discerner entre les bons et mauvais allemands" (72).

Dans ce texte, le secrétaire politique souligne l'existence de trotkystes (73), ceux-ci étant la cible essentielle du responsable de la commission de contrôle au niveau fédéral : Clément Jourdan (74). Il écrit plusieurs édito-

.....

(71) ARCHIVES Bertaux : Rapports sur le PCF et la SFIO en Hte Garonne, janvier 1945

- PC 8 300 militants,, 6 000 sympathisants
SFIO 3 000 militants,/3 500 militants, 15 000 sympathisants

(72) Bulletin intérieur - région toulousaine du PCF n° 1 février 1945, pages 6 et 7

(73) Voir chapitre 8

(74) Voir indications biographiques Tome III, page 170. Ce responsable joue un rôle important dans l'exclusion de Marcel Thourel, en est en quelque sorte l'instructeur délégué au niveau régional de la CCCP.

riaux dans la Voix du Midi de janvier 1945 à août 1945 (75), dont le contenu est significatif.

Par exemple, le 21 juin 1945, on peut lire : le POUM un parti ? Non, une bande d'assassins et de traites... agents délateurs, ils le furent partout lorsqu'il s'agit de servir la gestapo et les trusts ", ou encore le 20 juillet 1945, "Après la relaxe des 14 bandits hitlériens trotkysmes du POUM, après de nombreuses libérations des camps d'internement .. on relâche leur valet et agent de Laval". Ces extraits sont révélateurs d'un état d'esprit, comme l'est à un niveau bien plus grand ce texte :

".. Tous ces hommes modestes militants, ont pris un jour leur première arme de combat au parti, et en sont devenus les meilleurs militants.

Si vers eux va la confiance du peuple de France, ils sont aussi, avec l'ensemble de notre Parti, la cible aux attaques les plus dures et les plus perfides des agents des trusts au service de l'anti-france.

De la méthode ouverte qui se traduit par l calomnie et le mensonge, à la terreur sanglante, précédée d'une répression sans nom, l'ennemi est obligé, suivant les époques de changer ses formes de combat, qui n'en restent pas moins subtiles et perfides. La provocation en est la forme la plus vivante. Gardons-nous de mésestimer cette arme qui se présente sous de multiples formes ; c'est parfois un élément turbulent dans une manifestation qui créé le désordre et entraîne la bagarre, parfois un provocateur à l'intérieur de notre parti qui manoeuvre habilement. Toutes ces tentatives de provocation nous guettent. Toutes les tentatives de pénétration de l'ennemi seront faites pour jeter le discrédit sur notre parti, pour le liquider de l'intérieur par la constitution de groupes anti-parti, se cachant sous une phraséologie révolutionnaire pour entraîner à des actes absurdes et provocateurs.

Mais ils seront vite dépistés, car c'est dans l'action que ceux-ci sont toujours pris au piège.

.....

(75) La Voix du Midi : 22 mai 1945 : provocations
30 mai 1945 : A France forte, grande armée,
15 juin 1945 : unissons-nous contre les provocateurs, agents des trusts et de l'étranger
21 juin 1945 : La République existe
20 Juil.1945 : Vichy n'est pas mort
7 août 1945 : Pétain et Laval au poteau
17 août 1945 : l'anticommunisme arme des trusts

Oui, une seule arme, l'action de masse où chaque communiste doit être le meilleur. Que pas un seul membre ne reste inactif. L'inaction est le berceau de tous les vices et le maquis de tous les traites. Il faut savoir briser toutes les tentatives de ceux qui voudraient jouer un rôle de diviseur dans nos rangs.

Attention au sectarisme, comme d'ailleurs à l'opportunisme, ces deux tendances se rencontrent tôt ou tard, ayant une même origine et une même mission, détourner la classe travailleuse de son véritable chemin de la lutte.

Il faut en finir avec les décisions personnelles ; c'est tout le parti qui doit travailler ; c'est presque toujours en décidant personnellement que les provocateurs peuvent accomplir leur triste besogne.

Il faut assurer le contrôle par l'ensemble des militants sur chaque camarade, sur sa façon de travailler, sur les résultats de son travail, sur sa combativité, sur sa sincérité.

Il faut aussi ouvrir très large les portes de notre parti et éduquer vite, dans l'action et par l'action, tous les nouveaux adhérents.

Il faut que la ligne du parti soit appliquée et que l'esprit de camaraderie ne domine pas sur le choix des cadres et l'auto critique. Dans notre parti également, un militant quel qu'il soit, doit avoir une vie claire, et nette, dans sa vie privée comme dans sa vie publique ; chaque élément du parti comme chaque citoyen doit y voir clair comme le jour. Une vie double ne peut être tolérée, sinon elle cache quelque chose de malsain. Chacun de nos actes doit être limpide. C'est ainsi que nous dépisterons les provocateurs infiltrés chez nous. Dans notre parti, il ne peut y avoir place pour les arivistes, pour les ivrognes qui nous déshonorent, pour ceux qui ont des moeurs déréglées, pour ceux qui font des dépenses exagérées et incontrôlables, tous ceux, en un mot, qui n'ont pas un casier judificaire vierge pour des fautes graves.

Les voleurs et les trafiquants du marché noir ne peuvent être des éléments du parti, parce que notre parti est un parti composé d'honnêtes gens, sans tâches et d'une moralité à toute épreuve..." (76).

En avril 1945, le PCF en Hte Garonne au moins la commission de contrôle régional, dénonce avec véhémence l'existence de provocations à son encontre, mais aussi la nécessité d'une plus grande démocratie interne (" en finir avec les décisions personnelles"), d'une probité morale à toute épreuve, et aussi la nécessité de contrôler chaque militant.

.....

[76] Brochure éditée pour la conférence régionale des 7 et 8 avril 1945, pages 17 et 18.

Autre élément de l'atmosphère : ce sont les rapports entre le PCF et la SFIO. Si la guerre a réduit son influence, celle-ci traditionnellement dominante en Hte Garonne, elle ne l'empêchera pas de redevenir prédominante, plus au niveau électoral que militant à la libération. La relève des pouvoirs mise en place dans la clandestinité a assuré ce rôle prédominant à la libération. Dans ces conditions, les rapports entre les deux grandes organisations politiques du mouvement ouvrier sont d'abord concurentiels, ce qui se traduit par des polémiques, auxquelles Marcel Thourel prend parti. Dans le rapport de son exclusion, il est dit : "... les ennemis du parti ont connaissance de ces documents, car des attaques assez habiles sont faites contre Thourel". Attaques assez habiles. Dans une lettre à la C.C.C. le responsable régional écrit : "A la suite de ma visite à Paris, j'ai longtemps réfléchi aux possibilités qui s'offraient pour nos adversaires, d'utiliser les photos des documents qu'éventuellement ils pouvaient détenir, et il se confirme de plus en plus dans mon esprit que ces pièces n'existent pas. Voici pourquoi ..."(77) et il rappelle les dénonciations des pouvoirs publics dans ses éditoriaux, ses critiques envers l'attitude de Galaman (radical socialiste) quant à la constitution de listes communes pour les municipales, envers Badiou, le maire socialiste de TOulouse, restée sans réponse.

Après les discours de Maurice THorez à Toulouse, en février 1945, une polémique s'engage entre la SFIO et le PCF. Il semble que ce soit les socialistes qui lancent l'offensive avec un humour non partagé :

L'espoir

20 Fevrier 1945

.....

(77) Lettre de M.T. à la CCCP du 27 avril 1945, 2 pages dactylographiées.

La réaction communiste ne se fait pas attendre, dans un petit article encadré et en première page (78), il est répondu sous le titre : "Serviteurs des trusts" :

"Sous forme d'un dessin humoristique, un journal local vient d'insulter notre parti en la personne de notre secrétaire général et grand camarade Maurice THOREZ.

Sans vouloir confondre quelques provocateurs avec les militants honnêtes se réclamant des travailleurs, nous devons dire que Maurice Thorez, champion de l'unité française n'a jamais été le protégé d'hitlériens comme le traite Jean Chiappe, qu'il ne s'est jamais engagé à servir le chien des réactionnaires fascistes, pour obtenir de feu Chiappe une naturalisation de français !

Pour nous il n'est pas étonnant de voir certains individus remplir leur rôle en faveur des trusts et essayer de diviser notre peuple.

Mais les temps sont changés, pour les maîtres et les serviteurs.

LE BUREAU REGIONAL
DU PART COMMUNISTE
FRANCAIS

Le Parti Socialiste répond le 10 avril 1945, en reconnaissant "la bonne foi de Thourel" (79) :

"A la suite d'un article paru le 1er mars 1945 dans la Voix du Midi et mettant en cause d'une façon injurieuse et calomnieuse un de nos camarades, le Parti Socialiste a demandé au Bureau Régional du Parti Communiste signataire de l'article, d'apporter la preuve de ses accusations. Les responsables du Parti Communiste s'étant révélés incapables d'appuyer leurs insinuations sur des faits précis et contrôlables, avaient, au cours de plusieurs réunions communes et par la voix de Thourel, du secrétariat régional, promisd'insérer dans leur organe une rectification.

La bonne foi de Thourel a dû rencontrer pour s'exprimer des obstacles tels dans son organisation, que cette promesse n'a pas été tenue ..."

.....

(78) La Voix du Midi, 1er mars 1945. Le socialiste mis en cause, semble être Gilbert ZAKSAS (voir indications biographiques Tome III, page 177)

(79) L'Espoir.

Le secrétaire à l'organisation du PCF fait une mise au point, qui ne sera pas publiée, dans laquelle il souligne :

"Ayant été mis personnellement en cause dans un article paru dans le journal "l'Espoir", je tiens à préciser que ma bonne foi n'a rencontré pour s'exprimer aucun obstacle dans mon Parti, ayant par habitude, enraison de la démocratie existant dans notre organisation, de ne prendre aucun engagement ni décision sans accord préalable de mes camarades du Secrétariat Régional.

Les membres du Secrétariat Régional solidaires dans l'action ainsi que dans le partage des responsabilités ont toujours fait la preuve de leur loyauté unanimement reconnue, ce qui les dispense de recevoir des leçons. Ils ne sont pas décidés à tolérer les attaques dont ils sont l'objet individuellement, comme cela s'est produit trop souvent ces derniers temps en la personne de notre secrétaire régional Henri DUPONT. La confiance qui vient de leur être manifestée dans l'enthousiame par la Conférence Régionale des 7 et 8 avril, est le plus sur garant de l'unité existant, unité qu'aucune manoeuvre ne parviendra à briser" (80).

Le secrétariat régional du PCF répondra à la SFIO le 17 avril dans la Voix du Midi, par un appel à l'Union : "Au moment où l'union de toutes les forces républicaines est plus que jamais nécessaire pour mettre en échec toutes les tentatives de survie du fascisme ... la région toulousaine du PCF pense que cette union ne peut être mise en cause par des questions de personnalités ..."

Cette polémique a t-elle joué un rôle dans l'exclusion ? Il apparait difficile, voire impossible de répondre.

Ce qui est néanmoins assez certain, c'est qu'elle est un élément constitutif de l'ambiance dans laquelle se trouve le Parti. Ceci posé, il faut passer aux hypothèses envisageables, avant de les présenter ; il n'est pas inintéressant de donner la version de l'exclu lui-même (81).

"Dès mon arrivée (82) vont se dérouler une série de faits, qui, sans

.....

(80) Mise au Point, archives M. Thourel

(81) M. Thourel, Souvenirs, pages 476 à 485 (Pour une meilleure compréhension de ces extraits de texte de Marcel Thourel, il a été nécessaire de les annoter.

(82) A Toulouse, en octobre 1944

que je m'en rende compte, vont par leur accumulation, fournir le détonateur qui provoquera, officieusement s'entend, la mise à l'écart. Ce sont ces faits que je vais essayer d'analyser et d'expliquer brièvement dans un ordre qui ne sera pas nécessairement chronologique.

Dès le 18 septembre, alors que j'étais encore instructeur délégué au C.C. et résidant à Agen, une de mes premières correspondances, adressée au secrétariat national fut une lettre (83) en faveur de Pierre COUCHET (83), ancien secrétaire régional du P.C. en Tarn et Garonne et exclu du Parti pour un motif identique au mien. Après avoir expliqué ce que fut son action dans la résistance, je demandais au secrétariat d'envisager la réintégration de ce camarade ...

Fallait-il qu'à cette époque, je sois pourvu d'une forte dose d'optimisme ou de naïveté pour tenter ainsi une démarche directement auprès du secrétariat en faveur d'un exclu. Avais-je oublié qu'un exclu est définitivement retranché de la société communiste, voué aux oubliettes et que nul n'a le droit de s'intéresser à lui, sous peine de se voir suspecter d'hérésie et de subir à son tour l'excommunication..."

Autre évènement présenté :

"En novembre 1944, se situe un autre évènement qui relève de l'indiscipline et pèsera lourd dans mon dossier.

J'avais eu quelques accrochages avec Pierre BERTAUX, commissaire de la république, soit dans la presse, soit à la radio. C'est ainsi que dans une allocution prononcée , au nom du PC, sur les antennes de TOulouse - Pyrénées, je l'avais mis en cause au sujet du lait condensé et d'oeufs entreposés aux magasins généraux, que les services de ravitaillement refusaient de laisser distribuer à la population, alors que la date limite de conservation arrivait à échéance. Le lendemain, mon allocution figurait en éditorial dans notre quotidien "La Voix du Midi" (85), sous le titre : "Toulouse a soif d'épuration".

Mes révélations faites à la presse et à la radio occasionnèrent deux jours après, un attroupement devant les magasins généraux (86). Les manifestants

.....

(83) Voir Documents Tome III, page 88

(84) Voir indications biographiques, Tome III, pages 160 et 161

(85) Voir documents Tome III, page 20

(86) Cet incident n'a pu être retrouvé dans la presse, malgré un dépouillement systématique

devenant menaçant, DUPONT me demanda, après avoir allumé l'incendie, d'aller l'éteindre (encore un piège que je n'avais pas décelé). Je me rendis aux magasins généraux, et, monté sur une plate forme de wagon, je tentais de rétablir le calme. Mais, lorsque je vis de bons camarades désapprouver mon attitude, et commencer à m'invectiver en me reprochant deux positions contradictoires, une à la radio et une face aux conséquences du scandale que j'avais dénoncé, j'eus cette parole que l'on me reprochera par la suite : "c'est vous qui avez raison" et je ne suis pas sûr d'avoir ajouter : "servez-vous. Ils le firent, sans qu'il y eut jamais scènes de pillages. La police intervint d'ailleurs rapidement pour interrompre cette distribution sauvage.

Ce qui était plus grave pour moi, c'est que responsable du parti au plus haut niveau dans la région, je venais de conseiller à la base, au peuple, une action directement contre les pouvoirs publics, ce qui était absolument contraire à la politique du Parti à ce moment".

Marcel Thourel parle aussi du problème de milices patriotiques et de la décision de les dissoudre (87). Il souligne un "accrochage" avec Maurice Thorez lors de sa venue en février à Toulouse :

"le 19 février, avant de rentrer à Paris, M. THOREZ accompagné de sa femme Jeannette VERMEERSCH et de Roger GARAUDY (88) convia les trois secrétaires de la région toulousaine à passer une journée en sa compagnie à NOAILLES, petite commune du Tarn, proche d'Albi à l'invitation de la veuve de DUPONT, ancien responsable de la commission centrale de contrôle du Parti.

Alors qu'en guise de détente, nous ramassions des poireaux sauvages dans une vigne, je posais à M. THOREZ, sans penser à mal, une question qui, depuis la veille me brûlait les lèvres : "Ne te sens-tu pas gêné, en tant que secrétaire général du Parti des travailleurs,de recevoir autant de cadeaux, surtout dans la période présente ?"

Je ne connaissais pas à cette époque, le goût marqué par le secrétaire général, pour tout ce qui honorait sa personne et qui contribuait à entretenir le culte de sa personnalité. Mon interrogation n'avait aucune arrière pensée critique, mais elle devenait gênante devant témoins.

.....

(87) Voir chapitre précédent

(88) Malgré plusieurs démarches, Roger Garaudy est resté sourd à mes appels

Sur le moment, il répondit évasivement, mais dès que nous fûmes à table pour le déjeuner, il me demanda de préciser ma question du matin. Je le fis en demandant si une telle profusion de cadeaux n'était pas une manifestation d'idôlatrerie peu compatible avec ce que devaient être les pratiques d'un parti prolétarien ?

Alors il expliqua. Non, il n'était pas gêné par ces cadeaux, car ils étaient la marque d'un attachement profond des militants à leur parti, car c'était bien le Parti tout entier qui était honoré en la personne de son secrétaire général. Il ajoute qu'il trouvait anormal qu'un secrétaire régional puisse ne pas avoir compris cela et pose une telle question pouvant être interprétée comme une critique ...

Enfin l'exclu avance l'idée selon laquelle "un grand nombre de camarades avaient demandé avec insistance" lors d'une assemblée de cadres sa désignation comme candidat pour lesprochaines élections législatives.

Tout ceci permet de mieux étoffer le cadre de son exclusion, de mieux saisir l'atmosphère dans laquelle baigne le personnage. Pourquoi est-il exclu ? La lettre à Pétain ? Cela ne paraît pas suffisant. Alors ? Il y a eu au moins une certitude, son exclusion n'est pas le résultat d'un désaccord politique affirmé. Ses interventions à divers meetings quelques jours avant sa mise à l'écart, en sont des preuves évidentes (89).

"Enfin Marcel Thourel, Secrétaire Régional du PC prend la parole pour réfuter l'opinion de certaines personnes qui présentent les résultats des travaux du Comité Central comme un changement de politique.

Le PCF n'a jamais changé de politique, il a seulementchangé ses méthodes d'application. Sa ligné de conduite actuelle est celle adoptée par le CNR.

Puis il rend hommage à M. THOREZ qui fut pendant longtemps bafoué, traîné dans la boue et qu'on est allé jusqu'à traiter de déserteur. Si Thorez a abandonné son poste de combattant aux armées c'est sur l'ordre du C.C. et pour prendre un poste de combattant illégal contre le fascisme, ce qui était beaucoup plus dangereux". Thorez est le pur symbole d'unité française et tous les communistes doivent en parler avec vénération" (90).

.....

(89) Archives Berteaux, compte-rendu des réunions publiques des 1er mars, 27 mars et 6 avril

(90) Idem, du 6 avril 1945

Si l'on peut admettre qu'il ait eu des doutes, (par exemple sur le problème de la dissolution des milices patriotiques) il est absolument certain qu'il n'a jamais combattu l'orientation du Parti à cette époque, bien au contraire. ALors à quoi est-il possible de lier son exclusion ? Le secrétaire régional n'a t-il pas été éliminé pour laisser la place à un autre responsable communiste en vue des législatives ? C'est la thèse qu'avancent des militants communistes (91).

Ne faut-il pas mettre cette exclusion en rapport avec celle de Requier, secrétaire du travail de masse, qui a lieu en novembre 1945, et a pour motif le détournement "d'une certaine somme d'argent appartenant au PC", et d'avoir "lancé des accusations graves contre certains membres influents du Parti" (92) ? AIns d'ailleurs qu'à la mise à l'écart d'Henri DUpont, à la conférence fédérale des 30 et 31 mars 1946 (93), et à son remplacement par Gilbert GERMA (94) ? En un an, le secrétariat fédéral est totalement renouvelé.

Le puzzle de l'exclusion de Marcel Thourel peut être des exclusions en général, est toujours d'abord délicat à reconstituer, ensuite difficile à interpréter. Faute d'arriver à une certitude, il a été essayé de présenter les diverses hypothèses : lettre à Pétain, rivalités inter-personnelles, fautes politiques (rapport Couchet ...) problème de la fédération de la Hte Garonne (modification de la direction ...) Il semble que l'état des sources, actuellement, interdisent d'aller au-delà. Par contre, il est plus aisé de cerner les répercussions de l'exclusion sur la personnalité de THOUREL.

7-5 - LES REPERCUSSIONS

L'exclusion ne fut pas sans conséquences sur l'ex-dirigeant régional. Elles sont de trois ordres : matérielles, morales et politiques. En avril 1945 Marcel Thourel est permanent du Parti depuis novembre 1937, avec une interruptio de la déclaration de la guerre à son entrée dans la clandestinité. Il est aisé d'imaginer la difficulté toute matérielle dans laquelle peut se trouver un perma

.....

(91) Interviews de Jean Duplan, Malou Rauzet et Jeanine Lassaigne

(92) Archives Bertaux, compte rendu du comité fédéral, du 18 novembre 1945

(93) La Voix du Midi, 6 avril 1946, n° 491

(94) Voir indications biographiques, Tome III, page 166

nent, qui, exclu, perd à la fois tout ce que lui procure son organisation sur les plans politiques et moral (lieu d'action et de réflexion, connaissances...) mais aussi au niveau de ses ressources propres, son travail. Jean RONY souligne ce problème (95) :

"... Il y a des permanents. Ils ont fait un choix dangereux : un permanent s'il veut reprendre son métier, trouve difficilement un patron". A trente deux ans, au sommet de la hiérarchie régionale, Thourel se trouve dans l'obligation de "réorienter" sa vie, avec tous les obstacles, qu'il souligne ainsi :

"Pour un exclu, le problème se posait plus douloureusement lorsqu'il était permanent du Parti, d'origine ouvrière, parce qu'ayant perdu, par son absence souvent prolongée des lieux de production, la pratique courante de son métier : que va t-il faire ? Tenter de reprendre son métier ? Certains y parviennent, d'autres, déçus par l'expérience politique mais enrichis intellectuellement par la somme de connaissances acquises dans le Parti dans de nombreux domaines, recherchent travail ou occupation plus en rapport avec ces connaissances.

C'est ainsi qu'en 1945, lorsqu'il s'est agi de trouver une occupation, je n'ai pas songé à reprendre mon métier de boulanger ; non pas qu'il soit devenu dans mon esprit un métier "indigne", mais parce que je préférais créer de toutes pièces, une occupation plus en rapport avec mes goûts et possibilités du moment. C'est donc vers le commerce du livre que je m'orientais. Mes débuts furent des plus modestes dans cette profession que j'exerçais et que j'exercerais pendant trente années. L'absence de connaissances, de marchandises et d'argent furent un lourd handicap". (96). Installé à Montauban au début de septembre 1945, il choisit donc de devenir libraire, d'abord ambulant, puis par correspondance. Il com-

.....

(95) Jean RONY, Trente ans de parti : un communiste s'interroge, christian Bourgeois, 1978, page 219

(96) M.T. Souvenirs, page 555

mence en proposant sur la place nationale de sa commune de résidence, des ouvrages en location : romans policiers, d'aventures, d'amour, etc ... Une affaire de vente, de location et d'échanges, qu'il démarre en rassemblant quelques livres empruntés, achetés ou personnels. Cela dure jusqu'en 1949, date à laquelle il s'oriente vers le livre ancien pour bibliophile, et travaille alors par correspondance ; il dresse tous les mois un catalogue contenant une liste de livres, qu'il propose à des clients.

De 1945 à 1974, il publiera 231 catalogues ; il exerce cette profession avec beaucoup d'ardeur, d'efficacité et de compétence (97). Ce commerce s'agrandit avec succès, ainsi en 1954, il ouvre une librairie de livres anciens et modernes à Toulouse qu'il déplace en 1958 (rue Pargaminières à la Rue du Taur) Son fils Claude travaille avec lui et assure la sucession d'une petite entreprise bien développée : en 1970, les clients sont au nombre de 1 450, répartis sur tout le territoire français, mais aussi quelques-une en Grande Bretagne, Allemagne, Belgique, Italie et Suisse (98).

Pour parvenir à ce résultat, il aura fallu à l'ex permanent communiste une grande volonté, et un travail acharné, traits qui lui sont bien propres. On peut noter que son expérience comme représentant du Centre de Diffusion du Livre et de la Presse, a certainement joué un rôle dans le choix de cette profession, comme d'ailleurs le fait d'avoir, par l'activité politique, "baigné" dans un milieu où la réflexion n'est pas absente. S'il surmonte avec aisance, mais non sans difficulté la conséquence matérielle de son exclusion, il en subit par contre longtemps l'impact moral. D'avril 1945 à juillet 1946, c'est une période d'abbatement, qui se transforme à l'été 1945 en révolte. Toujours est-il que ce moment a été pour lui, sinon le plus, du moins l'un des plus dramatiques épisodes de sa vie militante. Dans ses Souvenirs, il écrit :

"Ce parti sur lequel je porte des critiques parfois sévères, est celui dans lequel j'ai fait mes premiers pas dans la vie militante, celui duquel j'ai reçu certains principes qui deviendront pour moi une règle de vie. Ce parti, qui fut l'amour et le désespoir de ma jeunesse fiévreuse auquel j'appartenais corps et âme, qui m'avait fait, m'avait révélé à moi-même, que je servais et auquel je

.....

(97)En sont la preuve les nombreux témoignages de sympathie et de remerciements qu'il a reçu fin 1974, lors de son départ à la retraite

(98) Voir Documents, tome III, pages 75-76, enquête sur le libraire Marcel Thourel Sud Ouest, pages départementales (Tarn et Garonne) 29 novembre 1969

croyais comme au jour et à la nuit, a suscité par la suite, en moi, des réflexions parfois contradictoires.

Mais, quoiqu'il puisse advenir par la suite, mon passage au PC restera la grande expérience de ma vie, celle qui vous marque comme au fer rouge, celle des folles illusions comme celle des plus sombres désillusions qui furent pour moi la fin d'un immense espoir déçu" (99).

Il met en relief dans ce passage, l'attachement certes politique, mais aussi en quelque sorte affectif qui a pu le lier au Parti.

En effet, le Parti COmmuniste n'est pas seulement un lieu de réflexion et d'élaboration pour l'action, il est aussi un point de rencontre où se lient des rapports humains difficilement codifiables, mais pour le moins très évidents. Roger Pannequin parle "de contrat sentimental" (100).

L'exclu, d'avril 1945, le mentionne en ces termes, mettant ainsi l'accent sur l'importance de l'élément affectif ;

" A la base et au niveau de responsabilités mineures, telles la cellule ou la section, le sentiment d'amitié était profond entre les militants. Il s'agissait d'amitié née d'un travail commun, de goûts communs, tolérés parce que donnant plus d'efficacité au travail militant" (101).

Plus que tout autre, le PC est une véritable communauté avec ses règles, ses objectifs et ses membres (102).

L'exclusion est une rupture qui frappe un militant autant au niveau affectif que politique. Bien sûr, il y a dans le fait d'être exclu, la façon de l'être, la manière :

.....

(99) M.T., Souvenirs, page 532

(100) Voir aussi Noirot Paul, La mémoire ouverte, Stock, 1976, p 71

(101) M.T. Souvenirs, page 533

(102) Le terme communauté nécessite ici quelques explications, il faut le comprendre comme signifiant un lieu, un point de rencontre où se tissent une série de rapports qui dépassent le strict cadre politique, pourentrer dans celui des relations inter-personnelles, du milieu amical. C'est semble t-il assez propre au PCF ; on retrouve ce type de rapports à bien moindre échelle dans les autres organisations politiques de droite ou social-démocrates ; par contre, on le rencontre dans les organisations d'extrême gauche, avec la variante du nombre, qui n'est pas sans importance.

"Les exclusions étaient généralement assorties de toutes sortes de calomnies qui n'avaient pour but que de déconsidérer totalement le militant exclu, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti, afin de lui interdire tout retour à la vie politique. L'exclusion devait être la mort politique, et, dans bien des cas, cela se vérifie". (103).

TOut ceci contribue à dramatiser l'exclusion et alimente un profond abattement chez l'exclu. C'est une constante chez la plupart des exclus. Les exemples seraient nombreux (104). L'état d'esprit d'Henri Barbé, au moment de sa mise à l'écart, est significative, exemplaire, et similaire à celui de Marcel Thourel.

"Il s'est passé en moi, au moment de la rupture avec le Parti, comme un déchirement profond. J'ai revu tout le passé, tous mes efforts, mes luttes, mes sacrifices de jeune homme, les années passées sans distraction dans la clandestinité ou dans les prisons ; les amitiés, la camaraderie fraternelle qui me liaient à des centaines d'autres militants.

J'ai ressenti une immense peine. Ce fut comme une chute verticale de mes illusions et de mes convictions. Il n'est pas exagéré de dire que je connus à ce moment un désespoir profond ..." (105).

Le responsable toulousain est très affecté par cette affaire (106).

.....

(103) M.T. Souvenirs, page 552

(104) Voir, l'exclusion de Marty, celle de Tillon : en autres le témoignage de Maria Rabaté, in Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez n° 29-30. 1er trimestre 1979, page 191, qui se rappelle lors de la réunion du groupe des Elus Communistes, un TILLON "pâle, muet, fermé ..." ; celle d'Edgar Morin, Autocritique, Seuil, pages 162 à 182, qui souligne l'émotion et le choc qu'il ressentit ; voir aussi Philippe ROBRIEUX, Notre génération Communiste, Robert Laffont, page 237 à 288.

(105) Henri Barbé, Souvenirs de militant et de dirigeant communiste, manuscrit, Hoover Institution on War and Peace, Université de Stanford, s.l.n.d., page 260, cité par Brunet dans l'enfance du PartiCommuniste, PUF dossier Clio, 197

(106) Voir les interviews de Madame Thourel et de Jeanine Lassaigne qui parle de "coup de trique".

Malgré plusieurs tentatives pour essayer d'être réintégré malgré l'esprit de parti qui l'anime (107) malgré le discipline dont il fait preuve, la polémique éclate (108).

Alors il passe de l'abattement à la révolte, de l'attente à l'offensive, et commence à percevoir et analyser son affaire comme significative d'une politique que, désormais il critique.

Sa rencontre avec le parti communiste internationaliste favorise cette démarche critique, l'enrichit. Ainsi, à la fin de l'été 1946, l'exclusion de Thourel est définitive, sa rupture avec le Parti Communiste Français est sans appel, "la plus grande désillusion de sa vie " ne met cependant pas un terme à son activité militante .....

.....

(107) Voir deux romans récents qui traitent sous la forme humoristique et parfois de la dérision, le problème de l'exclusion et de l'esprit de Parti :

A. Raymond Lévy : Schwartzenmurtz, (Albin-Michel, 1977) ou l'esprit de Parti

B. Daniel Zimmermann, Les morts du lundi, Gallimard, 1978

(108) Voir chapitre suivant

8 - LE PASSAGE AU TROTSKYSME

- la polémique entre fédération PCF du Tarn et Garonne et Marcel Thourel

- le PCI de sa naissance à son éclatement

- l'activité du PCI en Tarn et Garonne

- les rapports de la région au PCI national : le responsable national

- Marcel Thourel et le trotskysme

8 - Le passage au trotskysme

Comment et pourquoi ce militant rompt-il définitivement avec une organisation à laquelle il était si profondément attaché ? Rupture politique majeure ! Comment celui qui en avril 1945 dénonçait les trotskystes, s'engage t-il au PCI ? La condition de son adhésion c'est la polémique qui l'oppose à la fédération du PCF du Tarn et Garonne.Polémique extrèmement violente dont il faut préciser le déroulement, le contenu, les raisons et les conséquences sur Marcel Thourel. Ainsi, il sera plus aisé de comprendre son cheminement d'août 1946 à la fin de l'année 1952.

Dans le numéro du 29 juin 1946, de l'Etoile du Quercy, hebdomadaire communiste du Tarn et Garonne, une mise en garde est publiée contre Marcel Thourel (1). Sa réaction ne se fait pas attendre. Il répond par une lettre, qu'il fait imprimer et envoie par la poste aux militants communistes du département dans la première semaine de juillet (2). La polémique ne fera alors que s'amplifier passant de l'invective à l'injure. Ainsi après plus d'un an de silence, Marcel Thourel se lance dans le combat pour s'expliquer, mais aussi pour se défendre contre les attaques dont il fait l'objet. Il s'insurge vigoureusement contre la direction départementale du parti qui a "le cynisme de publier contre (lui) une mise en garde rédigée avec une telle perfidie qu'elle ne vise à rien moins qu'à (le) présenter comme un traitre à la cause communiste" (2). Pourquoi la fédération du PCF du Tarn et Garonne a t-elle décidée de rendre publique son exclusion ? La réponse est à chercher dans les remous consécutifs à cette affaire. Il faut revenir en arrière. Le 30 janvier 1946, Richard Gallardo, vieux militant de la cellule Clara Zetlin de Toulouse, écrit à Marcel Thourel :

je suis très étonné que tu sois venu à Toulouse et que tu ne sois pas venu me faire une visite, pour me donner une explication en ce qui concerne la sanction qui a été prise contre toi par le Bureau Régional. Cela m'aurait mis au courant pour donner des précisions au comité de section duquel je fais partie comme responsable "aux cadres" ; mais malgré cela, je pose la question d'abord à la cellule et ensuite au Comité de section et une motion a été faite en ta faveur et transmise au Bureau Régional par l'intermédiaire de la section. Cette motion a été sans réponse ou certainement oubliée et c'est pour cela qu'à notre dernière

.....

(1) Des références à cette mise en garde sont contenues dans la lettre ouverte à mes camarades communistes de M.T. et aussi dans la brochure du PCF de Tarn et Garonne L'Hitléro-trotskysme. L'Etoile du Quercy (année 1946) resté introuvable. Les démarches effectuées à la BN, à la BDIC, ainsi qu'aux archives départementales du Tarn et Garonne ont été vaines

(2) Cette lettre fut imprimée à 1 000 exemplaires (fact. imprimerie DELMAS) du 13 Juillet 1946 Voir documents Tome III, p. 45

rencontre je pose encore cette question à l'ordre du jour devant le secrétaire administratif de la section ; la discussion a duré une demi-heure. Plusieurs camarades ont pris la parole en ta faveur et une motion a été votée et adoptée à l'unanimité par 25 voix. La cellule me charge de te demander si tu voudrais nous faire le plaisir d'assister à une réunion extraordinaire de cellule pour nous donner une explication. Cela nous le laissons à ta disposition le jour où cela te fera plaisir et le jour que tu trouveras le mieux à ta disposition à condition de me prévenir d'avance pour permettre de convoquer les camarades individuellement et convoquer un membre du Bureau Régional et le Bureau de la Section (3)".

Le 4 février 1946 (4), l'ex secrétaire à l'organistion se présente devant sa cellule.Georges Ducel et Clément Jourdan y représentent le Bureau Régional. Comment s'est déroulé cette réunion ? Marcel Thourel en est le principal acteur, et le seul témoin aujourd'hui survivant. Il affirme que les membres du Bureau Régional se sont violemment opposés aux militants de la cellule. Malgré tout, il reste discipliné. Il accepte la décision prise par la commission centrale de contrôle politique (5).

D'autres militants prennent position pour que son affaire soit ré-étudiée par le Parti. Alexandre Clamens, maire de Verdun sur Garonne,conseiller général du canton, candidat du parti aux élections générales d'octobre 1945, envoie une lettre au bureau fédéral le 7 septembre 1946. Elle rappelle le passé militant de Marcel Thourel et souligne qu'il a en "toutes occasions montré son attachement indéfectible à la ligne du parti". (6)

L'évènement, qui entraîne la mise en garde et la polémique, ne se trouve t-il pas dans une réunion du 22 juin 1946 à Verdun/Garonne. Dans sa lettre-réponse Marcel Thourel écrit :

"ils ont beau jeu de m'attaquer quand dans une réunion à Verdun/Garonne le 22 juin 1946, ils refusent d'entendre mes explications alors qu'une grande partie des camarades l'exigeait, ce qui permit à Monsieur P. Juge d'être gratifié de l'épithète de "lâche" (ce dont il ne se vante pas) par une militante qui, au moment du dan-

.....

(3) Voir documents Tome III, p 103

(4) Lettre de Paul Bloy vieux militant communiste

(5) Voir chapitre précédent

(6) Lettre d'A. Clamens du 7 Septembre 1945.

ger, aurait pu lui donner des leçons de courage" (7).

Lesattaques du PCF sont la conséquence des "remous" qui entourent cette exclusion. Elles ne font qu'accroître le malaise en raison de l'attitude de Marcel Thourel, qui se refuse au silence et va se défendre avec fougue et ardeur. Les premières conséquences de la mise en garde,-outre la réponse de l'intéressé-ce sont une série de prises de positions de militants qui se refusent à considérer leur ancien dirigeant comme un ennemi du parti. Il faut citer quelques exemples :

Ainsi cette adresse signée de Paul Vié (8) et envoyé du bureau fédéral du PCF et à laquelle s'associe Denis Caulet "ex-secrétaire du PC de Lauzerte" :

Comme tous les samedis c'est avec impatience que j'ai ouvert l'Etoile, mais aujourd'hui c'est avec une profonde stupéfaction que j'ai lu et relu l'article " mise en garde" écrit contre mon meilleur et excellent camarade Marcel Thourel. Je n'accepte pas et nous n'acceptons pas ceux qui le connaissons bien, les lâches propos que vous tenez contre lui. Pourquoi alors attendre un an et plus pour annoncer publiquement que c'était un "exclu du parti communiste français" ? La vérité à mon avis le voici : tant qu'il est resté dans l'ombre sans déjouer vos ambitions et vous dire nettement lavérité, vous l'avez ignoré, mais connaissant sa valeur et sa sincérité de vieux et vrai communiste, le jour où il a repris la parole, alors par un geste que je n'ose même pas qualifier, vous voulez le discréditer aux yeux de tous les camarades. Non, camarade, aujourd'hui en ce cas le bureau fédéral ne représente plus la pensée de tous les militants et moi personnellement je vous promets de laver mon camarade. Vous lui reprochez d'avoir écrit une lettre à Pétain en 1941, soit, mais qui de vous Messieurs n'avez-vous rien à vous reprocher ?

Dans les dernières années que nous venons de passer n'a t-il pas largement racheté son erreur ? Ceux qui l'ont connu dès 1936, au temps où il ne faisait pas bon s'intituler communiste, ne pourront pas se résoudre à considérer Marcel Thourel comme "individu" sans scrupules" (9).

Ce texte se passe de commentaires de même que la lettre de Georges Malville, retraité à Lauzerte, qui affirme "être véritablement scandalisé en ap-

.....

(7) lettre à mes Camarades Communistes de Marcel Thourel

(8) ami personnel de Marcel Thourel depuis leur rencontre en 1935 dans une boulangerie, où ils travaillaient ensemble. Militant communiste à la Libération

(9) archives M.T.

prenant que le camarade Marcel Thourel était exclu du parti" et de conseiller " pour la justice et dans l'intérêt du parti ... de bien vouloir faire une enquête sérieuse sur le cas du camarade Thourel ..." (10). La réponse de l'exclu va ouvrir la porte à une polémique qui durera longtemps et qui est une condition majeure de son adhésion au Parti Communiste Internationaliste, section française de la IVè internationale.

Il n'est pas inutile de revenir sur cette réponse, que contient-elle ? D'abord un rappel de sa position antérieure.

"Dans l'intérêt du parti j'aurai voulu que le débat ne fut pas rendu public,mon intention étant de répondre par le mépris aux attaques de ceux dont le courage ne fut jamais la principale vertu. Mais devant le refus d'entendre mes explications, la partialité de cette "mise en garde" et encouragé par de nombreux camarades qui m'ont connu, à leur tête dans la bataille, j'ai décidé de relever le défi, quelles qu'en soient les conséquences en reprenant la sublime devise de Vaillant-Couturier : "Pour un oeil les deux yeux, pour une dent toute la gueule".

Il poursuit par l'évocation de son "passé militant" de l'adhésion à l'exclusion. Il s'explique aussi sur les raisons de sa lettre au Maréchal Pétain (11). Enfin, il attaque le secrétaire politique du PCF, Pierre JUGE (12) "A ce Monsieur JUGE,je demanderai simplement ce qu'il faisait dans le Lot et Garonne lorsque les meilleurs militants étaient arrêtés. Lorsque je suisarrivé dans son département en 1943, il n'y avait rien d'organiser, ce qui ne l'empêche pas de se présenter au cours de la campagne électorale "comme un des pionniers de la résistance dans la région" (Voix du Midi du 25 mai 1946). Le même journal ne dit-il pas encore :

"Traqué par l'ennemi, il vécut durant de longs mois l'existence clandestine des maquis. Là, à la tête des groupes de FTPF, il devait harceler l'occupant, lui portant en maintes occasions des coups très durs".

Voilà comment Monsieur JUGE écrit l'histoire ! J'ai été bien placé ayant dirigé le Parti en Lot et Garonne en 1943-1944 pour affirmer que tout ceci est faux. JUGE peut maintenant jouer aux héros, la vérité est tout autre.

.....

(10) Archives M.T.

(11) Voir chapitre précédent

(12) Voir indications biographiques, Tome III, p. 170

Trois fois la direction clandestine du parti s'est réunie chez des Camarades à Aiguillon, et jamais elle n'a entendu parler de Juge. Bien mieux, j'affirme que jamais il n'a appartenu à une formation FTPF (je tiens à sa disposition une lettre de l'association nationale des FTPF qui est formelle à ce sujet). La seule chose qui me fit connaître sa présence à Aiguillon fut un acte d'indiscipline. En effet, malgré les directives du parti (que je tiens à sa disposition) il partit de chez lui le 6 juin à l'appel de l'A.S. et de la radio de Londres, pour aller échouer cinq jours après dans une ferme chez Laboulie à Armillac, où l'on devait le retrouver en juillet 1944 un mois avant la libération. Je l'envoyais ensuite en Tarn et Garonne sous la responsabilité de Raymond Peyres et ce n'est qu'une suite de circonstances favorables qui fit de lui quelques jours plus tard un secrétaire régional.

Ce sont peut-etre ces révélations qu'il craignait, en refusant de me laisser expliquer à Verdun"

Une caractéristique de cette polémique est qu'elle voit s'affronter des personnes sur leur attitude individuelle, bien au-delà des questions strictement politiques. En octobre 1946, le PCF fait éditer en Tarn et Garonne une petite brochure : l'Hitléro-trotskysme (13) Sur vingt-quatre pages, trois pages générales sur la définition de l'hitléro-trotskysme, neuf sur son "agent"Marcel Thourel, auxquelles il faut ajouter quatre pages qui contiennent le procès verbal de la CCCP, la lettre de Thourel au maréchal Pétain ; les huit dernières pages sont une série de témoignages, dont le but est de démontrer que Roger VIE et Pierre JUGE ont été réellement actifs dans la Résistance. Cette analyse démontre le caractère très personnalisé de la polémique. Il faut noter aussi la force et la vigueur des critiques de Marcel Thourel. Sa lettre imprimée ne fut qu'une première riposte ; elle fut suivie de plusieurs autres (14) :

- lettre à mes camarades communistes, du 20 juillet, ronéotypée, qui reprend l'essentiel de celle du 4 juillet,
- lettre de deux pages au bureau fédéral du 28 juillet, qui demande "la constitution immédiate d'un tribunal d'honneur devant lequel seront situées les responsabilités de cette affaire".

.....

(13) Voir document Tome III, p. 49 à 62

(14) Archives M.T.

- lettre de trois pages aux camarades de Lauzerte du 1er septembre, ronéotypée, qui réaffirme ses requêtes précédentes, et montre la détermination de son auteur. "Malgré la haine dont je fais l'objet, je continuerai à me défendre et à attaquer avec calme et confiance sachant que la vérité triomphe toujours du mensonge.

A partir de septembre, il en appelle "au combat révolutionnaire". C'est en août qu'il adhère au PCI. Le 4 septembre, dans une lettre à sa "camarade Jeanne" (15) il écrit : "je suis profondément imprégné de la doctrine de Marx et de Lénine, j'ai assez souffert pour cette cause, pour continuer à aller encore dans la bonne voie, LA VERITABLE VOIE, celle qui mène à l'émancipation des travailleurs à la libération des opprimés, à la fraternité des peuples, à l'anéantissement du Capitalisme, en tant que classe, à la Révolution Socialiste Mondiale. Mais pour cela, j'ai enfin compris qu'il était d'autres méthodes que la négation de la lutte des classes, la falsification du Marxisme, l'abandon de toutes les conquêtes du Peuple à la libération, et les parlottes parlementaires et ministérielles qui ne peuvent que chloroformer le Peuple" (16).

Il amorce dans cette lettre une critique de la politique et des méthodes du PCF. L'adhésion au trotskysme de Marcel Thourel semble être postérieure à sa dénonciation comme "agent hitléro-trotskyste" par le comité fédéral du PCF qui, dans une résolution, lors de la séance du 20 juillet 1946 s'exprime ainsi : "le comité fédéral a examiné les formes nouvelles que prend l'offensive réactionnaire et fasciste de notre Parti.

Il a constaté notamment l'utilisation par la réaction d'une arme nouvelle dans notre département.

Il s'agit de la 4ème Internationale Trotskyste qui est une filiale de la section étrangère du Parti National Socialiste Allemand créée en 1934.

Le Comité Fédéral étudie les mesures à prendre par notre Parti, pour lutter contre cette forme particulièrement dangereuse de l'activité fasciste.

Il demande à tous les militants d'appliquer ces mesures sans faiblesse et de renforcer leur vigilance pour faire échec aux ennemis de notre Parti.

.....

(15) Malou Rauzet, voir chapitre 5

(16) Archives M.T.

Le Comité Fédéral a décidé de prendre les mesures suivantes à l'intérieur du Parti. Ces mesures devront être appliquées par tous les militants sans exception.

1°) cesser tout contact personnel quel qu'il soit sous peine d'exclusion avec les exclus du Parti et entre autre avec les renégats et traitres :
Marcel THOUREL- ex-secrétaire fédéral à l'organisation de la fédération de la Hte Garonne. Actuellement domicilié à Montauban.
CUENNE, AMAURY, ex-membre du Bureau Fédéral du Tarn et Garonne, domicilié à Montauban.

Tous deux ont été démasqués comme agents de la 4ème Internationale Hitléro-trotskyste.

2°) démasquer comme des agents du fascisme, tout propagandiste de la 4ème Internationale qui tente d'infiltrer ces éléments dans nos rangs ; dans le but de désagréger notre Parti ou de lui imprimer une mauvaise orientation politique. Il faut les chasser impitoyablement sans les confondre cependant avec les "camarades qui se trompent".

3°) veiller au respect des principes d'organisation du Parti, au contrôle de l'exécution des tâches, qui permettant de découvrir rapidement tout individu suspect qui se serait infiltré dans le parti

4°) développer l'activité de nos cellules et l'éducation de nos militants. Lire en particulier l'article d'ETIENNE FAJON, dans les Cahiers du Communisme, numéros 5 et 6 des mois de mai - juin 1946, intitulé LE TROTSKYSME

5°) il s'agit aussi de consolider cet esprit de parti qui ne doit laisser passer aucune calomnie, aucune attaque contre le Parti ou ses dirigeants, sans démasquer ses auteurs, les stigmatiser comme faisant le jeu du fascisme

Il est du devoir de tout militant de se conformer à ces décisions du Comité Fédéral, ainsi nous ferons un parti toujours plus fort en mettant hors d'état de nuire la vermine trotskyste"(17).

.....

(17) Archives M.T.

Cette motion est révélatrice de l'attitude des communistes vis à vis des trotskystes assimilés aux fascistes et d'une peur exagérée de cette "ennemie" surestimée. On peut presque dire que Marcel Thourel adhère au trotskysme parce qu'il est dénoncé comme tel. Sa rencontre avec les continuateurs de Léon Trotsky est une rencontre forcée, rendue inévitable par la polémique et les dénonciations. Le futur responsable trotskyste note dans ses Souvenirs au chapitre intitulé "ma rencontre avec le trotskysme, le retour au source", *"il est évident que sans mon exclusion du PC lorsqu'elle devient effective, je n'aurai certainement pas rencontré le trotskysme"* (18). *Parce que tout espoir d'être réintégré disparaît, parce que la polémique creuse un fossé de plus en plus large entre le PCF et lui, parce qu'il ne peut se résoudre à ne pas militer il va rejoindre un courant minoritaire du mouvement ouvrier, qu'il combattait en avril 1945* (19). *Avant de voir la situation du "mouvement trotskyste en 1946, à l'échelle nationale et en Tarn et Garonne, il faut lui laisser la parole*(20).

"C'est par un hasard, dont la vie à le secret que je découvrais le Trotskysme. Un jour d'août 1946, alors que je prenais l'apéritif à VERDUN avec Alexandre CLAMENS, celui-ci me posa à brûle pourpoint la question : Sais-tu qu'il existe un autre parti communiste et qu'il publie un journal ? Bien que depuis un mois déjà je fus accusé d'être un agent trotskyste, mon ahurissement fut grand en apprenant que ce mouvement existait bien et publiait un journal. CLAMENS m'entraîna chez Félicie Larrieu, la marchande de journaux sur la place et pour la première fois je vis :

LA VERITE

Organe du Parti Communiste Internationaliste
(Section française de la IV° Internationale)

J'achète ce journal je le lis attentivement et d'entrée, je retrouve un langage qui me fut familier dans ma première année d'adhésion au PCF. Après m'en être entretenu avec quelques camarades de Montauban et Verdun, il fut décidé qu'à l'occasion d'un voyage que j'allais faire à Paris, pour mes affaires, je prendrais contact avec cette organisation jusqu'alors inconnue de nous et qu'à mon retour je donnerais franchement mon impression.

.....

(18) M.T. Souvenirs, p 520

(19) Voir chapitre 6

(20) M.T. SOUVENIRS, p 520 et 521. Témoignages de Jacques Privas (voir indications biographiques Tome III, p 174 à l'époque secrétaire national à l'organisation au PCI ; et de Milhaud, militanttrotskyste toulousain à la libération, aujourd'hui retraité à Paris, dans une lettre du 4 janvier 1979 il se souvient de Marcel Thourel "qui a adhéré au PCI à la lecture de notre hebdo "la vérité"

A Paris, j'eu une entrevue cordiale avec Pierre FRANCK (21) et Jacques PRIVAS, responsables à l'époque du PCI . Sans rien leur cacher de mon passé de stalinien et du motif avoué de mon exclusion du PCF, je leur dis que je représentais quelques camarades qui venaient de quitter le PC et que nous désirions des informations précises sur leur mouvement. Je les questionnais longuement sur les sujets les plus divers afin de bien situer leur position politique. J'appris beaucoup sur TROTSKY dont je n'avais rien lu, et pour cause, sur sa théorie de la révolution permanente confrontée à celle de Staline sur la construction du Socialisme dans un seul pays, la pression physique et la calomnie déversée sans trêve à l'encontre des militants, le fonctionnement du mouvement en tant qu'organisation internationale, la position à l'égard de l'Union Soviétique qui était celle de la défense inconditionnelle, bien que l'URSS soit considérée comme "un état ouvrier dégénéré"

Il adhère donc au PCI Mais que représente cette organisation ? D'où vient-elle ? Dans quelles conditions évolue t'elle ? Quels sont ses objectifs ?

En février 1944, se réunit une conférence européenne clandestine de la IV° Internationale à Beauvais, avec ses représentants français, belges, allemands et espagnols (22). Cette conférence adopte les "thèses sur la liquidation de la deuxième guerre impérialiste et la montée révolutionnaire", qui affirme que "la guerre a fait de l'Europe la principalepoudrière qui menace de ruiner l'ensemble de l'édifice capitaliste"... "La révolution allemande (restant) l'épine dorsale de la révolution européenne" (23). Le rôle des trotskystes en EUrope est de se préparer à la Révolution. Un moyen d'assumer cette responsabilité c'est l'unification des groupes trotskystes ; c'est une décision de la Conférence Européenne. En France, le parti communiste internationaliste (24) unifie le Parti Ouvrier internationaliste (25), le groupe d'Octobre (25) et le Comité communiste internationaliste (25). Seul un petit groupe "lutte de classe" se refuse à accepter la décision de la Conférence.

En septembre 1944, juste après la libération de Paris; la majorité du CC du PCI décide de maintenir l'orientation clandestine : on attend la révolution allemande ! L'effondrement prévisible à bref délai du III° Reich doit forcément l'enfanter ...

.....

(21) Voir indications biographiques Tome III, p 165
(22) La Vérité 1940-1944, journal trotskyste clandestin sous l'occupation nazie, EDI 1978, p 211 à 212
(23) Cité par Jacqueline PLUET, in Trotski et le trotskisme, Armand Colin 1971, p 7
(24) Craipeau Yvan, le mouvement trotskyste en France Editions Syros 1972, p 199

Ce n'est qu'un gigantesque avortement. L'heure n'est pas à la révolution mais à la reconstruction et à l'union nationale. Le PCI se bat à contre-courant. Il critique la politique du Parti Communiste Français qualifiée de politique de collaboration de classe. Le PCF mène un combat sans merci contre les trotskystes. Dès septembre 1944, la Vie du Parti donne des consignes aux militants :

" En ce qui concerne l'activité des provocateurs, les communistes doivent savoir qu'on songe, dans certains milieux à utiliser les trotskystes comme éléments de provocation contre notre parti. Pendant l'occupation, la Gestapo a fait publier par ses agents trotskystes un journal de provocation dénommé la Vérité. Dans ce journal, les agents trotskystes au service de la Gestapo attaquaient les patriotes qui se livraient à la guérilla contre les boches. Ils complétaient sur le plan de la provocation la politique d'assassinats d'otages instaurée par Hitler pour essayer d'effrayer les patriotes.

Les agents de l'ennemi qui ont publié ce torchon pour le compte de la Gestapo auraient dû être arrêtés déjà depuis longtemps ; or, nous savons qu'ils ont eu l'audace d'aller demander au ministre de l'Information l'autorisation de faire paraître leur journal trotskyste.

Le fait que ces provocateurs ont pu faire cette démarche, sans se faire arrêter immédiatement comme agents de l'ennemi est très significatif.

Nous n'avons pas oublié qu'en 1936, alors que notre Parti conscient des possibilités concrètes du moment, lançait par la bouche de Maurice Thorez le mot d'ordre :"il faut savoir terminer une grève" il se trouva des pivertistes truffés d'agents provocateurs pour attaquer notre Parti et essayer de lui faire perdre la confiance des ouvriers.

Nous pouvons nous attendre à voir se reproduire des provocations de ce genre, mais notre Parti prévenu des leçons du passé, aura tôt fait de montrer de tels éléments sous leur vrai jour, quel que soit le domaine dans lequel ils tenteront d'opérer, c'est à dire comme des provocateurs à la solde de l'étranger et des hommes de trust".(26).

.....

(25) Idem que (24) p. 195, voir aussi du même auteur Contre Vent et Marées, Savelli 1977, p 252/253 et Biard Rolan Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours, Belfond 1978, 412 pages

(26) La Vie du Parti, septembre 1944, p 32

D'agents des nazis pendant la guerre, les trotskystes deviennent pour le PCF, des provocateurs à la solde de l'étranger à la Libération. L'année 1945 est pour le PCI une difficile période ; il se défend contre les attaques dont il est l'objet (27). Le problème de légalisation de la Vérité son hebdomadaire national exprime bien cette situation. Les démarches auprès des responsables du ministère de l'Information, se heurtent à un refus. Le PCF est intervenu contre la légalisation (28). La Vérité continue à paraître illégalement et mène campagne pour la liberté de la presse. Elle n'obtiendra sa légalisation qu'à la fin de février 1946, près d'un an après la fin de la guerre Entre temps, en juillet 1945, le journal officiel a enregistré la reconnaissance légale du PCI. "Si bien qu'on assiste à ce paradoxe : une organisation dont la légalité est officiellement reconnue, mais dont le journal n'a pas le droit de paraître. (28).

En dépit des attaques, et d'accusation aussi fausses qu'énormes (par exemple, agents de la Gestapo,) le PCI va au cours des années qui suivent la libération enregistrer certains succès. A son échelle infiniment modeste, il gagne en nombre et en influence. Il dépasse le stade du groupe propagandiste. La situation générale offre un terrain favorable : difficulté de ravitaillement, accroissement de la productivité, inflation grandissante (29). La SFIO et le PCF contribuent à la reconstitution du pays. Seul, le PCI critique l'Union Nationale, et soutient toutes les revendications autant que le lui permet sa force militante, le rôle que ses militants ont joué dans le déclenchement de la grève chez Renault en avril 1947 en est un excellent exemple.(30)

Que représente le PCI en 1946 ? Il est difficile d'avancer un chiffre précis, faute de documents. Au IV° Congrès du PCI du 6 au 11 novembre 1948, cent treize mandats se répartissent sur les quatre motions présentées. Un mandat représente cinq militants, ce qui donne près de six cent militants. Ce chiffre souligne la faiblesse du trotskysme en France. Il faut noter - et c'est le point essentiel - que les années 1946 et 1947 sont malgré tout celles d'un accroissement important des effectifs du PCI. Dans le rapport moral du III° Congrès, (7 au 11 septembre 1946) Bleibtreu déclare "Le Parti recrute depuis sept mois, ses effectifs se sont accrus de 50 à 75%. Toutes les régions ont progressé ... l'immense majorité des nouveaux adhérents viennent du PCF (80 à 90%). Ce sont presque tous des militants formés occupant souvent des responsabilités

.....

(27) Roussel Jacques, Les enfants du prophète, n° 44 série B, Spartacus, p 36 et 37 "calomnies et gansterisme staliniens".

(28) Craipeau Yvan La libération confisquée , Savelli Syros , 1978, p 105/107

(29) Lacroix Annie - Salaires, prix et lutte revendicatives en 46/47 Cahiers d'Histoires de l'Institut Maurice Thorez, 1975 p 13-23 - p 167 à 214

(30)Voir Craipeau Yvan, la Libération confiquée, p 168 à 171,et Roussel Jacques op. cit. p41

à l'échellon de la cellule, de la section ou de la fédération" (31). Renforcement et renouvellement sont les caractéristiques conjoncturelles de cette petite organisation, animée par une volonté révolutionnaire, et agitée par de profond débats. De la libération à la fin de 1952, le PCI tint huit congrès.

1°) COngrès : Octobre 1944
2°) Congrès : Février 1946
3°) Congrès : 7 au 11 Septembre 1946
4°) Congrès : 6 au 11 Novembre 1947
5°) Congrès : 17 au 19 Juillet 1948
6°) Congrès : Janvier 1950
7°) Congrès : 14 au 16 juillet 1951
8°) Congrès : 15 au 16 Mars 1952

Cette liste montre bien l'importance des débats à l'intérieur de cette organistion. Il faut ajouter la liste des conférences nationales, dont l'objectif est de dégager le congrès du parti d'une discussion particulière... elles ont un mandat consultatif' (32).

* Conférence nationale sur la nature de l'URSS : 13-14 juillet 1947
* Conférence nationale : 13-14 Janvier 1949
* Conférence nationale pour l'unité : 25 Février 1951

Le PCI section française de la IV° internationale, participe aussi à la définition de l'orientation de celle-ci, au cours des congrès mondiaux ;

II° Congrès mondial : Avril/Mai 1948
III° Congrès mondial : Août 1951

Pendant les cinq années que Marcel Thourel passe dans le PCI, il est confronté à ce débat permanent qui se traduit au plan de l'organisation par des changements de direction. Ainsi le III° Congrès (Sept. 1946) provoque un renversement de tendance. Les partisans de l'ouverture du parti et de sa jonction avec d'autres forces révolutionnaires (jeunesse socialiste, éléments de la SFIO.. deviennent majoritaires face à une minorité qualifiée de sectaire. Cette nouvelle majorité sera renversée au IV° Congrès (Novembre 1947)au cours duquel s'affro

.....

(31) Bulletin Intérieur du PC. n° 41 - Août 1947

tèrent quatre tendances :

- la tendance "large" de la majorité sortante, animée notamment par Yvan CRAIPEAU,DEMAZIERE, FILIATRE, CHAUVIN (33) qui "propose le regroupement des forces révolutionnaire et condamne catégoriquement toute tendance au repliement ... toute tentative de sauvegarder une routine de secte" (34). Elle obtient quarante six mandats.
- la tendance "étroite" animée par Pierre FRANK et Jacques PRIVAS, qui analyse la période comme celle d'une "montée révolutionnaire", et qui refuse tout élargissement du parti au détriment du programme de la IV° Internationale. ELle obtient quarante huit mandats et devient ainsi la nouvelle majorité.
- la tendance CHAULIEU (35) du nom du pseudonyme de son auteur Castoriadis qui analyse le PC et la CGT comme les embryons d'une nouvelle classe exploitante, cherchant à établir sa domination comme enURSS et dans les démocraties populaires. Elle obtient onze mandats.
- la tendance GALLIENNE, animée par PENNETIER et GUERIN, qui défend la thèse du capitalisme d'Etat en URSS. Elle obtient huit mandats.

Ce IV° Congrès marque une étape importante dans l'évolution du courant trotskyste d'après guerre. Il marque le début d'une série de scissions qui vont aboutir à l'éclatement du mouvement. En 1948, les anciens majoritaires sont exclus (Demazière, Parisot ...) ou démissionnent (Craipeau, Chauvin) ; puis c'est la tendance Chaulieu qui quitte le PCI. En juillet 1949, la tendance PENNETIER-GUERIN rompt à son tour. Malgré tout, le PCI subsiste, bien que réduit et amoindri. Lors de la rupture entre Moscou et Belgrade (Juin 1948) il prend position en faveur du régime Tito. Il connaît pendant quelques temps un regain d'activité en envoyant des délégations de jeunes en Yougoslavie.

Sur le plan politique son évolution se confond avec la IV° Internationale. Les grandes divergences qui apparaissent dans cette organisation vont provoquer de nouvelles scissions. En 1951, Michel PABLO (Raptis) publie dans la revue de la IV° Internationale un article qui amorce l'idée d'influencer les PC occidentaux de l'intérieur. Cette politique devient celle de la IV° Internationale lors du Congrès Mondial de 1951 (36). Le PCI refuse majoritairement cette orientation. Une scission s'opère entre la majorité entraînée par Pierre Lambert

.....

(33) voir indications biographiques tome III, p 158
(34) La Vérité n° 197, vendredi 21 Novembre 1947
(35) Elle donne naissance - après son départ au PCI - au groupe "Socialisme ou Barbarie"
(36) Sur ce COngrès mondial et ses conséquences voir :

Frank Pierre, La quatrième internationale, Maspéro 1973 p 81/83
Marie Jean-Jacques, le Trotskysme, Flammarion, questions d'histoire 1970, p 73/81

qui par suite formera l'organisation communiste internationaliste (37) et une minorité animée par Pierre Frank . C'est le début d'une longue traversée du désert, qui prendra fin en 1968.

De &946 à 1952, les caractéristiques du PCI sont sa faiblesse numérique, l'importance du débat idéologique et politique et ses conséquences, et une politique qui se veut alternative et critique vis à vis de celle du PCF. Qu'en est-il en Tarn et Garonne ? Comment le PCI s'y constitue t-il ? Quel est le rôle de Marcel Thourel ? Pour répondre à ces questions il faut essayer de voir d'une part l'activité du PCI en Tarn et Garonne, et d'autre part, les rapports entre la structure régionale et nationale.

Pourquoi le mouvement trotskyste s'implante t-il en Tarn et Garonne, département presque exclusivement rural, dominé par le Radicalisme sans tradition d'extrême gauche ? Deux raisons qui s'additionnent et se complètent.

D'abord la situation politique générale et le rôle du PCF qui appelle à la reconstruction ; le corollaire de cet appel s'est le ralentissement des revendications économiques des travailleurs. Il est certain que cette politique pose quelques problèmes (38) dans son application. Ainsi en février 1946, au cours d'une assemblée d'informations du PCF en Hte Garonne, Georges FOURNIAL déclare qu'il faut " dénoncer les grèves, le sabotage, et la paresse, en respectant les mots d'ordre" travailler et produire" (39).

Il insiste et s'appuie sur le cas de deux ouvriers de l'ONIA, licenciés pour s'être absentés pendant les heures de travail. Inscrits tous deux au PC ils ont demandé à ce dernier d'intervenir en leur faveur.

Il leur a été répondu qu'ils étaient non seulement licenciés, mais encore radiés du Parti pour n'avoir pas fait leur devoir".

En Tarn et Garonne ce "malaise" se traduit par la démission d'Alexandre Clamens, maire et Conseiller général de Verdun/Garonne. Il envoie une lettre au Bureau Fédéral le 7 Juillet 1946, où il explique son refus de faire des réunions pour rendre compte de son mandant dans le canton :

.....

La Vérité, organe du CC de l'OCI, n° 583 septembre 1978 : quarantième anniversaire de la fondation de la IV° Internationale
Critique Communiste revue théorique de la Ligue Communiste Révolutionnaire, n° 25, Novembre 1978, Actualité de Léon Trotsky.

(37) A l'origine de l'OCI, il y a la création en 1952 du Parti Communiste Internationaliste Trotskyste

(38) mêmes si ceux-ci paraissent infimes dans l'ensemble du Parti Communiste

(39) Archives Bertaux Pierre. On peut citer aussi l'intervention de Henri DUPONT, le 18 juin 1945 lors d'une réunion du comité fédéral, qui stigmatise les journaux locaux qui ont pris position contre les 60 heures "et se mettent seulement aux ordres des trusts"

"Les électeurs nous avaient accordé leur confiance sur un programme précis, et lorsque les deux partis marxistes ont obtenu la majorité à la première assemblée constituante, cette majorité résultat de la volonté des masses attachées à la réalisation des points essentiels du programme du CNR, n'a pas été fidèles à ses engagements. La mise à la raison des trusts et Nationalisations effectives ;

L'épuration à tous les degrés ;

La punition des traitres !

La confiscation des bénéfices illicites ;

La répression du marché noir ;

L'harmonisation des prix des produits agricoles avec ceux des produits industriels et commerciaux ;

L'extension effective d'une retraite suffisante à tous les vieux travailleurs ;

étaient en effet, l'essentiel des réalisations qui conditionnent la renaissance française. Or, rien ou presque rien n'a été fait en vérité. Quant à moi, je considère qu'il appartenait au PCF, le plus grand des deux, d'obliger son partenaire SFIO à le suivre immédiatement dans la voix des réformes de structures ou de lui laisser la responsabilité entière de son reniement aux engagements pris. Mais tout au contraire, c'est la politique d'abandon qui a prévalu.

C'est pour cette raison, et en accord avec ma conscience, car je ne consens pas à être un instrument servile que je n'ai pas voulu et que je me refuse à aller devant les masses y défendre une politique d'abandons successifs que je condamne moi-même". (40)

Il termine par ces formules "Pause de 1936, pause de De Gaulle, pause de 1945". Cette lettre reprend les grands axes des critiques du PCI à l'encontre du PCF. Malgré tout, Alexandre Clamens n'adhère pas au PCI, il reste un sympathisant. Par contre, deux militants du PCF de Montauban, les frères Paul et Roger Bourgeade (41) démissionnent et annoncent leur adhésion au PCI. La lettre de Paul Bourgeade donne le ton. Elle est adressée au secrétaire de la Fédération Pierre Juge :

.....

(40) Lettre d'Alexandre CLAMENS du 7 juillet 1956, voir document Tome III, p 107

(41) Voir indications biographiques, Tome III, p 158

"Par la présente, j'ai l'honneur de t'adresser ma démission du PCF.

Adhérent du Parti depuis 1934, l'époque héroïque de "lutte de classe" appartenant à la promotion : Marcel Cachin" j'ai été élevé dans cet esprit et je le considère comme seul juste. J'étais alors aux Jeunesses Communistes et j'y chantai à pleine voix notre "jeune garde" et le ton ne baissait pas, lorsque j'arrivais aux paroles "demain si le peuple bouge" et au refrain on ajoutait "et les curés" . On restait des prolétaires sans patrie.

La ligne de conduite a beaucoup changé depuis et, pour moi nous avons pris la place des social- traitres de l'époque.

La J.C. a été assassinée par ses propres dirigeants. On a créé l'UJRF et ouvert les portes. Les curés sont entrés, ainsi que les jeunes fascistes. Plus tard, j'ai adhéré au parti ; c'était en 1937. La guerre approchait et l'on me recommandait d'être bon soldat ; je t'avoue bien franchement que je n'ai pu m'y résigner. Pour moi, la seule vue d'un képi galonné me donnait la nausée.

La défaite ! Pétain ! là encore j'ai été un militant du PCF. En compagnie de mon frère, j'ai aidé le Parti contre le fascisme; je reprenais espoir je croyais que le parti qui se forgeait dans la lutte clandestine sortirait grandi et plus combattif.

A la libération, là encore, je reste un militant du PC membre des Milices Patriotiques, jusqu'à leur dissolution par THOREZ. Et, sur votre assentiment, pour faire comme l'indique THOREZ une police républicaine, je m'engage dans les CRS. Un an dans cette formation m'a prouvé qu'on ne pactise pas avec la bourgeoisie et son chien de garde. "La police", police républicaine, je n'y crois plus parce que j'ai pu en juger; la seule police démocratique sera les MILICES POPULAIRES, LE PEUPLE EN ARME. Un communiste ne doit pas se faire le complice du régime capitaliste, mais le combattre.

Peu à peu, la doctrine marxiste Léniniste s'en va de chez nous. On oublie la lutte contre la réaction, contre les traitres. Vos représentants à la Constituante et au Gouvernement se mélangent avec les représentants de la réaction, sous couvert du tripartisme. On chante l'hymne à la production avec le ventre vide.

La lutte de classe est morte au PCF, et remplacée par la lutte pour la place. On couvre les murs de vos permanences du slogan "On est communistes pour servir, etc ..." et l'on se livre à toutes les intrigues pour devenir député. On écarte systématiquement les meilleurs militants pour les remplacer par des incapables.

On insulte les militants de l'illégalité et on loue les anciens légionnaires.

On recrute sans distinction : généraux, miliciens et autres collaborateurs.

A cela, je réponds "JE NE SUIS PLUS D'ACCORD ET JE M'EN VAIS". La lutte pour moi n'est pas terminée, je reste le communiste de 1936, celui des grèves victorieuses, celui de la lutte anti faciste, celui du combat pour la paix, celui qui considère que l'ennemi est dans notre propre pays, celui de la Révolution prolétarienne et des "Soviets partout".

C'est pour toutes ces raisons que je t'envoie ma démission. Je laisse le soin à votre bureaucratie de "continuer la France" JE VAIS AU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (section française de la IV° internationale) celle qui appelle à s'unir les Prolétaires de tous les pays, et prépare la Révolution mondiale" (42).

Si le refus de la stratégie du PCF est une des raisons de l'implantation du PCI en Tarn et Garonne, elle n'est pas la seule. La polémique et le ton de celle-ci sont une raison majeure. Il n'est pas exagéré de dire que l'antitrotskysme virulent et outrancier du PCF du Tarn et Garonne a été un facteur d'implantation du trotskysme. En octobre 1946, Pierre Lambert y séjourne. Le compte rendu d'une réunion du PCI à Verdun sur Garonne donne une idée de l'atmosphère :

"Au cours d'une réunion tenue par le PCI, à Verdun/Garonne et à laquelle assistaient près de 300 personnes, les calomniateurs furent confondus. Le camarade Thourel ancien responsable du PCF a démoli point par point les calomnies déversées sur son compte. Le responsable du bureau fédéral Vignoboul, s'acharnait contre un militant révolutionnaire qui a payé pour la classe ouvrière. Pas de chance, car après lui l'intervention d'unautre responsable du PCF, Vié, qui fit partie de la Légion de Pétain, fit s'effondrer l'argumentation mensongère. Il est d'ailleurs souligner que Vié se dégonflat lamentablement quand on lui demanda de signer par écrit ses calomnies. Toute la population de Verdun/Garonne peut juger la lâcheté de ces méthodes ... et de juger aussi le PCF qui les emploie " (43).

Qui sont les adhérents du PCI en Tarn et Garonne ? En octobre 1946, le PCI compte dans le département deux cellules : une à Montauban de quatre membres (Marcel Thourel, Paul et Roger Bourgeade, Simon Fabre) et une à Verdun/Garonne de six membres (44). Si à Montauban il est clair que l'adhésion est un refus de la

.....

(42) Archives M.T. et Jean René Chauvin. Tract du PCI région Tarn et Garonne, septembre 1946. Cette lettre sera publiée dans la Vérité n° 143 du 4 octobre 1946. Voi documents Tome III, p 63 à 66

(43) La Vérité, 18 octobre 1946

(44) Archives Chauvin, rapport sur les élections en Tarn et Garonne de Novembre 1946

politique du PCF, à Verdun /Garonne il s'agit beaucoup plus d'un refus des attaques contre Marcel Thourel. C'est autour de son cas (exclusion et polémique) que se cristallisent les efforts qui vont donner naissance au PCI (45). On ne peut manquer de remarquer que tous les adhérents du PCI dans le département sont d'anciens membres du PCF (46). Incontestablement Marcel Thourel en est l'animateur. Il est le candidat n° 2 sur la liste du PCI aux élections générales du 10 novembre 1946. Cette participation aux élections est la principale et la plus importante action du PCI, dans sa courte histoire dans le Tarn et Garonne. Comment avec seulement dix militants la direction centrale décida t-elle de s'engager dans la campagne électorale en Tarn et Garonne ? Le CC du PCI du 30 et du 31 mars 1946 adopte les trois critères suivants pour la présentation de candidats dans les circonscriptions :

"1°) celles où nous avons la force de mener une véritable campagne

2°) celles où nous mènerons un travail de propagande

3°) les circonscriptions ne nécessitent qu'un très petit nombre de candidats (47).

Le Tarn et Garonne remplit les conditions n° 2 et 3. Au cours du CC du 13 octobre 1946, un responsable intervient pour souligner "la situation particulière du Tarn et Garonne, et l'intérêt politique qu'il y a à exploiter cette situation (48). Jean René Chauvin, trotskyste de longue date (49) vient porter

.....

(45) En Isère, le cas de Jean Pierre Raffin-Dugens est à certains égards semblable à celui de Marcel Thourel. Voir Collin Paul, Jean Pierre Raffin-Dugens pélerin de Kienthal à travers trois Internationales, mémoire de maîtrise, UER d'Histoire, Histoire de l'art de Grenoble, 1972, 161 pages

(46) Le PCI en Tarn et Garonne avec ses particularités, reflète la tendance d'adhésion d'anciens membres du PCF. Les trotskystes analysent cette tendance comme significative "d'une crise"(voir article de la Vérité du 30 août 1946, Fissures dans le bloc monolithique du PCF. Le terme apparaît exagéré. En effet, en mars 1947, l'origine politique des militants du PCI donne 27% environ issus du PCF, soit près d'un tiers. Sur six cent adhérents cela fait près de deux cents militants, en rapport aux cinq cent mille membres du PCF de l'époque, la proportion est infime 0,04% ou 4 pour dix mille adhérents au PCF

(47) Bulletin intérieur n° spécial, mars 1946, compte-rendu analytique du CC du 30 et 31 mars 1946

(48) Bulletin intérieur n° spécial, compte rendu du CC du 13 octobre 1846

(49) Militant socialiste à Bordeaux en 1935, il adhère au parti ouvrier internationaliste en 1937. Il est déporté en 1943 à Buckenvald

main forte aux nouveaux et jeunes camarades du Tarn et Garonne. Il est tête de liste, devant Marcel THourel et Paul Bourgeade. Lespréparatifs de la campagne et la campagne elle-même sont dominées par les attaques du PCF. Pierre Juge, secrétaire fédéral et député communiste, demande l'annulation de la candidature communiste internationaliste, en raison du dépôt tardif de cautionnement Le préfet, par une lettre du 4 novembre 1946 lui répond que sa réclamation n'est pas recevable (50). Dans son rapport au CC sur les élections en Tarn et Garonne, Jean René Chauvin mentionne trois difficultés matérielles :

"1) interception de tout notre courrier par les staliniens de la Poste, à laquelle une plainte fut déposée

2) refus sous divers prétextes detous les imprimeurs Montalbanais d'éditer notre matériel depropagande électorale ; même après une intervention assez sévère du Préfet

Nous avons enfin trouvé un imprimeur de Toulouse qui réclame une provision et le paiement des heures supplémentaires nécessaires à la livraison des circulaires dans les délais imposés par le Tribunal.

3) manque de moyens de transport (auto et même bicyclette) indispensable pour une campagne électorale dans un département déjà mal déservi, nous fûmes alors obligés de consacrer plusieurs voyages au transport du papier à Toulouse et au retour du matériel imprimé" (51).

La campagne est marquée par un procès. Au coursd'un meeting à Montauban, un militant communiste Marcel Soubiran interpelle Jean René Chauvin et le qualifie d'"hitléro-trotskyste". Une plainte est déposée pour diffamation(52). Comme il est de règle en période électorale, le procès et le jugement sont immédiats. Le 8 novembre 1946 la sentance est rendue :

"Attendu que même tenus pour constants les propos incriminés dans les termes où ils sont reproduits par la citation ne sauraient en raison de leur caractère de généralités exclusif d'une personne nommément désignée, être considéré comme dirigés contre Jean René Chauvin, candidat habilité de la liste communiste internationalist

.....

(50) archives départementales 82 : dossier élections générales Novembre 1946

(51) archives Chauvin

(52) Témoignage de Maître AMALRIC avocat du PCI et de Jean René Chauvin

Que la proposition incriminée, jetée dans un débat par le prévenu dans le seul but d'atteindre un parti, dans une atmosphère de polémique particulièrement vive ne pouvait en rien atteindre Chauvin dont les brillants états de service dans la clandestinité, ainsi qu'il en a été justifié, retire toute portée aux allégations d'ordre général proférés au cours de laréunion.

Qu'au demeurant,il n'est nullement établi que de tels propos comportent l'intention de nuire à Chauvin quant à sa qualité personnelle. Que le prévenu ne saurait dès lors être déclaré coupable du délit de diffamation envers la partie civile dont la recevabilité a été admise.

Attendu que Soubiran est donc en voie de relaxe, et qu'il convient dès lors de condamner la partie civile aux dépens par ce motis.

Le Tribunal donne acte aux parties de leurs conclusions et réserves à toutes fins que de droit, déclare le prévenu en voie de relaxe des fins de la poursuite et condamne la partie civile aux dépens" (53).

Les conclusions du Tribunal augmentèrent encore lesdifficultés des quelques militants locaux du PCI, mais ils ne désarment pas. Ils continuent à organiser leurs réunions et à porter la contradiction dans celles desautres candidats. Selon le rapport de Jean René Chauvin, quatre réunions sont organisées et la contradiction est portée à cinq reprises "dans l'ensemble six mille personnes" furent les auditeurs des candidats trotskystes.

Les réunions contradictoires :

LIEU	PARTICIPANTS	ORGANISE PAR :
Verdun sur Garonne	200 personnes	SFIO - orateur BROUSSE
	200 personnes	Parti radical socialiste - orateur Jean BAYLET
Verdun sur Garonne	50 à 60 personnes	Parti Communiste Français - orateurs Pierre JUGE ou Roger VIE ?
Laguepie	3 000 personnes	Parti Communiste Français
Montauban	Env. 1 800 personnes	MRP - orateur Henri LACAZE

.....

(53) Archives M.T.

Cette dernière réunion donne lieu à une bagarre, conséquence de la dénonciation "de la collaboration du PCF avec le MRP" par Jean René Chauvin.

Les réunions du PCI :

LIEU	PARTICIPANTS	POINT MARQUANTS
Laguepie	100 personnes	Réponse de Thourel contre les calomnies du responsable local du PCF
Verdun/Garonne	100 personnes	Pas de contradicteur
Montauban	700 personnes	Attaque contre Thourel
Moissac	400 personnes	Réunion houleuse, intervention de militants PCF

Cette campagne est marquée par "la lutte sur des questions personnelles et sur des calomnies (54), mais aussi par un activisme forcené des nouveaux adhérents locaux. Les résultats sont faibles, à l'image de la faiblesse du PCI.

- Résultats comparés élections de 1945 et de 1946 :

	Suffrages exprimés	MRP	R.D (55)	R. S. (55)	PCF	SFIO	PCI
1945	77 744	12 974	12 649	18 053	14 039	19 729	
1946	78 750	24 511		20 840	16 232	16 121	1 046
Accroissement ou baisse de 1945 à 1946	+1 306 +1,68%	111 737 + 90%	-12649	+2 987 +16%	+2 193 +15,6%	-3 608 -18,2%	+1 046

(54) Rapport Chauvin, déjà cité

(55) R.D = républicain démocrate - R.S. = radical socialiste

Les voix du PCI sont issus très certainement des nouveaux électeurs (1 306) et d'une partie des voix socialistes qui ne se reportent pas sur le candidat SFIO (- 3 608 par rapport à 1945). Le PCI ne prend pas de voix au PCF. Si l'on compare les voix du PCI en Tarn et Garonne à ceux recueillies dans les autres circonscriptions, on voit qu'elles se situent dans la moyenne générale obtenue :

Circonscriptions	Total des voix	% des suffrages exprimés
Seine et Oise	13 390	3,3%
Marne	3 060	1,7%
Puy de Dôme	3 391	1,6%
Savoie	1 392	1,3%
Tarn et Garonne	1 046	1,3%
Seine (3° circons.)	5 120	1,2%
Seine (5° circons.)	4 469	1,2%
Finistère	3 937	1
Loire inférieure	3 614	1
Rhône (1ère cir.)	2 507	1
Isère	2 454	1
Bouches du Rhône (1ère cir.)	3 513	0,95%
Nord	3 120	0,95%
Seine (1ère circons.)	3 120	0,3%
Gironde	2 642	0,3%
Creuse	662	0,7% (56)

Il ressort surtout de cette campagne que le PCI agit contre les attaques du PCF, qui sont le plus souvent personnelles. En fait, toutes les actions que mènent les trotskystes dans la région, ont cette même caractéristiques. Trois exemples : un meeting à Toulouse, les municipales d'Octobre 1947 et la solidarité envers les travailleurs vietnamiens en France.

Le n° 178, La Vérité, annonce un meeting du PCI et du groupe communiste internationaliste, respectivement section française et espagnole de la IV° internationale, qui doit avoir lieu à TOulouse le dimanche 13 juillet 1947. Les orateurs prévus sont Roura pour le CGI et THourel pour le PCI. Le meeting n'aura pas lieu (57). La Vérité rend compte ainsi de l'évènement (58).

.....

(56) La Vérité, 22 novembre 1946

(57) Témoignages : Milhaud , militant trotskyste toulousain

(58) La Vérité, 18 juillet 1946

"Dimanche dernier à Toulouse, les sections locales du PCI et du GCI avaient organisé un meeting de solidarité avec les travailleurs espagnols en lutte contre le fascisme franquiste. Tout cela ne faisait pas évidemment l'affaire des staliniens toulousains. De bonne heure, avant l'ouverture des portes, un grand nombre d'élément envoyés par le parti communiste français se placèrent à l'entrée du local où devait avoir lieu la réunion.

Nos camarades prirent la parole dans la cour pour exposer que comme d'habitude, au meeting trotskyste, serait offerte la tribune aux contradicteurs et réclamèrent la présence d'un responsable dirigeant stalinien local pour assurer la démocratie de la discussion. Les staliniens naturellement n'acceptèrent pas, préférant se produire dans une attitude digne des pires troupes de chocs fascistes, provoquant l'indignation de nombreux travailleurs venus nous écouter.

Aux municipales d'Octobre 1947, le PCI, région du Tarn et Garonne diffuse un tract qui demande :

" - un salaire minimum vital garanti par l'échelle mobile des salaires et le contrôle ouvrier sur les prix
- le contrôle populaire du ravitaillement
- pour le retrait des troupes française d'Indochine,

Pour exiger des Municipalités ouvrières :

- le soutien actif des luttes revendicatives
- la suppression des subventions aux écoles des curés et leur transfert à l'école laïque
- la réquisition des locaux vacants pour les travailleurs mal logés
- le contrôle permanent des travailleurs sur la municipalité par la publicité des débats
- l'obligation d'un compte rendu périodique de mandat
- la révocabilité des élus ne représentant plus leurs électeurs" (59)

Il se termine par des consignes de vote ;

" nous appelons donc les travailleurs de Tarn et Garonne et en particulier les 1045 qui se sont prononcés pour le PCI aux dernières élections à voter pour les listes d'Union Républicaine et Résistante présentée par le Parti Communiste Français en rayant d'un trait le nom des 5 premiers candidats politiciens arrivistes

.....

(59) Tract - Le PCI aux travailleurs de Tarn et Garonne, archives Chauvin

qui n'ont rien à voir avec le Communisme, imposés anti-démocratiquement à la base, et en ajoutant la croix + préférentielle devant les noms des militants les plus honnêtes et les plus dévoués à la classe ouvrière"(60).

En fait, la consigne de rayer les cinq premiers candidats est valable pour Montauban. Elle vise les membres de la direction départementale du PCF, dont Pierre Juge. La Vérité publie le 21 octobre 1947, un petit article éloquent du correspondant montalbanais : "le basile Pierre Juge est **jugé** par les électeurs. En appelant à voter ouvrier, le PCI stigmatise comme il se devrait les calomniateurs staliniens dont le député P. Juge, est le plus beau spécimen"et de se réjouir que les électeurs "l'aient renvoyé à la deuxième place". L'Etoile du Quercy journal communiste, paraît au lendemain du scrutin sous le titre, Qui barre toute la page une, "Un français sur trois a voté communiste". Au-dessous dece titre un encadré en gros caractères mentionne :
"A Montauban, malgré la violente campagne anti-**communiste** nous passons de 5 c
lers en 1945 à 7 conseillers. Les camarades Pierre Juge, Jean Vignoboul et Roger Vié rentrent à la municipalité, c'est la réponse des républicains aux calomniateurs trotskystes, agents de la réaction.

A Verdun/Garonne la liste d'Union républicaine et résistance conduite par Jean Clemens, membre du bureau fédéral est élue en entier et gagne 200 voix sur les dernières élections malgré la campagne acharnée des Hitléro-trotkystes et autres réactionnaires" (61).

Dernier exemple de ce conflit permanent entre le PCF et le PCI : le soutien aux travailleurs vietnamiens en France. A Montauban, il y a un camp qui regroupe près de cinq cent vietnamiens. Dans les journées du samedi 21 janvier au dimanche 1er février 1948, sur tout le territoire français, les forces de police procèdent à cent vingt six arrestations (62). "C'est ainsi que le samedi 31 janvier entre 17 et 19 heures, plus deux cent CRS, venus en camions, cernèrent le camp indochinois de la route de Paris, cependant que trois inspecteurs de la police de Montauban procédait à l'arrestation de trois dirigeants du camp (63). Les trotskystes montalbanais ont de bonnes relations avec les travail-

.....

(60) idem 59
(61) L'Etoile du Quercy, n° 213 26 octobre au 2 novembre 1947
(62) La Vérité, 13 février 1948, et bulletin d'information du comité de défense des travailleurs vietnamiens n° 1, août 1948
(63) L'Etoile du Quercy, n° 228 - 8/15 février 1948

vietnamiens. La position du PCI sur l'indépendance du Vietnam y contribue. Là encore, il apparaît comme doté d'une politique plus nette que celle du PCF (64). Face à la répression et à l'initiative des vietnamiens, un tract protestant contre l'arrestation et la déportation des travailleurs indochinois à Montauban comme en France, est diffusé dans le département. Il est signé du PCF, du PCI, de l'UFF, du FN et de la CGT. Le bureau fédéral du PCF s'insurge"bien qu'en accord avec le contenu du tract, nous ne saurions associer notre parti aux traites de la classe ouvrière et aux collaborateurs fascistes qui sont les hitléro-trotskystes (65). D'après Marcel Thourel les responsables vietnamiens n'avaient pas indiqué au PCF, que le PCI était co-signataire du tract.

C'est dans cette atmosphère d'attaques continuelles, qu'évolue le PCI, et son principal animateur et initiateur Marcel Thourel . Le poids de l'isolement se fait vite sentir. Il écrit à Jean René Chauvin :

"il semble que nous soyons écrasés sous le poids d'une tâche insurmontable. Il y a des moment où c'est désespérant. L'activité se déploie surtout dans le domaine de l'organisation, notre faiblesse et la multiplicité des tâches qui nous incombent expliquent pourquoi les tâches d'organisation dominent sur lestâches politiques" (66). Le 16 mars 1947 se réunissent à Toulouse des militants de la Hte Garonne et du Tarn et Garonne.

Marcel Thourel présente le rapport d'organisation (67). Il fait état de la situation actuelle du parti, du sentiment des militants :

"L'impression d'isolement qu'ont ressenti ces camarades, leur inaptitude à la lutte d'opposition ont entraîné malgré le succès obtenu pendant la dernière campagne électorale, un certain ralentissement de travail et de propagande et d'organisation.

Il nous a semblé aussi que toutes les énergies isolées dans d'autres départements tels le Lot et l'Aveyron, risquaient de se perdre parce que manquant de contact et ne bénéficiant pas de l'esprit de solidarité qui se créé dans la lutte.

Pour toutes ces raisons, nous proposons à la conférence de ratifier l'Unification des Forces du Parti dans une seule région qui aurait son siège à TOulouse et dont la direction qui doit sortir de cette conférence serait composée de militants des différents départements dans lesquels doit se manifester notre activité".

.....

(64)Madjarian Grégoire, la question coloniale et la politique du PCF 1944/1947 - Maspéro 1967, 281 pages. Delon Michel et Formosa Maryelle, l'expression du tripartisme en 1947 et l'opinion publique toulousaine d'après la démocratie et le patriote, mémoire de maîtrise, UER D'histoire Toulouse le MIrail p 82/97

(65) L'Etoile du Quercy, n° 233, 14 au 21 mars 1948

(66) Lettre de M.T. du 8 janvier 1947 à J.R Chauvin, archives Chauvin

(67) Voir documents toma III, p 111

Le schéme de la nouvelle organisation c'est celui du PCF en 1935.

"nous pouvons envisager l'Organisation de la nouvelle région de la façon suivante :

L'ensemble des cellules d'un même département forment un rayon et travaillent sous la responsabilité du Bureau de Rayon. L'ensemble des rayons contrôlés par la direction régionale.

Nous devons envisager la tenue des réunions de cellule, au moins deux fois par mois. Réunion des directions de rayon tous les 15 jours, réunions de la Direction Régionale tous les 15 jours. Enfin, tous les deux mois, assemblée générale de tous les militants sur la base départementale ou régionale suivant les possibilités".

La deuxième parti de son exposé a trait aux problèmes qui concernent la propagande. Pour lui, il faut simplifier, clarifier le discours du parti, c'est une "condition essentielle... (de) la pénétration de nos mots d'ordre dans les masses". Il propose de demander au CC que :

"le matériel édité par ses soins soit plus clair et moins confus dans ses textes afin qu'il soit placé à la portée intellectuelle des masses que nous avons à convaincre, notamment de la paysannerie de notre région, souvent primaire et peut être rebutée par l'effort intellectuel à fournir pour nous comprendre".

Ce souci de l'organisation et de la clarification des débats est constants dans la pensée de Marcel Thourel ; sa participation au débat et à la vie du PCI à l'échelon national en témoigne.

Marcel Thourel participe au CC du PCI dès 1947 en tant "qu'invité". Il n'y est élu qu'à partir du IV° congrès du 6 au 11 novembre 1947 comme membre titulaire (68). Il en fera partie jusqu'au VII° congrès (14/15/16 juillet 1951) (69) où il ne se représente pas. Il occupe ses responsabilités en pleine crise du mouvement trotskyste, crise qui ne va s'intensifiant pour aboutir à l'éclatement de 1952. Quel est son attitude dans lesdébats ? Qu'apporte t-il au PCI ?

L'année 1947 c'est celle du conflit ouvert entre la majorité (Craipeau, Chauvin ..) et la minorité (Franck, Privas...), c'est aussi celle du débat sur

.....

(68) La Vérité, 21 novembre 1947

(69) Bulletin intérieur PCI

la nature de l'URSS qui voit s'affronter quatre tendances qui vont de l'interprétation de l'URSS comme "état ouvrier dégénéré" à l'analyse du capitalisme d'Etat". Le PCI vit en état de débat permanent. Marcel Thourel et Paul Bourgeade participent à la session du CC du 25 et 26 mai 1947. Les diverses tendances s'y affrontent avec véhémance. De retour à Montauban, les deux représentants de la région Garonne rédigent un texte sur leurs impressions et sur les propositions qui, pour eux, en découlent. Cette contribution donne une idée de leur état d'esprit. Ils commencent par expliquer les raisons de leur lettre, au titre évocateur "Pour l'Unité du Parti" (70).

"C'est avec un esprit dégagé de toute conception partisane que nous formulerons ici certaines remarques. En effet, il est connu que notre région n'a pris position pour aucune des tendances qui se manifestent dans le parti. Bien mieux, les travaux du CC nous ont fortifiés dans cet esprit de neutralité qui peut devenir une plate-forme de rapprochement et de conciliation, tâche essentielle dont peut dépendre l'avenir du Parti.

Peut-être nous reproche t-on notre position comme étant la résultante d'un sentimentalisme petit bourgeois ou de la déformation subie pendant de longues années d'appartenance au PCF. Nous pensons quant à nous, exprimer la pensée de nombreux nouveaux venus au Parti issus, pour la plupart du PCF (c'est le cas pour la totalité des militants de notre région) qui ne comprennent pas que des discussions internes minent le parti dans une période ou celui-ci a de gros efforts à fournir vers l'extérieur pour gagner la classe ouvrière à des conceptions révolutionnaires".

Ils mettent en valeur trois questions. D'abord le problème des tendances ; la manière dont elles se sont exprimées aboutissent à affaiblir et même à "tuer le parti" dont "nous sommes d'avis que les tendances, de par leur jeu régulier sont d'un apport riche pour le Parti, qu'elles normalisent la démocratie intérieur, qu'elles prémunissent le parti contre tout espoir d'arbitraire et de contrainte, mais qui dit tendances ne doit pas sous-entendre clans hostiles qui sous prétexte d'une clarification politique au travers de la discussion de tendances affaibliraient et tueraient le parti au lieu de le sauver".

Ils dénoncent ensuite le désintérêt des responsables nationaux, pour la province et le fonctionnement trop "parisien" du C.C. :

Nous avons eu l'impression que le CC voyait trop le parti au travers

.....

(70) Bulletin intérieur n° 40 juillet 1947, voir documents Tome III, p 114

de la région parisienne et pas assez au travers de la province dont il a rarement été question au cours de la discussion.

Nous aurions été désireux de voir le CC se pencher sur la situation des régions et devoir s'intéresser davantage aux questions d'organisation pour lesquelles on semble manifester quelques répugnances. Faut-il rappeler qu'il ne suffit pas de déterminer une ligne politique juste, mais que c'est par l'organisation qu'on le fait rentrer dans la vie".

Ils reprennent enfin les thèmes développés par Marcel Thourel dans son rapport pour la conférence de la région Garonne. C'est un nouvel appel à une meilleure organisation dans le parti, et à plus de clarté dans les débats.

"Enfin, dernière constatation, le C C se doit de travailler avec plus de méthode et de discipline (remaniements continuels de l'ordre du jour, résolutions longues et indigestes, etc ..) il doit s'habituer à présenter au parti des textes moins longs et moins confus et dont le contenu soit davantage à la portée intellectuelle de la base ; et ceci est valable pour tout le matériel intérieur qui n'est pas toujours lu et compris par les camarades et, nous avons souvent protesté contre cela. Mettez-vous à la place du paysan de notre région qui, à la saison actuelle travaille de 12 à 14 heures par jour, et, à qui le soir on donne comme délassement un texte interminable à lire, auquel, par ailleurs, il ne comprend rien ? Comprenez aussi que si le C C est trop intellectualisé (et nous en avons fait la constatation), la base du parti est composée aussi de primaires, bien souvent aussi des camarades presqu'illétrés, et c'est avec ceux-là aussi qu'il faut construire le parti. Vous n'êtes pas à la direction d'un cercle d'intellectuels d'avant-garde, mais d'un parti prolétarien".

Pour eux, l'alternative est simple, ou le parti perpétue ses divisions et il se transformera en secte, ou il se ressaisit et affirme son unité, condition de son essor.

"Nous mettons nos espoirs dans le Congrès et dans sa bonne présentation car dans l'état actuel des choses, c'est du Congrès que dépendra ou un essort du Parti ou sa liquidation.

Ou nous resterons un petit groupe miné par des contradictions internes, aveuglé par la discussion et incapables de jouer un rôle dans l'Histoire, ou nous seront un parti capable de gagner la confiance de la classe ouvrière et de la faire progresser dans la voie révolutionnaire.

Pour nous, nous avons choisi. La classe ouvrière a besoin pour diriger sa lutte d'un parti et non d'une secte. C'est ce parti qu'il faut forger et que nous forgerons.

Si nous ne réalisons pas cela, il ne nous restera qu'à assister impuissants au défilé de l'Histoire et à nous lamenter sur le sort d'une classe ouvrière dont nous n'aurons pas compris les aspirations et que nous n'aurons su ni organiser, ni entraîner au combat".

Cette résolution est adoptée par les membres de la région du Tarn et Garonne du PCI, les membres de la région toulouse du PCI, et les membres de la JCI de Toulouse. Tous les espoirs sont dans le IV° congrès, qui, pour eux doit ressouder le parti. Or, ce congrès est celui du début de la crise du mouvement trotskyste. La majorité sortante est battue. Deux mandats séparent les deux prinicpales résolutions. (48 contre 46). Les deux mandats du Tarn et Garonne se portent sur les ex-minoritaires. Choix politique ? Accord avec la nouvelle orientation ? Il ne semble pas. Marcel Thourel n'en a pas mémoire :

"Au Congrès national, de 1947, le premier auquel je participais, la majorité change, battue par deux mandats. Pour des motifs dont je n'ai pas gardé le souvenir, la région Tarn et Garonne avait décidé de porter ses deux mandats sur la motion minoritaire. A vrai dire, les différences me paraissaient peu sensibles entre les thèses en présence au moment du Congrès, elles ne semblaient porter que sur des questions secondaires de tactique, mais soulevaient toujours de passionnants débats" (71).

La raison de vote de Tarn et Garonne est plutôt le résultat d'une part del'influence de Toulouse, où la "direction est minoritaire" (72) et d'autre part et surtout un désaveu de la direction sortante, consécutif à son rôle lors de l'arrestation de militants trotskystes à Toulouse en février 1947. Après une distribution de tracts qui dénonce la guerre impérialiste au Vietnam, Léo Rosenberg, secrétaire de la cellule toulousaine est arrêté et inculpé d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat. Le 20 février 1947, dans une lettre

.....

(71) M. T. Souvenirs, p 566

(72) Lettre de M/T. du 20 mars 1947 à J.R. Chauvin, archives Chauvin. La direction du PCI soutenait la tendance Privas/Frank

adressée au secrétaire national (73) Rosemberg l'accuse de "négligences" de "carence complète sur le plan juridique" et transmet "un blâme" voté à l'unanimité par la cellule de Toulouse. Les cellules du Tarn et Garonne s'y associent. C'est certainement cette affaire qui a décidé les militants de Montauban et de Verdun/Garonne et leurs délégués au IV° Congrès, Marcel Thourel et Roger Bourgeade à se rallier à la résolution politique soutenue par Frank et Privas. Rapidement, les conséquences et exclusions se succèdent (74). Le découragement gagne les militants. Les premiers touchés sont ceux de province, où le découragement est accru par l'isolement. C'est aussi cet isolement, qui alimente le profond sentiment d'unité au niveau interne.

Marcel Thourel est un bon exemple de ce type de militant provincial, besogneux et évoluant dans un milieu peu favorable, où rien ne vient conforter le choix et l'action politique. Il met en lumière le décalage entre la province et Paris dans les petites organisations, dont la base militante est essentiellement parisienne, et décalage aussi entre les intellectuels et les manuels. Pour les uns, le plus important est d'exister, c'est à dire d'agir : la condition essentielle c'est une unité de parti. Pour les autres, le problème majeur est la définition de l'orientation et la direction du parti. Les antécédants politiques de Marcel Thourel ex-militant du PCF, expliquent aussi cet attachement à l'unité du parti, à une organisation rigide, qui rejete la laxisme et l'improvisation, ainsi que son attitude "réservée vis à vis des tendances. Jean René Chauvin met en valeur ces traits dans une lettre : "Je te félicite de te laisser embrigader dans aucune tendance. Pense par toi-même et ne te laisse pas influencer par des camarades qui n'ont souvent qu'un vernis théorique. Tu as sans doute des déformations staliniennes inévitables, mais tu as l'expérience d'un travail de masse qui manque à la plupart d'entre nous" (75).

.....

(73) Bulletin intérieur, mars 1947

(74) Rapport moral du V° Congrès, juillet 1948, qui souligne "les effets de la scission de l'aile opportuniste Demazière". Il s'agit pour le rapporteur "d'un découragement provisoire". Une contribution à la discussion de ce Congrès présentée par M Hebert, Cartier, Houdonc, précise "les régions de province auxquelles toutes les directives ne savent montrer de sollicitude qu'à la veille du Congrès, s'étiolent, se dissolvent ou adhèrent aux organisations centriste".

(75) lettre du 24 mars 1947 de J.R. Chauvin à M.T. archives Chauvin

Félicitations qui n'empêcheront pas le choix du Tarn et Garonne, de la résolution PRIVAS, choix rendu quasi obligatoire par le jeu des tendances.

Les nombreuses scissions qui aboutissent à l'éclatement du PCI, l'isolement qui s'accroît avec le départ des frères Bourgeade de Montauban, en janvier 1950, le choix de l'entrisme dans le PCF au Congrès mondial de la IV° Internationale, qu'il lui est impossible de traduire à son niveau personnel, font que progressivement il quitte le PCI. "En 1952, fatigué par un combat continué presque en solitaire, et par les nombreuses scissions auxquelles j'avais assisté , je quittais sans bruit le PCI en conservant toutefois de bonnes relations" (76).

Pendant plus de cinq ans, il milite dans ce mouvement, qui est pour lui d'un grand apport au plan idéologique et théorique.

La participation aux nombreux débats (77) qui traversent le PCI de 1946 à 1951 lui apportent un certains nombres d'éléments théoriques et d'analyses, qu'il ne possèdent pas au moment de son adhésion.

"Au PCI j'ai assisté en de multiples réunions à des débats théoriques d'une grande richesse et sans limitation d'aucune sorte. J'ai acquis là les premières données réelles de la doctrine Marxiste Léniniste. Les discussions préparatoires aux congrès dans les organisations de base, étaient libres de toute barrière qui en aurait limité la portée (78).

Il approfondit sa culture politique, par la lecture de divers ouvrages :

TROTSKY - la révolution trahie
leur morale et le nôtre,
histoire de la révolution russe,
la révolution permanente,

.....

(76) M.T. Souvenirs, p 524

(77) il organise avec les militants du Tarn et Garonne deux camps nationaux de formation, réunissant chacun quelques cinquantaine de militants :
août 1947 : camp national des cadres du PCI à Verdun/Garonne auquel il participe en tant qu'élève
août 1948 : camp national des cadres du mouvement révolutionnaire de la Jeunesse à Montauban

(78) M.T. SOUVENIRS, P 563

Victor SERGE - S'il est minuit dans le siècle
Destin d'une révolution
Confession d'un révolutionnaire

Il fait sienne l'analyse trotskyste de la dégénéresence de l'URSS et la reconnaissance et l'analyse du phénomène stalinien. Le stalinisme est pour lui "le fléau de l'Union Soviétique et la lèpre du mouvement ouvrier international " pour reprendre les mots de TROTSKY. Mais le stalinisme n'est pas seulement en URSS. "Le mot stalinisme ne recouvre pas des comportements contraires au socialisme seulement en Union Soviétique ; il recouvre aussi toutes les déviations, les abus et les erreurs commisdans les Partis Communistes non encore arrivés au pouvoir " (79).

Son exclusion est pour lui une illustration de ces "déviations dans le Parti Communiste, qu'il définit comme stalinien. Le stalinisme en est l'explication. C'est au travers des épreuves qui le frappent et dans l'adhésion au trotskysme que Marcel Thourel rompt définitivement avec le premier parti auquel il a adhéré. Rupture politique, alimentée et enrichie par les lectures, les débats de ces cinq années, mais fidélité au socialisme, nouvellement défini.

"Avoir le courage de reconnaître le stalinisme comme une perversion du socialisme ne signifie pas rejeter le socialisme. Au contraire en ce qui me concerne, passée la période de désillusion qui suivit l'élimination brutale, ma foi dans le socialisme s'en trouva renforcée. Un peu comme l'expiation d'avoir pendant dix années vanté le modèle d'un socialisme qui n'en était que grossière caricature, un nouveau combat s'imposait à moi, pour prouver que le socialisme pouvait s'instaurer et s'épanouir, débarrasé des contraintes et des carcans qui ont tant fait pour ternir son image. Depuis cette époque, j'ai eu foi en un socialisme respectueux de la liberté et de la dignité de l'homme, ce que plus tard on appellera "le socialisme à visage humain".

Ayant admis de façon définitive que le socialisme sans liberté ne peut être le socialisme, ma voie était désormais tracée ; tel sera le sens, le seul, qu'il faut donner à mon engagement politique depuis 1946 jusqu'à ce jour (80).

.....

(79) M.T. Souvenirs, p 537

(80) M.T. Souvenirs, p 558

Enfin, dernier apport ou plutôt leçon qu'il tire de son passage au PCI; c'est la nocivité des tendances". Il parle d'une des maladies endémiques du trotskysme la "scissionnite" (81).

"Le côté négatif de l'expérience : j'ai pu vérifier la nocivité des tendances au sein d'une organisation, lorsqu'elle sont poussées aux limites extrêmes qui en font un parti dans le parti et rendent, de ce fait les cassures inévitables.

Voilà pourquoi au cours de mon cheminement politique ultérieur, j'ai toujours refusé de me laisser enfermer dans une tendance qui en arrive à privilégier l'action minoritaire à l'action globale. Si j'ai toujours admis que diverses sensibilités traversent un mouvement et puissent s'y exprimer librement, ce qui me semble être la forme la plus élevée de la démocratie interne, je n'entends pas voir ces sensibilités se critalliser sur des positions immuables" (82).

Fort de cette expérience, toujours animé par une "soif" de militantisme, il ne reste pas longtemps inactif ; avec son camarade Pierre Couchet, lui aussi ex-dirigeant du PCF, il reprend le chemin de l'action dans la Nouvelle-Gauche ....

.....

(81) M.T. Souvenirs, p 567

(82) M.T. Souvenirs, p 572

9 - L'ADHESION AU MOUVEMENT SOCIALISTE : DU PSU AU PS

- Aux origines du Parti Socialiste Unifié
- Le PSU en Tarn et Garonne de 1960 à 1974
- Le responsable à l'organisation
- Le militant local à Grisolles
- Le PSU : espoirs et déceptions
- La scission de Novembre 1974
- L'adhésion au P.S
- Les responsabilités et le rôle de Marcel Thourel au PS

9 - L'ADHESION AU MOUVEMENT SOCIALISTE ; du P.S.U. au P.S.

Pendant deux années, 1953 et 1954, MarcelThourel n'a pas d'activité militante. L'isolement, l'éclatement du mouvement trotskyste en sont les raisons. Ce passage à vide se traduit par une activité professionnelle importante. Elle est en partie aussi une conséquence de ce temps mort dans l'action militante, en raison du travail qu'elle demande. Mais l'inactivité militante prend vite fin. La rencontre de Pierre Couchet, ex-secrétaire du PCF du Tarn et Garonne avant-guerre, amorce cette reprise. De la Nouvelle Gauche à l'Union de la Gauche socialiste, l'ex-militant trotskyste va cheminer dans diverses petites organisations qui vont par fusions successives donner le Parti Socialiste Unfié (1). Il faut voir ce que sont ces diverses organisations et comment il s'y insère de 1954 à 1974.

Le hasard d'une rencontre avec Pierre Couchet est l'occasion pour Marcel Thourel de renouer avec l'activité militante.

"En 1954, lors d'une rencontre rue Michelet, il me parla de la NOUVELLE GAUCHE qui venait de se constituer en France, et dont il voulait créer un comité sur Montauban. Il avait pris des contacts avec quelques militants intéressés et m'invita à une réunion qui eut lieu dans un café de la rue de la Résistance, aujourd'hui disparu Nous étions une dizaine réunis autour d'une table COUCHET, DESTREM, THÉROND, GRANIÉ, LACUBE, ETCHEVERRY, et quelques autres dont le nom m'échappe. La NOuvelle Gauche étant créée, il fallait se battre pour en faire, non un groupuscule, mais un parti politique" (2).

Pierre Couchet dès 1953 tente de regrouper à Montauban quelques personnes dans le "comité montalbanais pour un regroupement démocratique". Ce comité s'inscrit dans la tentative de rassembler des militants qui rejettent à la fois la SFIO et le PCF. Les élections de 1951 vont être l'occasion et l'élément déterminant pour la création de ces comités, qui sont à l'origine de la Nouvelle Gauche.

Autour de la"France Observateur" futur Nouvel Observateur, les "neu-

.....

(1) Bravo-Castro Mathilde et Porté Dominique, le PSU en Tarn et Garonne, des origines à 1973, mémoire de maîtrise. Université de TOULOUSE LE Mirail, 1976, 143 pages. Ce chapitre emprunte la plupart des données contenues dans ce mémoire collectif.

(2) M.T. Souvenirs, p 545

tralistes de gauche" se regroupent et présentent des candidats. Les candidats de "Cartel des Gauches Indépendantes" et de l'"Union neutraliste" recueillent environ 8 000 voix chacun, soit 2,5% des suffrages.

A partir de 1951, Jacques Nantel de la Jeune République (3) va essayer d'organiser les militants qui ont soutenu les campagnes électorales. En 1953 est créé avec le "centre d'action des gauches indépendantes"(CAGI) avec Jacques Nantet, Charles d'Aragon, Yves Deschelles, Jean Rous, Jean Arthuis. En province sur le même modèle se créèent des groupes indépendants.

C'est le cas du comité montalbanais pour un regroupement démocratique qui compte une trentaine de personnes. Les journées nationales d'études des 29 et 30 mai 1954 aboutissent à la création d'un comité de liaison et d'initiatives pour la Nouvelle Gauche". (CLING). Des délégations du CAGI, de la JR de l'Union progressiste (4) et des groupes de province y participent.

Le 4 et 5 décembre 1954, le Congrès du CLING ne réussit pasà fondre toutes les composantes dans un parti unique et le CLING est reconduit, à peu de chose près, sous le nom de "Comité National de la Nouvelle Gauche" (CNNG), Dans le même temps les groupes "Nouvelle Gauche" de province se structurent en une fédération des groupes unis de la Nouvelle Gauche (FGUNG). Les dirigeants de droite de la J.R tentent de créer un nouveau cartel avec les "groupes d'action pour l'indépendance et le progrès social" de M. Capitant, Vallon ... Ce nouveau cartel reçoit le nom "d'Union démocratique du travail" (UDT) (février 1955) ; pour briser cette manoeuvre, l'union progressiste et le CAGI invitent l'UDT à participer au "Comité National de la Nouvelle Gauche" en même temps que la J.R... Le 13 juin 1955, le bureau des "groupes indépendants-Progrès" décide le rattachement de ces groupes à la fédération Unie de la Nouvelle Gauche". Après des négociations délicates, le Comité directeur de la fédération unie dela Nouvelle gauche devient l'élément dirigeant de l'ensemble et au congrès en Novembre 1955 fonde enfin le mouvement uni de la nouvelle gauche. A ce congrès constitutif le groupe du Tarn et Garonne est présent. Deux des initiateurs refusent cette fusion : la J R et l'Union Progressiste.

Ce mouvement uni est donc fort composite. Il regroupe d'anciens trotskystes, d'anciens SFIO, d'anciens radicaux des gaullistes de gauche, des chré-

.....

(3) La jeune république fut créée en 1912. Ce mouvement s'affirme républicain contre les injustices sociales et se veut réformateur ... En 1955 la J R se veut parti socialiste. La J R emprunte une partie de son vocabulaire et de ses analyses au marxisme mais rejette vivement la tradition léniniste et stalinienne. La JR comprenait beaucoup de catholiques, ainsi au marxisme sera ajouté les thèmes personnalistes. La J R peut être qualifiée de groupe progressiste

(4) Mouvement politique créé en 1950 à la suite du renvoi des communistes du gouvernement en 1947, contre la mise à l'écart duPCF : on y trouve des catholiques, des radicaux, des socialistes ...

progressistes, des hommes venus au socialisme à travers la Résistance,etc... Toutes ces "sources" ont comme souci commun la création d'une organisation ouverte au courants de la gauche qui rejetent à la fois le stalinisme et la social démocratie profondément compromise dans les entreprises colonialistes.

Le Congrès des 12 et 13 novembre 1955 établit la chartre, le programme et les statuts du "Mouvement Uni de la Nouvelle Gauche. La chartre adoptée définitit la Nouvelle Gauche comme "mouvement populaire exprimant la volonté des masses en lutte contrel'oligarchie capitaliste, s'attachait aux travailleurs salariés et à leur alliés naturels de la paysannerie et des classes moyennes", comme mouvement démocratique au seinduquelil est permis à chaque courant de s'exprimer et comme "mouvement travaillant à l'avènement du socialisme ..." ce qui implique en particulier, l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production, d'échange et de crédit qui s'opposent aux intérêts de la collectivité". Le programme insiste sur la défense des libertés et de la laïcité, la démocratisation de l'enseignement, la réduction du service militaire, la non-utilisation du contingent outre-mer et pour un statut des objecteurs de conscience. Outre mer, il affirme ledroit des peuples à disposer d'eux mêmes. Les quelques militants de la Nouvelle Gauche en Tarn et Garonne présente leur contribution au deuxième congrès (8/9 décembre 1956), cette proposition comprend cinq points :

Premier point : la motion de Tarn et Garonne demande "que le congrès décide de la transformation du mouvement en un parti politique" d'où la proposition de proscrire la double appartenance. La proposition de transformer le mouvement en parti n'est pas acceptée (5) et la double appartenance est maintenue.

Deuxième point : il est proposé au congrès national de proclamer la Nouvelle Gauche socialiste, démocratique, laïque et révolutionnaire. Lespropositions tarn et garonnaise, ne seront retenues qu'en partie. En effet lors du deuxième congrès dans la motion générale, intitulée "Principes socialistes de la Nouvelle Gauche", la Nouvelle Gauche se qualifie de populaire, de socialiste, et de démocratique. Le problème de la laïcité n'est cependant pas abandonné et se retrouve dans la motion d'unification avec le Mouvement de Libération du Peuple -MLP -) où l'on peut lire : "la neutralité (philosophique) doit être garantie par la laïcité de l'Etat et de l'Ecole, et elle doit être respectée aussi bien vis à vis des doctrines et des Eglises que de tout autre système philosophique ".

.....

(5) Motions diverses votées au IIIème Congrès. Bulletin d'information du MUNG supplément n° 1 (nouvelle série 10 janvier 1957

Troisième point : Il est demandé au congrès "de souligner que le parti sera à la fois national et internationaliste". Ce souhait se retroufe dans la large place faite aux problèmes internationaux dans la motion générale(Europe, Algérie, Moyen Orient, Hongrie ...).

Quatrième proposition : l'élaboration d'un programme d'action immédiate sur l'Algérie d'abord (repris dans la motion générale) et sur la question de l'Unité Syndicale. La motion tarn et Garonnaise propose que "le parti s'élève contre la politisation des syndicats ... et s'engage à tout faire pour hâter l'unité syndicale qui ne peut se faire que dans la démocratie ..." Ce point ne transparaît pas dans les diverses motions finales du congrès.
Cinquième et dernière proposition : l'accélération de laquestion de la fusion avec le MLP. Là dessus, le MUNG semble unanime puisqu'on peut lire : "le deuxième congrès du MUNG donne pouvoir au prochain congrès national pour changer le titre de l'organisation,au cas ou le congrés de fusion avec le MLP ne serait pas décidé dans les six mois,et de l'appeler dans ce cas "Nouvelle Gauche socialiste "

Dans cette motion on peut percevoir l'influence de la pensée politique des deux ex-dirigeants communistes, qui insistent sur la nécessité de créer un véritable parti d'abord, mais aussi un parti démocratique, socialiste, révolutionnaire et internationaliste. Cette volonté fonde l'attitude profondément unitaire de la NG du Tarn et Garonne. Le congrès national du 9 décembre 1957 admet la fusion avec le Mouvement de Libération du Peuple;l'Union de la gauche socialiste est née. En Tarn et Garonne, l'addition des deux petits groupes réunit près de vingt cinq militants.

"P. COUCHET participa seul au premier congrès national. Je fus ensuite délégué avec lui au congrès de Décembre 1957 qui se prononça pour la fusion avec le MLP (Mouvement de Libération du Peuple). C'est à ce congrès que je fus frappé par le nombre d'anciens responsables trotskystes participant à ce congrès en qualité de délégués : CHAUVIN, MAURIN, FAVRE-BLEIBREU, etc ... eux aussi, avaient choisi l'efficacité" (6).

Efficacité maître mot de la conception de Marcel Thourel de l'action politique. Ce souci est constamment présent chez ce militant. Pendant

.....

(6) M.T. SOuvenirs, p 575 Marcel THourel membre de l'UGS reste en contact avec ses anciens camarades trotskystes ; ainsi en juin 1957, il rédige un article pour le cinquantenaire de la révolte des Vignerons du Midi, publié dans la Vérité, organe du PCI - voir documents Tome III, p 38

près de cinq années, il participe à l'activité patiente et réduite de ces petits groupes qui finiront par donner naissance au P.S.U. Cette activité est essentiellement tournée contre la guerre d'Algérie. De 1955 à 1959, le nombre d'adhérents s'accroît progressivement. De 25 adhérents en 1957, l'UGS regroupe quarante et une personnes au début de 1959, dont quatre ex-membres du PCF.

Origine politique des membres de l'UGS au début de 1959 :

ORIGINE	NOMBRE	%
Nouvelle Gauche	16 dont 4 P C	39
M.L.P.	11	26,8
Inconnus	14	34,2

Le 5 avril 1960, l'UGS, le PSA (Parti socialiste autonome) et le groupe tribune du communisme (7) fusionnent. Le PSU est né. Il représente environ trente mille adhérents. (dont 1/3 de l'UGS et 2/3 du PSA). Il faut essayer de voir à grands traits l'évolution du PSU en Tarn et Garonne, des origines à 1974, pour mieux comprendre le rôle de Marcel Thourel à travers ses responsabilités au plan de l'organisation du parti, et son activité locale à Grisolles. Les quatorze années passé au PSU du Tarn et Garonne faites d'espoir et d'échec, d'illusions et de désillusions sont un moment important de sa vie de militant qui restera à apprécier.

Les caractéristiques du PSU Tarn et Garonne sont d'abord sa faiblesse numérique constante et un renouvellement rapide des effectifs. Ensuite un activisme qui se traduit par une activité électorale quasi constante et un travail extra-électoral tout aussi important ; enfin un soutien largement majoritaire de la petite fédération des directions qui se succèdent à la tête du PSU.

.....

(7) Briard, Roland, op. cit., p 356

La fédération du PSU du Tarn et Garonne, faiblement implantée (8) ne dépasse pas le seuil des soixante dix membres de 1961 à 1973 :

Année	1961	1967	1968	1969	1970	1973
Nbre de militants	69	49	55	55	68	64

Autre caractéristiques, le renouvellement de ces militants ; la comparaison entre les dates d'adhésion des militants de 1970 à 1973 est éloquente :

	1970		1973	
	Nombre	% Déterminés	Nombre	% Déterminés
1960	12	19,05%	8	12,70%
1960	7	20,63%	5	15,87%
1961	6		5	
1965	3	12,7%	3	6,34%
1966	1			
1967	4		1	
1968	10	47,62%	5	26,99%
1969	10		7	
1970	10		5	
1971			7	38,1%
1972			6	
1973			11	
Indéterminés	3		1	

.....

(8) Autre élément de cette faiblesse, la répartition géographique :
1960 à 1962 : Montauban, Castelsarasin, St Antonin, Labastide St Pierre Escatalens, Puycornet
1962 à 1970 : 2 sections - Montauban, Castelsarasin, Moissac
1971 à 1973: 3 sections - Montauban, Castelsarasin, Moissac, Grisolles

Ce tableau montre la fluidité des effectifs du PSU, la jeunesse de ses adhérents et leur petit nombre. Pour 1970, près de la moitié des adhérents (47,62%) est composée de militants ayant pris leur carte entre 1968 et 1970 ; pour l'année 1973, 38,1% sont des adhérents de 1971, 1972 ou 1973 ; toujours pour l'année 1973, 65,09% des militants ont moins de six ans d'adhésion. Un parti très jeune par les années d'adhésion de ces membres, mais aussi un parti qui, de 1970 à 1973, voit près du tiers des adhérents, puis du quart qui sont entrés avant 1960 ou entre 1960 et 1961. En fait en 1970 et en 1973, on peut dire qu'il y a deux blocs d'adhérents ceux de la naissance du PSU (39,68% en 1970 et 28,57% en 1973) et ceux de l'après 1968 (47,62% en 1970 et 65,09 en 1973). Petite fédération à l'évidence, Roland CAYROL la place en 69ème position en 1969 (9).

Si la base militante du PSU est réduite, elle est aussi très active. Unexemple, l'activité électorale, de 1960 à 1974 de façon presque constante, des candidats sont présentés aux diverses élections :

VOIR TABLEAU CI-APRES

.....

(9) CAYROL ROland, La PSU et l'avenir socialiste en France, Le Seuil, p34 et 35

1961 - Juin	Cantonales : douze cantons renouvelables	Six candidats : Montauban, Caussade, Lauzerte, St Antonin, Montpezat, moyenne des suffrages exprimés : 3;03%
1962 - Novembre	Législatives : deux circonscriptions	1 candidat sur 2 circonscription - moyenne (des suffrages exprimés) 3,55%
1954 - Mars	Cantonales	1 candidat à MontaubanOuest moyenne (des suffrages exprimés) 4,8%
1965	Municipales	A Montauban dans la liste d'Union des Gauches - 2 candidats = 2 élus
1967	Législatives	Pas de candidature
1968	Législatives	1 candidat dans la 2ème circonscription - moyenne des suffrages exprimés : 3,59%
1970	Cantonales	3 candidats : Montauban Ouest 4,04 Bourg de Visa 9,35 Moissac 6,78
1971	Cantonales partielles	Moissac 6,00
1973	Législatives	2 candidats : 1è Circons. 2,40 2è Circons. 2,22
1973 Septembre	Cantonales	3 candidats à Moissac 4,96 à Castelsarasin 5,81 Grisolles 3,70

Cette activité électorale importante, si l'on tient compte du nombre de militants, a plusieurs effets sur le PSU de Tarn et Garonne.Elle grève les finances du petit nombre de militants (sur vingt quatre participations électorales, le PSU atteint six fois la barre des 5% et obtient donc le remboursement ; dix huit fois, il doit combler par ses propres moyens, les dépenses de la campagne). Ces échec répétés ont une influence sur le moral et l'état d'esprit des militants, les résultats faibles ne sont pas à la mesure de l'énergie déployée et des espoirs pré-électoraux. Cette question explique - en partie - le renouvellement des militants du PSU.

La petite fédération déploie son activité aussi au niveau extra-électorale, par exemple àpropos de la guerre d'Algérie, thème constant d'interventions multiples jusqu'en 1962 . ELle mérite amplement la définition générale que donne du PSU, Alain Lancelot "parti de mobilisation militante".

Le souci principal de cette petite fédération est d'essayer de se développer, de s'implanter plus largement. C'est dénominateur commun de la plupart des militants. Cela explique, sans doute, le soutien constant qu'ils ont assuré aux directions successives du PSU.

De 1960 à 1974, le PSU en Tarn et Garonne se bat pour réaliser l'union de la gauche, sans exclusives, c'est à dire pour la reconciliation du courant socialiste et du PCF(10) . 1968 ouvre une nouvelle période, il devient le parti de l'union de la gauche vraiment révolutionnaire, il joue le rôle de trait d'union entre les groupes "gauchistes" et la gauche traditionnelle. C'est aussi de 1968 à 1973, la période de son affirmation, comme force potentielle et comme candidat au regroupement des "révolutionnaires" (11). Cet espoir de regroupement, de dépassement de la seule structure PSU, est vivace. La signature du programme commun, et la renaissance du Parti Socialiste à Epinay en 1971 changent les données de la situation. La "vague unitaire" qui précède et suit l'élection présidentielle de 1974 et l'échec de l'éparpillement de l'extrême gauche précipite et fixe les positions, qui donne lieu à la première véritable crise du PSU en Tarn et Garonne.

.....

(10) Nania Guy, Le PSU avant Rocard - Editions Robot, 1973, p 253

(11) VOir Briard Roland, op. cit., p 280 à 307 et Borella François, Les partis politiques dans la france d'aujourd'ui, Seuil, 1973, p 223 à 217

Comment Marcel Thourel milite t-il dans cette organisation ? Quelles responsabilités assument-ils, et de quelles manière ? De 1960 à 1973, il est membre de la direction fédérale avec la charge de responsable de la Commission d'organisation.

Dès la constitution du PSU - fédération Tarn et Garonne, il est membre du comité fédéral. Il y est constamment réélu jusqu'au VII congrès fédéral le 6 décembre 1973, où le rejet de la motion qu'il présente entraîne son départ. Lors du congrès constitutif de la fédération du PSU Midi-Pyrénées, le 21 octobre 1972, il est élu membre du bureau régional et chargé de l'organisation avec un autre militant du Tarn et Garonne, Jean BOURGAREL. Pendant quatorze années, il participe comme respondable de la commission organisation à l'activité et au développement du PSU. Ce travail s'oriente dans trois directions : d'abord la défintiion des règles internes de vie des organisanismes départementaux du PSU, ensuite l'organisation des débats internes (Congrès fédéraux), enfin la participation à l'implantation du PSU.

Le projet de règlement, concernant la vie intérieure des organismes du PSU dans la fédération de Tarn et Garonne, présenté par la commission fédérale d'organisation et accepté par le Conseil Fédéral dans sa séance du 17 novembre 1961, sera après discussions, amendements et corrections, adopté par le congrès fédéral de février 1962.

Marcel Thourel et Jean BOURGAREL en sont les principaux rédacteurs, et auteurs. Avant de voir le contenu de ce règlement, et les structures du PSU de Tarn et Garonne, il faut noter que les deux hommes se lieront au fil des ans et de leur activité commune militante d'une forte amitié qui les conduira à suivre le même chemin et à réagir de façon identique dans de multiples situations.

Il faut revenir aux structures du PSU tarn et Garonne.

- la cellule de base : la section

L'organisation de base, c'est la section. Les statuts stipulent que "les membres du parti forment des sections locales ou des sections d'entreprises". Les sections territoriales ont la possibilité de se scinder en "groupes de quartier", dont le but est de s'occuper de l'action locale, de la propagande, et de l'examen des questions politiques. Plusieurs sections dépendant d'une même fédération peuvent se grouper, en union de sections, avec l'accord exprès de la fédération.

Chaque section adopte un règlement intérieur et élit ses propres organes directeurs. C'est généralement une "commission exécutive" qui dirige la section ; la commission élit à son tour un bureau adminsitratif, dont le secrétaire de section et le trésorier.

- la fédération

Les sections forment en principe, une fédération unique dans chaque département. Toutes les fédérations sont territoriales. C'est là le principe fondamental sur lequel reposent les fédérations. Chaque fédération obéit aux dispositions de son règlement qu'elle a librement adopté. Elle a aussi un bulletin intérieur. Chaque fédération est dirigée par le congrès fédéral, dans les limites des décisions des congrès nationaux, et dans les limites de ceux-ci et ceux-là, par les conseils fédéraux. Seuls, ces deux organes sont statutaires. Mais le règlement intérieur des fédérations prévoit l'existence d'autres organismes.

L'instance supérieure de la fédération : le congrès fédéral.

Il élit le conseil fédéral, la commission fédérale de contrôle (dont le but est le contrôle des finances, et des comptes), la commission fédérale des conflits, la commission fédérale d'application des statuts, et les délégués de la fédération au COngrès National. Le congrès fédéral adopte les motions et résolutions à soumettre au Congrès National, et donc se réunit obligatoirement avant chaque congrès national. Seul, le congrès fédéral peut modifier le règlement intérieur de la fédération.

L'organe de la direction du Parti : le Conseil Fédéral

Les membres, nous venons de le voir, sont élus par le Congrès. Il est le seul organe de direction dans l'intervalle des congrès fédéraux. Il tient une réunion au moins une fois par mois. Le nombre de ses membres est aussi fixé par le congrès.

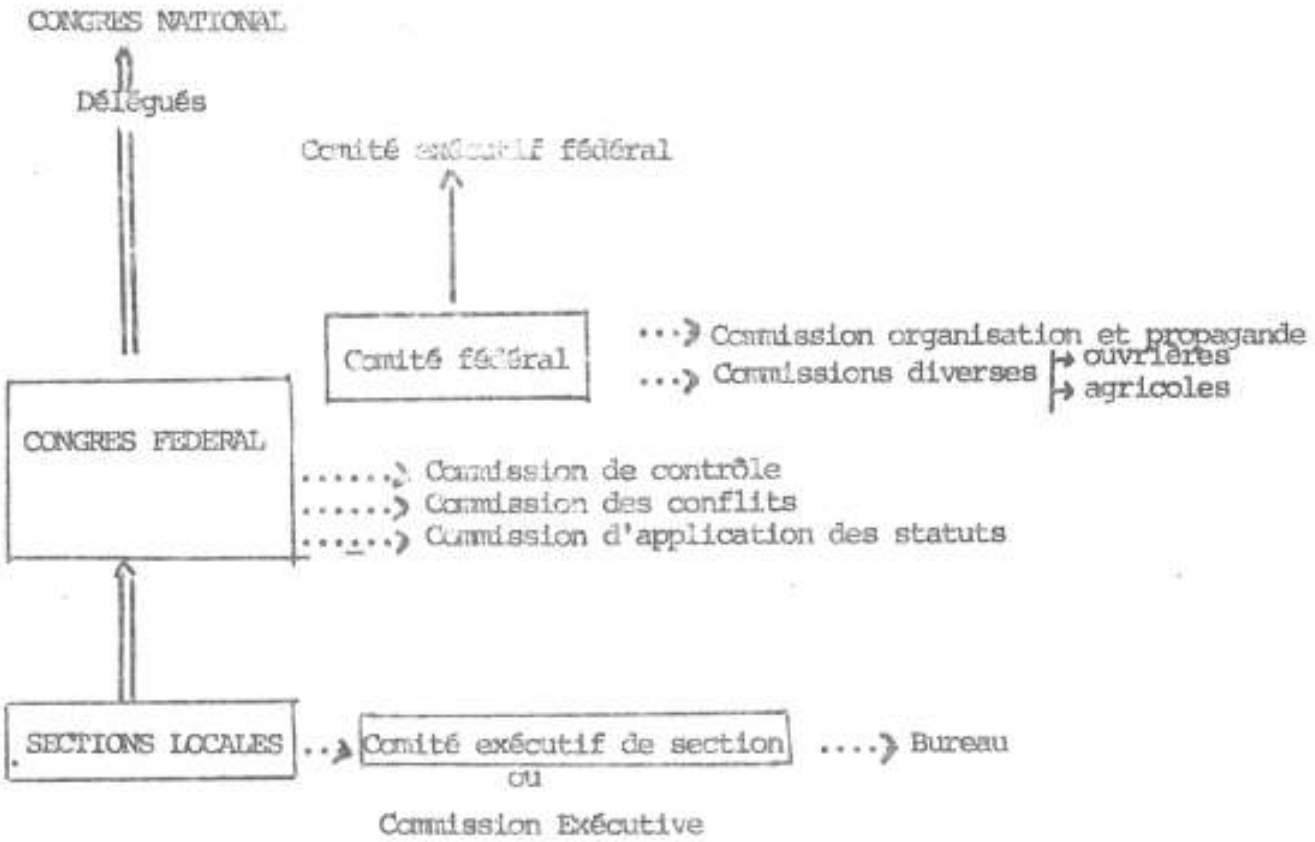
L'organe d'exécution : le comité exécutif fédéral

Il est composé de membres élus par le CONSEIL fédéral et pris dans son sein ; il assure l'exécution des décisions du conseil fédéral dans l'intervalle de ses sessions ; il assure la liaison avec la direction nationale et avec les sections de la fédération ; il coordonne l'action du parti dans tous les domaines ; il prend des initiatives en ce qui concerne le travail courant, sauf lorsqu'il s'agit de décision politique engageant le Parti (dans ce cas, le conseil fédéral est le seul habilité pour prendre des décisions) ;

il comprend plusieurs membres : un trésorier, un secrétaire politique (liaison avec la direction nationale, et les sections pour les questions politiques, fixe l'orientaiton politique dans les réunions du parti et du journal fédéral, assure la représentation publique),un secrétaire administratif (convocation, procès-verbaux, centralisation et conservation des archives ..) un responsable presse, deux responsables de la commission organisation et propagande qui s'occupent de tous les problèmes touchant à ces questions.

Les organes de travail : les commissions

Elles sont composées de membres qui ne sont pas obligatoirement des militants assurantdéjà des responsabilités aux divers échelons du parti. Elles sont constituées par le conseil fédéral et placées sous sa seule responsabilité. En dehors de la commission d'organisation et de travail, les autres commissions (ex.agricole, ouvrière ...) sont facultatives, la périodicité de leur réunion n'est pas obligatoire. Elles rendent compte de leur activité au conseil fédéral. Seules les commissions des conflits, de contrôle et d'application des statuts sont élues et responsables devant le Congrès.



Cette structure fédérale est définie par les statuts nationaux, du PSU (12). Par contre, le règlement intérieur est propre au Tarn et Garonne. Marcel Thourel et Jean Bourgarel y précisent les attributions de chacun des membres du Comité exécutif fédéral, ils insistent particulièrement sur le responsable de la commission d'organisation et de propagande, et sur ses tâches :

- liaison avec les responsables nationaux pour les questions d'organisation et de propagande
- liaison avec les responsables à l'organisation et propagande dans les sections,
- répartition du matériel de propagande dans les sections
- impression du matériel de propagande, d'éducation et d'information intérieure et extérieure-
- organisation de l'affichage et de la distribution de tracts dans les endroits du département où le parti n'est pas encore organisé
- bilan régulier au conseil fédéral de la situation des sections
- organisation matérielle des réunions publiques ou privées et de toutes les manifestations du parti
- recherche de moyens pouvant fournir des ressources financières au parti
- organisation matérielle du parti
- entretien du ficher adhérents
- entretien du ficher sympathisants
- centralisation de tous les renseignements pouvant permettre des prises de contact en vue de la constitution de sections du parti
- constitution des sections et de leur démarrage
- responsabilité du service d'ordre du parti
- entretien en état, des lieux de réunions (13)

Autre point remarquable de ce règlement, le chapitre IV intitulé discipline intérieure du parti :

"s'efforcer à tous les échelons de faire des réunions courtes, bien préparées et intéressantes ;
- à chaque échelon du parti, s'efforcer de réaliser un travail collectif qui seul peut garantir l'application des règles de la stricte démocratie ;
- contrôler à tous les échelons l'application des décisions prises ;

.....

(12) Statuts du PSU, archives M.T.
(13) Règlement intérieur du PSU Tarn et Garonne, Archives M.T.

- en aucun cas, il n'est possible de remettre en question une décision approuvée par un vote
- les décisions prises à la majorité et sanctionnées par un vote sont applicables par tous, y compris ceux qui auraient émis une opinion contraire avant le vote
- en aucun ces, une résolution ou un texte quelconque ayant fait l'objet d'un vote et approuvé à la majorité ne peut subir la moindre modification qui pourrait en altérer le contenu
- il est souhaitable que chaque intervention sur un sujet précis soit accompagnée autant que possible de propositions pratiques
- chaque membre du parti a le droit à quelques organisme qu'il appartienne de présenter une résolution en demandant que celle-ci soit soumise à un vote, mais sa demande ne peut être recevable que si cette résolution est présentée par écrit et dans sa forme définitive : on ne peut voter que sur un texte et non sur un projet de texte"

Trois constatations s'imposent à la suite de cette lecture : d'abord la nécessité du travail collectif, ensuite la forme et le contenu des réunions (courtes, bien préparées et résultats pratiques), enfin la liberté de présenter des résolutions, au cours des débats.

Ce règlement intérieur laisse transparaître l'influence de Marcel Thourel, son souci d'efficacité et de rigueur dans l'activité militante acquise au PCF. Le rapport de la commission d'organisation et de propagande, qu'il présente au Congrès fédéral des 3 et 4 février 1962 est une bonne illustration de ce souci majeur :

"La commission d'organisation née d'une décision du conseil fédéral en mars 1961. ELle devient en novembre après la démission du délégué fédéral à la propagande: LA COMMISSION D'ORGANISATION ET DE PROPAGANDE. Elle est composée de six camarades, dont deux sont membres du comité exécutif fédéral. Les camarades composant cette commission ont travaillé avec un parfait esprit d'équipe et les résultats que nous vous présentons sont l'oeuvre commune. Dans son rapport d'orientation, définissant les buts, les moyens et les limites de l'activité de la commission son responsable avait détaché les quatre points suivants :

a/ réorganisation des méthodes de travail,

b/ travail orienté vers l'extérieur

c/ développement de l'action par la propagande

d/ assurer au parti des ressources financières

Ce sont ces quatre points qui vont tour à tour être examinés dans le bilan présenté ci-dessous :

L'idée générale de cette réorganisation était qu'il fallait donner aux diverses réunions, à tous les échelons, un cadre dans lequel la libre discussion entre tous les membres du Parti soit de règle et permette d'effectuer un travail constructif.

Dans cet esprit, diverses mesures furent adoptées :

- périodicité des réunions à jour fixe,
- ordre du jour préparés et respectés,
- contrôle des présences,
- pénalités aux absents et aux retardataires,
- présentation par écrit de toutes les motions.

Certaines de ces mesures furent respectées,d'autres ne furent jamais appliquées,d'autres enfin évoluèrent . L'usage,de lui-même, définit aussi ce qu'il y avait de valable dans les mesures adoptées. Mais il est regrettable cependant qu'un point aussi important que celui du calendrier des réunions subisse autant de variations.

Il était prévu au départ :

- comité exécutif fédéral	1er mardi du mois
- conseil fédéral	2ème vendredi du mois
- comité exécutif sections	3ème mardi du mois
- assemblées de sections	4ème mardi du mois

Le calendrier subit la première atteinte si tant est qu'il fut jamais appliqué, lors des évènements d'avril, puis lors des élections cantonales. Les vacances suivirent et à la rentrée, on ne sait pas pour quelles raisons, le mercredi fut pris comme jour de réunion.

Actuellement, nous nous permettons de vous signaler qu'il est ainsi établi :

- comité exécutif fédéral	1er vendredi du mois
- conseil fédéral	2ème vendredi du mois
- comité exécutif sections	3ème vendredi du mois
- assemblées générales sections	4ème vendredi du mois

De plus pour assurer une meilleure liaison entre les membres du Comité Exécutif Fédéral et les animer, si nécessaire, de l'esprit d'équipe, le comité se réunit les 2ème et 3ème mercredi de chaque mois à 18 heures.

Souhaitons donc que l'usage définisse enfin le jour favorable et immuable pour nos réunions sans qu'il faille créer un jour supplémentaire à la semaine.

Il faut noter cependant, à l'actif de notre fédération, que les réunions prennent de plus en plus une allure constructive et s'échappent peu à peu des veines discussions. C'est là un signe favorable qui montre que notre Parti sort de son enfance pour atteindre l'âge adulte".(14).

Marcel Thourel termine par un double appel au travail collectif et à une activité continue :

"NOus sommes persuadés que seul un travail collectif au sein d'équipes chargées de telle ou telle action peut développer l'esprit de camaraderie et de Parti parmi les militants. Il importe à cet effet que chaque membre du Parti ait une tâche bien précise, celle-ci doit être adaptée aux possibilités matérielles et physiques du camarade, mais l'essentiel est qu'il se sente attaché par son travail à l'action de tout le Parti.

Nous insistons auprès de tous les membres du Parti pour qu'ils se pénètrent de cette idée et se portent volontaires pour les tâches auxquelles ils se sentent les plus aptes. Nous leur demandons également d'assister régulièrement à toutes les réunions auxquelles ils sont convoquées car un travail constructif ne peut se faire que dans la continuité".(14)

Ce rapport souligne la rigueur et la précision de Marcel Thourel quant aux problèmes touchant à l'organisation interne du Parti. On ne peut manquer de remarquer, qu'il définit les tâches internes du Parti dans les moindres détails. L'influence des dix années de militantisme au PCF est évident ; elle apparaît très clairement dans sa conception du parti : lieu d'action où elle se prépare avec minutie "dans un esprit de camaraderie et de Parti ..."

De 1960 à 1973, Marcel THOUREL participe à la commission départementale d'organisation, et donc à l'organisation des congrès fédéraux .

.....

(14) Rapport de la commission d'organisation de la propagande présenté au Congrès Fédéral des 3 et 4 février 1962, archives M.T.

1er Congrès	12 mars 1961 à Montauban
2em Congrès	3 et 4 février 1962 à Montauban
3em Congrès	18 et 19 février1963 à Montauban
4em Congrès	26 et 17 novembre 1966 à Montauban
5em Congrès	10 et 11 novembre 1968 à Moissac
6em Congrès	28 et 29 novembre 1970 à Montauban
7em Congrès	12 mai 1973 à Montauban
8em Congrès	16 décembre 1973 à Montauban

L'organisation des congrès est variable suivant les périodes. Elle tient compte du nombre de militants adhérents, du nombre de participants. A l'exception des III° et IV° Congrès, on peut dire qu'en moyenne, les congrès fédéraux réunissent une trentaine de personnes. Le rôle de la commission d'organisation et du responsable, en l'occurence, Marcel Thourel, est de préparer le déroulement des débats fixés par le comité fédéral, de transmettre l'ensemble des textes soumis à la discussion, de prévoir les moindres détails du congrès (boissons, salles ...)Ainsi le V° Congrès, organisé à Moissac a un ordre du jour très précis, un moment de détente est même prévu pour le dimanche matin et après-midi.

Dimanche 10 Novembre -

8 h 30	Accueil des congressistes - Vérification des cartes
8 h 45	Ouverture du Congrès
9 h à 10 h 30	Rapport de la commission "ORGANISATION" - discussion, Vote
10h30 à 11 h 30	Rapport de la commission "Jeunes" - Discussion - Vote
11 h 30 à 12 h 30	Rapport de la commission "Enseignement" - Discussion - Vote
12 h 30 à 13 h 30	Interruption de la séance pour une rapide collation
13h 30 à 13 h 45	Rapport financier - Discussion - Vote
13 h 45 à 15 h 15	Rapport de la commission "PRESSE-PROPAGANDE" - Discussion - Vote
15 h 15 à 15 h 30	Interruption de séance
15 h 30 à 17 h 30	Rapport d'orientation par le secréteire fédéral - Discussion
17 h 30 à 18 h	Réunion de la commission politique
18 h à 18 h 30	Vote sur le rapport de la commission "POLITIQUE" - Election du Conseil Fédéral

Lundi 11 Novembre -

9 h 30	Réception des invités, des familles et amis des militants
10 h à 12 h 30	Rapport d'activité - Rapport d'orientation - Discussion de ces deux rapports - Présentation de la résolution voté la veille
12 h 45	Apéritif

Durant la matinée les personnes qui ne seront pas intéressées par le Congrès lui-même, pourront participer à une visite commentée du cloître de Moissac. Le repas du dimanche aura lieu sur place à 13 h. Les familles et amis des militants sont invités à y participer ainsi qu'à la fête familiale de l'après-midi." (15).

En décembre 1972, Marcel Thourel a la responsabilité avec Jean Bourgarel de l'organisation de l'accueil et de l'hébergement des délégués du VIII° Congrès national du PSU à Toulouse. A ce congrès la décision des fédérations de Tarn et Garonne, Hte Garonne, etc... (16) de se regrouper en une seule et même fédération, la fédération de Midi Pyrénées, est approuvée. Marcel Thourel est membre du bureau régional, il s'occupe de l'organisation, en particulier, il fait partie du comité d'administration du mensuel régional Action PSU (de janvier 1972 à juin 1973).

Le Tarn et Garonne diffuse 18,27% de la totalité des journaux, ce qui est très important si l'on tient compte que le district de la Haute Garonne (Toulouse) en diffusait 23,25%. Le district de Tarn et Garonne est le second diffuseur avant l'Aude qui en diffuse 9,74%. Si l'on regarde les abonnements c'est même le phénomène : pour 682 abonnements sur la région en 1972, le Tarn et Garonne en avait 120 soit 17,56%, la Haute Garonne 267 soit 39%, venait ensuite le Tarn avec 83 abonnements, soit 12,15% . Pour les abonnements en mai 1973, pour la région 787, le Tarn et Garonne en avait presque 193 soit 24,52% Haute Garonne 311, soit 39,5% et l'Aveyron 81, soit 10,29%. Cette action importante dans la diffusion et les abonnements semble être dû à l'"action énergique" du militant du Tarn et Garonne, membre du comité de gestion du journal.

.....

(15) Dernier Congrès fédéral PSU, V° Congrès, archives M.T.

(16) elles prennent la dénomination de district

Il serait vain de vouloir faire une présentation précise de l'ensemble des activités de Marcel Thourel. Les quelques exemples donnés sufisent à montrer son attachement profond et constant aux questions d'organisation. Son attitude au moment du Congrès de Lille de juin 1971 est révélatrice de ce souci constant de l'organisation. A cette époque le PSU est traversé par les dissenssions internes profondes. Michel ROCARD obtient de peu la majorité. Plusieurs tendances sont organisées en véritables fractions, (gauche révolutionnaire, gauche ouvrière et paysanne ..).

C'est la grande crise de l'après-mai 1968 du PSU. Les années 1971 et 1972 sont marquées par les départs de Gilles Martinet (novembre 1971), d'une partie du courant trotskyste (J.M. Vincent, Kergoat - janvier 1972) et l'exclusion des militants de la gauche révolutionnaire en juin 1972 au Conseil National de Juvisy. Jean Bourgarel rédige une contribution aux débats du Congrès de Lille en juin 1971. Le titre en révèle le contenu "quand l'intendance ne suit pas" (17). Marcel Thourel s'y associe:"Je regrette de ne pas être gaucher car c'est alors avec deux mains que j'aurais signé ton texte" (18). Mais que propose ce texte ? La nécessité primordiale de l'organisation, qui seule peut permettre l'application des décisions :

"Or, il faut reconnaître que jusqu'ici tous ces problèmes d'intendances n'ont guère retenu l'attention de nos dirigeants et qu'il est temps qu'un Parti qui se veut révolutionnaire se donne les moyens à la hauteur de ses ambitions.

Nous pensons que dans toutes les fédérations, il y aura des camarades qui sont conscients de ces problèmes et qui ressentent la Nécessité de doter le Parti d'un instrument à la mesure de ses ambitions. Pour cela, il est nécessaire que des militants formés non plus seulement sur le tas, mais au cours de stages régionaux ou nationaux, prennent en charge cette formation. Ce qui ne veut pas dire qu'il y aurait dans le Parti ceux qui pensent "politique" et ceux qui font de l'"Organisation", mais non la spécialisation de quelques-uns dans ce domaine, permettrait à tous d'intervenir plus rapidement et plus efficacement dans les secteurs où une action a été envisagée.

.....

(17) Voir documents, Tome III, p 135

(18) Lettre de M.T. à Jean Bourgarel

Donnons-nous l'Organisation digne du Parti Révolutionnaire que nous voulons construire". (19).

Pour ces militants la condition essentielle de la construction d'un véritable parti révolutionnaire, est sa capacité à s'organiser et à s'appuyer sur des méthodes de travail rigoureux. Ils s'insurgent contre la "pagaille" du parti, le désintérêt, pour ces questions, des responsables nationaux. Tout au long des quatorze années passées dans le PSU, Marcel Thourel et Jean Bourgarel interviennent constamment sur ce problème qu'ils jugent capital, et qui sera pour eux l'origine de beaucoup d'espoirs, mais aussi de déceptions.

Mais Marcel Thourel ne participe pas seulement à la vie du PSU du Tarn et Garonne par son apport au niveau de l'organisation, il est aussi un militant local ...

Il s'installe en 1963 à GRISOLLES, petite commune de près de deux mille cinq cent habitants. Pendant huit ans, il milite à la section de Montauban, du fait de son isolement dans la petite commune rurale. L'année 1971 va y voir la création d'une section. Quel rôle y joue Marcel Thourel ? Le point de départ ce sont les élections municipales de mars 1971.

Le programme municipal du PSU repose sur cette idée centrale : "le fait que des membres du PSU aient ou auront des responsabilités dans les municipalités n'a de signification que dans la mesure où ils les mettent au service des travailleurs ..." L'objectif a atteindre est un combat permanent "de faire reculer le pouvoir et d'augmenter la prise de conscience et la force des travailleurs se (situant) à la fois à l'intérieur de l'entreprise ... et dans le cadre de vie, où les capitalistes récupèrent sur le dos des travailleurs une partie de ce qu'ils ont cédé dans l'usine ... C'est pour cela que l'action municipale doit non seulement s'efforcer de gérer la cité pour les travailleurs, mais aussi utiliser l'appareil municipal et le faible pouvoir de décision qui lui est encore octroyé pour amplifier, pour la population et avec elle, les luttes menées par elle dans les entreprises, les bureaux, les quartier, les HLM, etc ..." Suivent après cette déclaration générale les axes du programme :

1/ les municipalités doivent devenir les centres de soutien aux luttes des travailleurs

2/ pour une gestion au service des travailleurs

.....

(19) Document déjà cité

3/ pour la recherche d'une maîtrise de la croissance urbaine,
4/ pour une véritable décentralisation, pour une réforme des attributions des communes
5/ pour un développement de la démocratie communale (20)

La position générale adoptée est le refus de se présenter aux municipales de manière autonome et même avec les listes d'Union de la Gauche. Ce choix était ainsi expliqué dans la Voix du PSU de mars 1971 : "contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions et dans d'autres villes, nos fédérations et sections ne présentent ni listes autonomes, ni listes "d'union populaire" rassemblant aussi bien des adhérents PSU que des personnes proches des idées que nous avancions sur notre plate-forme d'action municipale..." La raison de ce refus est double d'une part, "tout simplement nombre de militants ou sympathisants ouvriers, cadres, salariés agricoles ... - ne peuvent pas se démarquer : ils risquent la répression patronale", d'autre part,la nécessité d'une clarification politique, d'où une alliance avec seulement "ceux qui souhaitent une transformation socialiste de la France". C'est un refus d'alliance avec les radicaux socialistes. Le refus de se présenter aux municipales est la ligne pour Moissac , Castelsarrasin et Montauban

Une exception fut faite à Grisolles.

Pour les élections du 14 mars trois listes sont annoncées : celle de l'équipe sortante composée de radicaux et de socialistes avec en tête de liste Jean Lacaze, sénateur : c'"était la liste "de concentration républicaine et de Défense des Intérêts Communaux" ; l'autre est une liste dite apolitique "d'union pour le renouveau et l'expansion de Grisolles". La liste "de gauche pour une gestion communale rénovée démocratique", troisième et dernière liste en présence, est composée de gens "se situant à gauche", la "liste n'est l'apanage d'aucun parti mais elle affirme son orientation socialiste. C'est dans cette liste que Marcel Thourel s'intègre. Elle est composée de 17 membres dont un militant PSU et 4 sympathisants, un au parti communiste et trois sympathisants et trois sympathisant du Parti Socialiste. Les cinq autres personnes n'appartiennent à aucun parti. La liste comprend huit enseignants, cinq agriculteurs (dont le vice-président cantonal du MODEF), un commerçant, deux employés, un cadre, deux mères de famille et trois ouvriers. La moyenne d'âge était de 43 ans.

.....

(20) La Voix du PSU, fédérations du Tarn et Garonne et Lot et Garonne, mensuel mars 1971.

Cette liste comprend trois femmes, pour quatorze hommes. La tête de liste est une femme.

Le programme est beaucoup moins politique que le programme général du PSU. C'est un programme de gestion municipale adapté à une commune rurale. C'est le résultat de l'entente de diverses composantes de la gauche (socialistes, communistes, socialistes unifiés, "indépendants" de gauche). Les axes généraux du programme sont un conseil municipal qui travaille démocratiquement (information de la population) ; enfin, la municipalité se propose de relancer la vie collective en incitant "la population de la commune à réaliser elle-même son cadre de vie et les structures dont elle a besoin".

La campagne sera animée et très active pour les militants de gauche. Plusieurs tracts sont distribués : un premier "posons quelques questions" (600 exemplaires), un deuxième "réflexion sur profession de foi" (1 000 exemplaires) un troisième "sur la liste apolitique" (1 000 exemplaires) un quatrième "une conduite deshonorante " (2 000 exemplaires) qui répond à un tract attaquant la liste de gauche avec trois mots associés : communistes - anarchistes - fascistes", un cinquième "électrices, électeurs" (1 550 exemplaires) appelant à voter au second tour pour "la liste de gauche". Ce qui faisait quelques 6 150 tracts pour une population électorale de 1 478 personnes.

Au premier tour, : "la liste de gauche" obtient une moyenne de 396 voix, soit 32,50% des suffrages exprimés ; celle de Jean Lacaze 45%, la liste apolitique recueille 22,50%. Le résultat est donc la mise en ballotage de la liste sortante. La liste apolitique propose à la liste de gauche de faire liste commune au second tour. Les candidats de la liste de gauche refusent. Au second tour, restent donc les trois listes en présence.

RESULTATS DE LA LISTE DE GAUCHE -

(Voir page 412)

RESULTATS DE LA LISTE DE GAUCHE -

CANDIDATS	1er TOUR	2ème TOUR	
HOFFMAN Alice	475	563	+ 88
O.R.	436	496	+ 60
H.C.	400	469	+ 69
THOUREL Marcel	396	458	+ 62
M.D.	409	487	+ 78
C.O.	388	454	+ 66
E.L.	372	425	+ 54
R.B.	366	425	+ 59
P.H.	358	417	+ 59
L.G.	357	413	+ 56
R.G.	352	428	+ 76
G.T.	350	412	+ 62
A.F.	342	405	+ 63
J.J.	339	402	+ 64
F.V.	338	396	+ 58
T.C.	329	393	+ 64
M.	332		

Ce second tour voit donc un gain de la liste de gauche qui totalisera 36% des suffrages exprimés pour 47% à la liste radicale, et 16% à la liste apolitique.

Si on regarde de près ces résultats, on s'aperçoit que les candidats de la liste apolitique perdent en moyenne 69 voix, la liste de gauche en gagnent en moyenne 61.

Mais la conséquence essentielle de cette élection pour le PSU est la création d'une nouvelle section. En mai 1971, la section regroupe cinq militants, en 1973 une quinzaine et avant la scission de décembre 1974 dix-sept

Marcel Thourel est le créateur de cette section, il participe à son développement et à sa structuration. Elle se compose d'un bureau de section

qui doit préparer les réunions et assurer sa vie administrative. Les réunions sont mensuelles. De 1971 à 1974, la section organise une dizaine de réunions d'information, largement ouvertes, Un exemple, cette invitation à une réunion d'information :

INVITATION -

"Les Elections ont eu lieu. La gauche est battue, nos déceptions sont grandes .. lesproblèmes des travailleurs restent ...

Quels sont-ils ? Dans le bâtiment, les travaux publics, l'aéronautique, la construction électrique, la fonction publique, les entreprises locales, etc ...

QUE DEVIENT LA CONDITION OUVRIERE ?

C'est le thème que nous proposons de débattre tous ensemble au cours de la réunion qui aura lieu :

SAMEDI 7 Avril A GRISOLLES à 21 heures

(Salle des Fêtes, rue FERRIERES (salle de droite, dans la cour).

et qui sera animée par des militants ouvriers de diverses branches professionnelles.

Cette soirée se situe dans le cycle de réunions d'informations qu'organise périodiquement notre Section sur des sujets divers.

Nous vous adressons cette invitation, soit parce que vous avez déjà participé à nos précédentes réunions, soit parce que vous avez assisté à celle tenue lors de la dernière campagne électorale, soit encore parce que nous supposons que ce genre de réunion-débat peut vous intéresser.

Nous espérons que comme aux réunions précédentes, vous nous ferez l'amitié de participer à celle-ci. VOus pouvez vous faire accompagner et inviter en notre nom toutes personnes de votre connaissance pouvant être intéressées.

Nous précisons comme nous l'avons toujours fait, que la présence à nos réunions ne suppose aucune engagement de la part des participants.

D'avance bienvenu à tous" (21)

De nombreux tracts sont distribués dans le canton, en moyenne huit

.....

(21) Archives M.T.

par an. Cette section fait indéniablement preuve d'un grand activisme. Le dynamisme personnel de Marcel Thourel n'y est pas étranger. Son enthousiasme lui vaut des critiques ; certains jugent son attitude trop volontariste ; "on ne peut suivre ton rythme de travail" (22). Il répond à ces critiques par une véritable profession de foi sur le militantisme.

La section est le lieu où l'on se rencontre pour préparer l'action, nous ne sommes ni une amicale, ni un club sportif, culturel, ni un groupe de discussion, mais un groupe d'action engagé dans la bataille contre le capitalisme".

Aux élections cantonales du 23 septembre 1973, il représente la section pour le canton de Grisolles. Dans sa profession de foi, il explique les raisons de sa candidature. On peut noter le ton modéré adapté au milieu rural :

"La présence d'un candidat de la majorité défendant l'actuel régime de profiteurs, ecclaboussé par les scandales financiers, immobiliers, judiciaires, responsable de l'appauvrissement volontaire de notre région, ne pouvait nous laisser en dehors de la compétition électorale.

Parce qu'il n'y avait aucun candidat de GRISOLLES, parce que je suis contre le cumul des mandats électifs, que je ne suis l'élu d'aucune commune du canton, je me senspleinement disponible au service de toutes, j'ai des idées bien précises sur le rôle du Conseiller Général et j'ai accepté d'être le candidat de mon parti.

Le Parti Socialiste Unifié dont je suis l'un des fondateurs dans le département et membre de la direction départamentale, se situe résolument dans le camp SOCIALISTE.

La finalité de notre action est l'avènement du SOCIALISME dans la liberté, afin que tous ceux qui, par leur travail font la richesse du pays soient enfin maîtres de leurs décisions, sans notables ou bureaucrates interposés. Nous entendons lutter pour la construction d'une force SOCIALISTE AUTOGESTIONNAIRE à laquelle nous travaillons résolument dans la clarté et l'unité.

Mais indépendamment de ces objectifs à long terme, vivant dans un système que nous condamnons, nous devons profiter de ses institutions et des possibilités offertes, pour donner de meilleures conditions d'existence aux plus défavorisés, améliorer la qualité de vie pour tous.

Tel est le sens que l'on doit donner à ma candidature".

.....

(22) Compte-rendu de la réunion de section du 26 février 1972, archives M.T.

Suivent un certain nombre de propositions concrètes : nationalisation du CES de Grisolles, priorité aux logements sociaux, relance du marché du chef-lieu de canton. Enfin cette profession de foi se termine par l'affirmation "du nécessaire dialogue entre la population et l'élu", qui doit rester sous le contrôle permanent du peuple.

La campagne est active. Les résultats sont faibles.

		% exprimés	% des voix de gauche
Inscrits	5 204		
Votants	3 477		
Exprimés	3 397		
CLAMENS PCF	545		
Rebel Soc.	432		
Tajan radical U.G.S.D.	1 170		
THOUREL PSU	126	3,70%	5,54%

63,49% des voix de Marcel Thourel proviennent de la commune de Grisolles ! Au second tour, le désistement se fera en faveur du candidat de gauche le mieux placé à savoir : M. TAJAN, candidat radical de gauche (sortant).

Militant constamment actif, un des fondateurs du PSU, qui assume des responsabilités au niveau départemental de façon continue de 1960 jusqu'en décembre 1973, il oscille entre l'enthousiasme et le découragement, entre l'espoir et les déceptions au gré des évènements, des victoires, mais aussi des échecs.

Il a été profondément attaché à ce petit parti comme il le dit lui-même :

"Avoir participé à sa naissance, l'avoir en quelque sorte tenu sur les fonts baptismaux, l'avoir suivi pas à pas, pendant 20 ans, dans sa longue et difficile marche, lui avoir beaucoup sacrifié, m'être réjoui de ses succès et désolé de ses défaites, tout cela fait que je me suis attaché à lui par des liens affectifs, comme ceux qui vous attachent à un être cher, un enfant par exemple". (23).

Le grand espoir des militants PSU, c'est Mai 1968. L'espoir de devenir une grande force révolutionnaire est dans tous les esprits des militants. Espoir ou illusion ? Toujours est-il que le PSU apparaît comme force capable de mobiliser la population, même en Tarn et Garonne. Sur ce point, les Souvenirs concordent avec ceux de l'ensemble des militants PSU de Tarn et Garonne.

"J'ai évoqué rapidement les événements de Mai 1968, comment oublier les salles devenues trop petites pour tenir nos réunions, l'afflux de nouveaux adhérents qui allait modifier totalement le comportement du PSU . La cuvée "68" fut l'une des meilleures, car, déduction faite d'un inévitable déchet, en renouvellant en profondeur la composition sociale du parti, elle fit apparaître des militants de valeur.

Dans ce parti, nous avons connu des périodes d'exaltation, celles où l'on entrevoyait la percée enfin possible, mais aussi celles des découragements, notamment après des échecs électoraux, qui nous condamnaient à resserer les rangs pour continuer à faire face en attendant la période meilleure. Nous avons connu cette période euphorique de montée des luttes, qui amorçait de grands mouvements revendicatifs, soutenus sans défaillance, par un PSU qui commençait à se trouver en prise directe sur la classe ouvrière. C'est ainsi que nous avons connu les grèves du "Joint Français", d'"Evian", et enfin le conflit LIP, porteur de tous nos espoirs. Pendant une année la france ouvrière vivra à l'heure LIP et au travers des dirigeants de ce mouvement qui déclenche un tel élan de solidarité, c'était le PSU qui apparaissait". (24).

Ceux qui avaient adhérés en 1960 qu parti que se définissait comme "un parti révolutionnaire qui lutte pour l'instauration d'une société socialis-

.....

(23) M.T. Souvenirs, p 585

(24) M.T. Souvenirs, p 578

te" (25), espèrent voir avec le mois de mai 1968 l'aboutissement de leur lutte et de leurs efforts, la récompense de leur énergie si abondamment dépensée. Les élections législatives - et le faible score du PSU dans la 2ème circonscription du Tarn et Garonne - furent une première déception.

Marcel Thourel va en connaître une autre très importante. En 1973, les militants du Tarn et Garonne se divisent sur deux conceptions très différentes de l'organisation.

Le 12 mai 1973, le VII° Congrès fédéral décide d'une nouvelle organisation pour la fédération. Les nouveaux adhérents, entrés au PSU après les événements de mai 1968, défendent l'idée de collégialité des tâches, la suppression du secrétaire politique qui ne doit être "qu'une simple boîte aux lettres" recevant et répartissant le courrier national ; de plus ce projet prévoit l'éviction du bureau fédéral du responsable à l'organisation. Marcel Thourel réagit violemment. Il pensa même à démissionner. Il envoie une lettre l'annonçant - il reviendra sur cette décision - où il affirme que "cette proposition n'est pas conforme au règlement intérieur adopté en 1962". Il ajoute avec véhémence "cela représente pour moi le rejet des principes que depuis 17 ans je m'efforce de faire appliquer dans le Parti, c'est à dire que rien n'est possible sans organisation, que la pagaille n'a jamais été une vertu politique et qu'elle ne peut engendrer que la confusion et la stagnation, si ce n'est la désagrégation du parti" (26).

Un nouveau congrès fédéral est convoqué le 16 décembre 1973. Marcel Thourel et Jean Bourgarel y proposent un texte d'organisation qui reprend à peu de choses près dans les détails, le règlement intérieur de 1962. Un exemple : le paragraphe IV Discipline intérieure du parti est pratiquement identique ; ils insistent sur la nécessité d'un responsable à l'organisation.

"Pourquoi un responsable à l'organisation ?

Une organisation pour quoi faire ? L'organisation c'est ce qui permet la réalisation pratique des décisions politiques prises par le Parti.

Le PSU est un parti révolutionnaire ; ceci exige qu'il doive se doter de l'organisation nécessaire pour pouvoir être opérationnel n'importe quand. L'organisation n'est pas le monopole de quelques-uns. Il faut donner aux militants une formation qui ait sa partie organisationnelle.

.....

(25) Statuts du Parti

(26) Lettre du 8 juin 1978 de M.T. au Conseil fédéral

L'organisation, a elle aussi, une méthode de travail qui s'apprend, se modifie, s'affine.

On ne peut exiger que les militants sachent tout faire. On ne peut se donner le temps de tout leur faire découvrir par une méthode expérimentale.

De plus, certain problème, notamment la sécurité ne peuvent être pris en charge par tous.

Tant que nous n'aurons pas au PSU une politique de l'organisation - mais çà commence à venir - notre parti ne sera pas un parti révolutionnaire et nous n'inspirerons pas confiance et sécurité aux militants travailleurs qui iront vers des partis où ils se sentiront davantage en sécurité du fait de leur organisation. Lorsque l'on mène la politique que veut mener le PSU, il faut avoir une conscience vive de notre sécurité et des problèmes d'organisation.

Tous ces problèmes qui ont souvent parus secondaires et être le fait de maniaques, à la lumière d'évènements récents et tragiques, nous apparaissent très importants et de première urgence pour un parti révolutionnaire. C'est son organisation, solide, réfléchie, efficace qui nous permettra de nous maintenir, de résister et d'être prêts à assumer les responsabilités que l'on attend de nous.

C'est pour tous ces motifs qu'il nous paraît <u>indispensable</u> :
- qu'il y ait une commission d'organisation avec un responsable,
- que ce responsable fasse partie du Bureau de District " (27)

Marcel Thourel développe et précise ses intentions et celles de Jean Bourgarel dans une intervention orale qui établit un bilan d'activité depuis le dernier congrès du 12 mai : (28)

"En 6 mois, quatre réunions du C.D. (39) ont été tenues. Sauf une, toutes ont été tenues dans la confusion et terminées par le découragement de jeunes militants.

Le 20 juin - Manifestation pour la défense des libertés, six camarades présents, pas de mobilisation du Parti.

Le 28 juin - Confiée à un groupe de jeunes, l'organisation de la fête de Septembre sans estimer quelles étaient leurs possibilités et sans se préoccuper de ce que pouvaient être leurs besoins. Vous savez ce qu'avec une poignée

.....

(27) Lettre du 8 juin 1973 de M.T. au Conseil Fédéral
(28) Voir documents Tome III, p 148
(29) C.D. - Conseil de district

de camarades nous avons dû faire pour éviter au parti une catastrophe financière, dont nous n'avions pas besoin, et je ne parle pas du préjudice moral que l'échec d'une fête publique aurait porté au Parti.

A cette réunion fut décidé le principe d'un versement de 50 Fr. à titre d'avance par les militants pour couvrir les premiers frais de la fête. Encore une décision prise sans avoir les moyens de la faire appliquer, car je crois que seulement onze camarades, dont sept de ma section appliquèrent cette décision.

A ce même C.D. rien ne fut décidé concernant la participation de membres du district au stage national de Formation, qui par chance cette année se tenait à Toulouse. J'ai dû m'occuper seul des inscriptions à 12 jours de l'ouverture du stage et réussi à faire admettre 3 camarades, après bien des démarches, les places étant limitées.

Pour la préparation des manifestations communes LIP et CHILI, nous avons dû improviser et envoyer une délégation des camarades inexpérimentés D....., B....., C....., et souvent sans directives.

Samedi 15 septembre, participation presque nulle du Parti à la journée LIP à Montauban et pourtant il s'agissait de LIP (je dois préciser que Jean et moi étions ce jour-là à Toulouse à la réunion du Bureau Régional).

Le 7 septembre décision prise en catastrophe par six camarades de participer à la campagne pour les cantonales et cela à cinq jours du dépôt des candidatures. Résultat : PAS DE DISCUSSION SUR LE PROGRAMME,
PAS DE MOBILISATION DU PARTI".

Il continue cet exposé, par une accumulation d'actions qui ont pour lui échoué, faute de préparation. Il souligne aussi une divergence dans la conception du travail, par "le rapport du parti aux masses".

"Peut-être croyons-nous devoir être la tête pensante des masses, je prétends moi que nous ferions mieux d'être leur thermomètre, constamment introduit dans leur fondement, afin de suivre l'évolution de la température et appliquer une thérapeutique appropriée. Cette position est certes moins confortable parfois désagréable, mais elle est certainement plus efficace pour nous faire comprendre et accepter. Excusez-moi si je me suis un peu écarté du bilan critique, mais ce sujet du rapport du Parti et des masses et celui du langage, me sont particulièrement chers".

Il s'insurge contre un vocabulaire courant dans le parti "secteurs en lutte", "montée des luttes", qu'il qualifie de "gargarisme". Il dénonce le fait que :

"depuis 6 mois, sous couvert de formation, nous faisons de la théorie, mais la pratique ne suit pas. Certes il y a eu des débats politiques importants au niveau du district, mais quel résultat, quelles directives pour l'action en sont sorties ?

Un exemple, chaque assemblée générale ne devrait-elle pas avoir comme but outre l'information et la formation, de déboucher sur un travail concret, la rédaction et la distribution d'un tract par exemple". ?

On retrouve dans ce discours les grands thèmes de la conception du militantisme politique de Marcel Thourel ; les actions, mais l'action organisée, le lien avec "les masses", le refus d'un langage "trop intellectuel".

Le Congrès repousse les propositions de Marcel Thourel et Jean Bourgarel. Les deux hommes qui ont dès les premiers jours participé à la création du PSU ne sont pas présents dans la nouvelle direction départementale. Pour Marcel Thourel, cet évènement est très important, il marque la défaite de ses conceptions. C'est une déception majeure. L'année 1974, avec l'imprévisible élections présidentielle va être celle d'un nouvel engagement et d'une rupture.

En décembre 1974, Marcel Thourel en compagnie d'une vingtaine de militants du PSU adhère au Parti Socialiste. Comment l'un des fondateurs du PSU en Tarn et Garonne décide t-il ce choix ? Pour répondre à cette question il faut rappeler les débats qui amènent le départ de Michel ROCARD et de ses amis. Il sera alors plus facile de suivre les motivations personnelles de Thourel. Comme pour le passage au PSU, son action dans le PS sera brossée à grands traits. D'abord la liste des responsabilités qu'il assume, et leur nature, et ensuite sa contribution particulière à la vie du PS en Tarn et Garonne.

Le Jeudi 4 avril 1974, Michel ROCARD, prend la parole au cours d'un meeting à Toulouse au Palais des Sports. Il annonce son soutien à François Mitterand comme candidat de la gauche. IL marque par cette déclaration une rupture avec l'extrême gauche (30). Les militants du PSU de tous les départements sont appelés à se réunir afin de préparer le Conseil National du 15 avril, qui doit décider de l'attitude de l'organisation face aux présidentielles. Deux positions (31) s'affrontent, l'une pour un soutien à la candidature de F.M., l'autre pour une candidature autonome, le nom de Charles PIAGET (32) est avancé.

En Tarn et Garonne les militants se réunissent le jeudi 11 avril. La volonté unitaire est de loin la plus forte ; sur quarante et un présents :

- soutien à la candidature de F. Mitterand	34
- pour une candidature autonome	4
- abstentions	3

Cette assemblée générale de district reprend à peu de choses près le vote indicatif émis lors de l'assemblée générale de la fédération Midi-Pyrénées du PSU tenue à Tarbes les 6 et 7 avril 1974 :

- soutien à la candidature Mitterand	50
- pour une candidature autonome	14
- abstentions	6

Le Conseil national du PSU siège à Colombes le 15 avril. Il décide le soutien à la candidature de F.M. par une large majorité (63% contre 34%) (33).

.....

(30) La Dépêche du Midi, 6 avril 1974
(31) PSU Information n° 16, 9 avril 1974
(32) Syndicaliste CFDT, militant ouvrier de l'usine LIP à Besançon, membre de la direction politique nationale du PSU
(33) Le Monde, 17 avril 1974

Le PSU participe auxélections présidentielles dans le camp de la gauche unie et Michel ROCARD est directement intégré au "brain trust" de F. Mitterand. Fort du succès de son secrétaire national aux élections, le PS lance un certain nombre d'initiatives en vue de se renforcer. La proposition des Assises pour le socialisme est le moyen de rassembler dans une même organisation tous ceux qui se reconaissent dans le "projet socialiste de société" (34).

Le PSU réunit de nouveau son Conseil National les 5 et 6 octobre à Orléans. Trois motions s'affrontent (35) :

- texte 1 - ROCARD-CHAPUIS : il propose la participation du PSU aux Assises du Socialisme susceptible de déboucher sur "la création d'une organisation socialiste commune aux trois composantes". C'est le courant des Assises

- texte 2 - MOUSEL-PIAGET : il propose "la formation d'une force politique autogestionnaire pratiquant une stratégie révolutionnaire"

- texte 3 -BARJONET: il refuse l'adhésion aux Assises dans les conditions proposées.

Le texte 1 obtient 150 mandats, le texte 2 , 193 et le texte 3, 116. La direction sortante, mise en minorité démissionne. Une direction nationale provisoire est désignée par le Conseil National. "Le courant des Assises " refuse d'y participer.

En Tarn et Garonne les sections de Moissac-Castelsarasin et de Grisolles soutiennent "le courant des Assises". La section de Montauban s'y oppose.

Les 12 et 13 octobre, les assises nationales du socialisme se déroulent avec la participation du parti socialiste, "du courant des Assises" du PSU et de la troisième composante (syndicalistes, "personnalités"...) Ces assises nationales sont précédées d'assises régionales : par exemple celles de Toulouse les 28 et 29 septembre. Les 25 et 26 novembre,le courant du PSU des assises se réunit à St Etienne. Marcel Thourel et Jean Bourgarel y représentent le Tarn et Garonne. Ils votent une motion, qui "constate que la direction élue lors du Congrès de Toulouse en 1972 n'est pas autorisée à faire un rapport d'activité pour le prochain congrès national et qu'aucune discussion du bilan des assises du socialis-

.....

(34) L'UNITE, hebdomadaire duPS, 31 mai 1974

(35) Tribune Socialiste, supplément au numéro 629

n'est prévue (36). "En conséquence, le débat se fera sans lien avec les enjeux de la période actuelle, par rapport auxquels chacun doit préciser son engagement politique. Ils constatent donc que leur participation au congrès du PSU est devenue sans objet " (37). La rupture est entérinée. La scission consommée.

En TARN et GARONNE, "les départs sont assez durement ressentis, d'une part parce qu'ils touchent la majorité du bureau du district etd'autre part, parce que numériquement ils sont assez importants puisqu'ils entrainent la dissolution de deux sections ; l'une à Grisolles, l'autre à Castelsarasin-Moissac (38). Deux militants de lasection du PSU Montauban adhèrent au PS, neuf de la section de Grisolles et neuf de la section Castelsarasin-Moissac : ils sont vingt nouveaux adhérents qui vont au PS. Le choix du parti socialiste se fonde sur quatre constats : la dynamique unitaire créée par les élections présidentielles, la justesse de la ligne stratégique définie au Congrès de TOulouse et au Conseil National de Novembre 1973, mais aussi l'incapacité organisationnelle du PSU "d'insérer ses acquis à l'intérieur du mouvement de masse et par là l'échec d'une stratégie autonome" (39) ; les possibilités actuelles de restructuration du mouvement socialiste, confirmées par les Assises, enfin le constat de marginalisation de l'extrême gauche et l'impasse actuelle dans laquelle se trouve le PSU.

En décembre 1974, le courant PSU des Assises rend publique une déclaration où il exprime ses positions :

"notre engagemement au Parti Socialiste Unifié s'inscrivait dans la triple démarche de l'unité populaire, de l'autogestion socialiste etd'une politique militante quotidienne pour le contrôle ouvrier et populaire.

L'unité populaire c'est-à-dire la conviction qu'il n'y a pas de victoire possible pour le socialisme en dehors d'une Union qui ne peut pas se limiter aux seuls partis de gauche, mais qui doit être prise en charge par l'ensemble des travailleurs.

L'autogestion socialiste c'est-à-dire la recherche d'un socialisme qui ne se limite pas à la satisfaction des revendications économiques des travailleurs,

.....

(36) Le Monde, 28 novembre 1974
(37) Motion de la commission n°1, sur le congrès national, archives M.T.
(38) Action PSU, district du Tarn et Garonne, numéro spécial été 1976
(39) Compte-rendu de la réunion du courant 1 à Toulouse, le 22 octobre 1974, Archives M.T.

mais qui sache également répondre à leurs aspirations, à prendre en mains leur destin, telles qu'elles n'ont pas cessé de grandir depuis MAI 1968.

Une pratique militante quotidienne, dans les entreprises, les quartiers et les campagnes, dans la solidarité internationale aussi, avec tous ceux qui se battent pour "changer la vie" et contrôler leurs conditions de travail et d'existence, c'est ainsi que peut progresser le combat pour le socialisme autogestionnaire.

Cette conviction, cette recherche, cette pratique restent les nôtres.

Depuis quelques années, les conditions de combat politiques en France, ont fortement évolué. Récemment, on a pu voir le rassemblement du monde du travail et de la jeunesse autour de F. Mitterand premier secrétaire du Parti Socialiste, pendant la campagne des élections présidentielles. Prolongeant ce rassemblement le projet des Assises du Socialisme a permis d'engager des confrontations entre certains courants et certaines organisations du mouvement socialiste. Le Socialisme autogestionnaire, comme projet de société est devenu un axe d'unification pour les socialistes ; les vérifications militantes ont montré qu'une organisation commune était possible. C'est dans ce but, pour construire ensemble le Parti des Socialiste, que nous rejoignons aujourd'hui les militants du Parti Socialiste. Ainsi notre engagement dans le Parti Socialiste prendra t-il plus de force et de crédibilité.

En faisant ce choix, nous prenons bien entendu en charge les engagements déjà souscrits par le Parti Socialiste, et principalement le Programme Commun de Gouvernement qui concrétise l'alliance unitaire réalisée avec le Parti Communiste. Nous n'entendons pas pour autant laisser dépérir le patrimoine militant et théorique que représentait pour nous le PSU, nous voulons l'investir dans le Parti Socialiste afin de lui permettre de se transformer encore plus profondément et de progresser vers la victoire commune de toute la gauche" (40).

Les grands axes de la stratégie du courant "rocardien" sont définis dans cette déclaration collective d'adhésion". D'abord la conception de l'unité qui ne doit pas se limiter aux forces politiques du mouvement ouvrier, mais à l'ensemble de ses forces politiques, syndicales et associatives. Ensuite, l'autogestion socialiste, c'est-à-dire un socialisme qui reprenne en compte les aspirations de mai 1968 et les revendications "qualitatives". Enfin, une pratique militante effective dans les entreprises, les quartiers ...

.....

(40) Le Manifeste n° 5 - Hebdomadaire du centre d'initiative et de recherches pour le socialisme autogestionnaire. Le CIRSA est une structure de coordination mise en place par les amis de Michel ROCARD au moment de leur départ du PSU.

Il faut noter que les militants du PSU, nouveaux adhérents du PS, acceptent "de prendre en charge les engagements souscrits et principalement le programme commun". Dès sa signature, le PSU avait critiqué ce programme avec force.

Marcel Thourel s'associe pleinement à cette déclaration. Mais au-delà du bilan critique général, des possibilités du PSU, quels évènements particuliers, quelle situation concrète l'ont fait opter pour le Parti Socialiste ?

L'année 1973 est marquée pour le petit PSU Tarn et Garonne par deux évènements qui s'ajoutent au contexte général et permettent de mieux comprendre le choix de Marcel Thourel. D'une part c'est la division des militants sur deux conceptions de l'organisation qui a abouti au rejet en décembre 1973 du texte proposé par lui-même et Jean Bourgarel, d'autre part, ce sont les législatives qui ont été un échec cinglant dans les deux circonscriptions ; les socialistes unifiés n'ont pas obtenu 3% des suffrages.

L'impossibilité de se développer, l'impression de crier dans un "désert" explique ce choix : c'est un choix d'efficacité.

Ainsi en décembre 1974 adhère t-il au Parti Socialiste avec neuf autres membres sur dix sept, de la section PSU de Grisolles (4I). Rapidement, il est associé au travail de la direction fédérale du PS.

De mars 1975 à mai 1977, il est délégué fédéral chargé du service d'ordre, et en collaboration avec Jean Paul Nunzi, il assure la publication du Bulletin intérieur fédéral.

Le 4 juillet 1977, à la réunion de la commission exécutive fédérale, il est élu secrétaire à la coordination avec Jean Bourgarel. Ils participent tous deux au bureau fédéral. A partir de septembre 1977, il devient le secrétaire de la section socialiste à Grisolles.

A la suite du Congrès de Metz, il renonce à sa responsabilité fédérale pour "laisser la place aux jeunes".

Cette liste sommaire montre tout de même qu'il acquiert rapidement des responsabilités, comme la plupart des militants issus du PSU. Marcel Thourel s'affirme dans son domaine particulier : l'organisation et avec son ami et camarade Jean Bourgarel.

.....

(4I) Sur dix sept militants PSU : neuf rejoignent le PS
trois maintiennent leur adhésion au PSU
les cinq autres, cessent toute activité militante politique

Il n'est pas question ici de décrire dans les détails, son activité quotidienne, des réunions de sections aux réunions de la direction fédérale, sa participation à l'organisation des élections, ou encore aux débats. Pour ce point, il faut seulement noter qu'il reste fidèle, plus même, qu'il est l'un des animateurs du courant "rocardien" en Tarn et Garonne (42). Il ne sera traité ici que de sa contribution sur les problèmes d'organisation.

Au congrès de la fédération du PS à Castelsarasin, le 23 février 1975 Marcel Thourel et Jean Bourgarel proposent une contribution " sur l'organisation de la fédération". Ce texte fait "le constat des nombreuses lacunes dans l'organisation interne et les méthodes de travail du Parti".: mauvais fonctionnement de certaines sections, implantation non achevée, information des militants lente et insuffisante. Les griefs sont nombreux.L'objectif proposé est de "se donner les moyens pour pouvoir, dans un temps raisonnable forger un parti de classe et de masse, capable de s'inscrire dans les luttes, de prendre des initiatives d'action dans tous les domaines. En un mot, un parti lié aux masses, occupant sur la scène politique, par son organisation, ses propositions son action permanente, la place que lui confère son audience sur le plan National et Départemental".

Les moyens proposés sont de mieux organiser le travail des sections par un travail planifié et collectif, afin d'associer le plus grand nombre de militants à la vie de section. Celle-ci doit être contrôlée par la direction fédérale à laquelle un rapport de toute réunion de section doit être envoyée. Travail collectif et contrôle de l'activité sont indissociables. Un bulletin intérieur fédéral, contenant contributions locales et informations, permet aux militants d'acquérir l'information qui fait souvent défaut dans l'action quotidienne/ Le congrès accepte cette proposition.

Enfin, cette contribution propose un travail continu et systématique qui seul peut donner ses fruits. Un exemple pour illustrer cette proposition :

"Le C.E devrait mettre rapidement sur pied une commission d'organisation travaillant en équipe et dont l'une desTâches essentielles devrait être d'aider à l'animation de sections ayant des difficultés et à l'implantation du Parti dans tous les lieux géographiques ou économique où sa présence, organisée serait possible ou souhaitable.

.....

(42) Rendre ses chances à la gauche - motion du courant ROCARD pour le congrès/Met 6-7 Avril 1979. MarcelThourel est l'un des 11 signataires dont quatre ex PSU de ce document qui obtient la majorité en Tarn et Garonne par 29% des mandats pour 26% au texte Mitterand, 25% au texte Mauroy et 20% auCERES.

Perspective de travail pour cette commission.

- faire l'inventaire des entreprises ou communes importantes où le parti est peu ou pas représenté
- établir une planification annuelle des endroits où intervenir en priorité

Les secteurs d'intervention étant fixes :

1°) commencer une intense campagne de propagande (affichage, tracts, etc...)

2°) rechercher tous contacts possibles : lecteurs du journal, sympathisants connus, militants isolés, noms et adresse fournis par des militants

3°) organiser des visites sur place

4°) dès qu'on a découvert un animateur possible, organiser une réunion d'information sur invitation

5°) selon le résultat de la réunion, constituer la section

6°) pendant une période indéterminée, un membre de la commission d'organisation sera chargé d'aider la nouvelle section pour lui permettre de démarrer et de se renforcer".

On retrouve là le souci permanent de Marcel Thourel, souci partagé par Jean Bourgarel, qui trouve son origine dans son apprentissage militant au Parti Communiste.

Le 17 Avril 1978, Jean Bourgarel, Claude Mouchard (43) et Marcel Thourel, proposent à la commission exécutive un projet de fonctionnement du parti dans la fédération". Le but des réformes proposées et adoptées sont :

- "de donner une nouvelle image du parti,
- d'améliorer le travail des sections,
- d'activer l'implantation et le renforcement du parti,
- de se doter, au plan fédéral, d'un exécutif et de modifier ainsi les méthodes de travail de la direction politique,
- de substituer progressivement la notion de responsabilité collégiale à

.....

(43) Secrétaire fédéral aux études (élections)

celle de responsabilité individuelle,

- un contrôle plus rigoureux des tâches et de l'exécution des décisions prises,
- promouvoir des responsables animateurs et organisateurs dont le Parti va avoir besoin impérieux, afin de ne pas être une simple masse de manoeuvre électorale,
- nous affirmer comme une force politique bien implantée dans le département, capable d'intervenir à tout moment, sur tous les terrains,
- doter le Parti d'une organisation préfigurant le Parti de demain et non plus celui d'avant-hier".

Toujours le même souci de rigueur, d'efficacité et d'action !

Agé de soixante six ans, MARCEL THOUREL continue toujours de militer et d'organiser. Fidèle, comme il le dit souvent, à l'engagement de sa jeunesse....

CINQUIÈME PARTIE

UNE VIE MILITANTE

UN ITINÉRAIRE POLITIQUE:

SYNTHÈSE

10_ PORTRAIT D'UN MILITANT

11_ LES IDÉES POLITIQUES DE M. THOUREL

10 - PORTRAIT D'UN MILITANT

- traits de caractère
- un moralisme foncier
- une passion pour le militantisme
- qualités intellectuelles

10 - PORTRAIT D'UN MILITANT -

C'est à partir de la reconstitution de sa vie, et de son propre récit (1) qu'il est possible de tracer un portrait de Marcel Thourel. Les témoignages extérieurs nombreux permettent d'affiner au mieux cette esquisse (2). Ils ne se sont pas limités aux militants politiques des diverses organisations auxquelles Marcel Thourel a adhéré ; nous avons pu recueillir également les réflexions de son entourage : famille, amis, connaissances de travail. Il faut noter qu'ils ont été le plus souvent concordant ; excepté les témoignages très critiques, et souvent incohérents, de "vieux" militants communistes qui le jugent comme "un traître au communisme". Le temps n'efface pas toujours les polémiques passées, dont la virulence a figé les jugements !

Le premier trait de caractère de ce personnage c'est son énorme capacité de travail, pour reprendre l'expression de l'imprimeur avec lequel il collabore au niveau professionnel depuis près de trente ans : "c'est un bosseur". D'où Marcel Thourel tire t-il cette si grande vitalité qui lui permet d'être à la fois capable d'assurer avec un grand sérieux sa profession, de militer avec assiduité et rigueur, de "jardiner" sur quelques quatre cents mètres carrés ...? Il dit souvent qu'il tient cette capacité de travailler et ce besoin de peu de repos, du métier de boulanger qu'il a exercé de Janvier 1930 à Avril 1947. La dureté de ce travail, les horaires de nuit expliquent sans aucun doute cette accoutumance à une vie, où les activités prennent le pas sur le temps de loisirs et de repos.

On peut aussi ajouter que son militantisme au P.C.F., d'abord comme simple adhérent, ensuite comme permanent de 1937 à la déclaration de la seconde guerre mondiale, est, par son côté ac-

.....

(1) Voir Tome I, l'analyse générale de ses Souvenirs, p. 12 à 17

(2) Voir Tome I, la liste des interviews réalisées, p 61 à 62

-tiviste, un moment capital dans l'affermissement de cette énorme capcité de travail. Il faut se rappeler, par exemple, le récit qu'il fait des longues tournées dans le Sud-Ouest pour diffuser la presse communiste (3).

Grand travailleur donc, mais aussi travailleur sérieux et même méticuleux. On trouve constamment, tant dans son activité militante que dans sa profession de libraire, ce souci du "travail bien fait". Là encore l'expérience de la boulangerie est indéniable, tout comme son activité dans le PCF, et les autres organisations. Ce sont à la fois les causes et les conséquences de ce trait de personnalité. Il n'est pas utile de prendre des exemples dans son activité militante pour démontrer ce souci, le récit et la reconstitution de sa vie y suffisent. Par contre, il n'est pas sans intérêt, pour appuyer la démonstration de faire appel à quelques témoignages sur son activité de libraire. Il faut d'abord rappeler que Marcel Thourel exerce cette profession depuis Septembre 1945 (4), et qu'il a pris sa retraite de commerçant en Décembre 1974. A cette occasion, et lors de la parution du catalogue de Janvier 1975, il envoie à ses quelques quinze cents clients une lettre, où il exprime toute sa reconnaissance, soulignant son attachement à sa profession :

"Près de cinquante années de vie active dont trente dans la librairie m'ont amené à l'échéance qui est la terminaison de toute carrière, celle de la retraite.

Depuis le début de la présente année j'ai cessé toute activité commerciale.

Je n'ai pas voulu terminer ma carrière sans une pensée reconnaissante pour mes nombreux clients qui, pendant tant d'années, m'ont manifesté leur confiance.

J'ai tenté de donner satisfaction à tous, malgré les difficultés rencontrées, notamment par l'acheminement désordonné des catalogues par l'administration postale. Si j'ai pu y parvenir pour le plus grand nombre c'est pour moi une grande joie. Mais que ceux qui n'ont pas toujours vu leurs commandes honorées m'excusent, la cause en fut toujours indépendante de ma volonté.

Que toutes et tous trouvent ici, l'expression de ma profonde gratitude".

.....

(3) Voir Tome I, chapitre 3, p 195 à 198

(4) Voir Tome II, chapitre 7, p 350 à 351

De nombreux clients lui répondent avec beaucoup d'émotion. Il a gardé ces lettres précieusement, et minutieusement classées dans un album photo, qui comprend aussi des lettres reçues durant ses trente années d'activité. En voici quelques exemples :"je vous remercie de votre lettre qui me touche infiniment. Vous avez été toujours si facilitant pour mes recherches que je vous considère comme un pôle d'attraction de première grandeur pour faciliter les incursions dans le domaine du passé" (5). Autre exemple : " Sans vous flatter vous êtes mieux organisé que les autres, et votre titre de bouquiniste vous le portez avec une grande dignité" (6). Je ne résiste pas à la tentation de citer une lettre adressée à"Marcel Thourel, artiste bouquiniste " par un client agenais. Lettre-poème qui met en valeur les rapports étroits entretenus entre le libraire de Grisolles et les acheteurs de toute la France, et d'ailleurs... "C'est absolument remarquable - pour vous. Un catalogue est la porte sur l'imaginaire des Mille Merveilles, la porte ouverte sur tous les rêves. Un livre doit être plus beau et plus désirable de loin que de près. C'est le dessous de la tentation à votre porte, sous vos yeux. L'âme du bibliophile et autres devant le catalogue se sent comme Marguerite devant le coffret de bijoux. Oui c'est un grand seigneur et comme il se nomme ? Thourel ..." (7).

Précis, sérieux, voire méticuleux, tel est Marcel Thourel tant dans sa vie professionnelle que militante.

Cet état d'esprit explique sans nul doute sa réussite commerciale. Mais ce n'est pas la seule raison ; au niveau de son caractère, il faut aussi noter sa profonde honnêteté et son immense générosité. Les lettres de ses clients soulignent très souvent son honnêteté "J'ai quelque fois vendu des livres qui ne m'intéressaient plus : vous êtes le premier qui vous soyez montré raisonnable" (8) ou encore "j'ai quelquefois d'autres brochures de Paris, mais je dois vous avouer quelles sont les plus chères et ne répondent pas toujours à l'annonce qui en est faite. Quoiqu'il en soit, je n'ai pas à Paris la politesse que vous apportez aux livres

.....

(5)Lettre du 27 mars 1958 de Nozières-Brigon (Gard) signature illisible
(6) Lettre du 27 Août 1954, de Los Angeles (USA) signature illisible
(7) Lettre du 28 février 1974, signature illisible
(8) Lettre du 20 mars 1956 de Moissac, signature illisible

vendus" (9). Pour la plupart des gens interrogés, Marcel Thourel est un homme désintéressé, mû par un humanisme profond. Là encore, son activité professionnelle comme ses choix militants en sont des exemples. Homme désintéressé, profondément généreux, prêt à rendre service en toute circonstance. C'est le souvenir qu'en garde André Geammaire, employé de commerce et écrivain régionaliste, demeurant aujourd'hui à Metz (Moselle) (10). En 1945, sans travail, il habite Montauban. Passionné par les livres, il recontre Marcel Thourel, installé sous les couverts de la Place Nationale. André Geammaire s'installe lui aussi, faisant le même commerce. Il se souvient de la réaction de Marcel Thourel, qui lui a proposé de l'aider en lui prêtant des livres. Souvenir pour lui inoubliable, qui dépeint ce "personnage hors du commun".

Cette absence d'esprit mercantile est sans nul doute une des conséquences de sa vie militante.

Autre exemple de la générosité de Marcel Thourel, cette lettre d'un "client" Monsieur Menegoz : " Je n'oublierai jamais la lettre pleine de sympathie que vous m'avez adressée après le séïsme d'Agadir, ni votre offre d'une aide financière si j'en avais besoin. Ce geste vous dépeint tout entier, et je tenais à vous le redire" (11).

On pourrait continuer cette énumération d'anecdotes, qui sont significatives de la générosité et de l'humanité de Marcel Thourel, dont il faut souligner aussi la grande volonté. On imagine sans peine la volonté qui lui a fallu pour surmonter les conséquences de son exclusion, certes morales, mais aussi matérielles. Très volontaire, il est parvenu à dépasser le choc de cette exclusion, avec effort et tenacité. C'est un autre trait de sa personnalité : une grande volonté et une grande rigueur personnelle. On peut citer une anecdote : en 1967, Marcel Thourel rencontre des militants du mouvement "Vie Libre" (12) ; à la suite d'un échec personnel, où il a essayé de "sauver" un parent de l'alcoolisme, il adhère à ce mouvement et devient "abstinant volontaire". Aujourd'hui il est toujours

.....

(9) Lettre du 23 novembre 1961 de Decroix Raymond, cultivateur à Frise par dray sur Somme

(10) Interview d'André Geammaire de Mai 1978

(11) Lettre du 12 février 1975, de Mougins

(12) Mouvement qui lutte contre l'alcoolisme et ses causes

membre du comité départemental de ce mouvement, et ne déroge que lans des "occasions exceptionnelles" - et de façon toujours modérée - . la règle à laquelle il s'est abstreint en adhérant à "Vie Libre".

Revenons à sa personnalité qui est Marcel Thourel ? En pre-ıier lieu, il faut placer sa rectitude morale. Cela apparaît indis-:utable. L'étude du vocabulaire de ses Souvenirs amène à conclure ı l'existence chez cet homme d'action à un véritable moralisme. Pro-:ondément attaché aux valeurs de justice et d'égalité, il combat ıvec régularité et passion, pour voir triompher son idéal. Sa vie, :omme ses engagements politiques trouvent leur fondement dans cette ıdhésion à une morale, qu'il serait simpliste de qualifier de judéo-:hrétienne, même s'il elle emprunte à celle-ci des éléments qui la natituent.ici, on peut noter que le cas de Marcel Thourel n'est pas ıriginal, il semble au contraire assez représentatif d'une catégorie le militants, engagés dans le combat politique plus par un idéal de ustice que par convictions théoriques et scientifiques. Les mili-.ants ont leur morale, même s'ils le nient, estimant fonder leur .ction sur la seule analyse juste de la réalité." Il (le militant) croit ıvoir dépassé son indignation devant l'injustice de la société capitaliste, il lit avoir choisi la révolution pour des raisons scientifiques, et non morales : le capitalisme est irrationnel et arnarchique. Il ne sait pas que la force qui le :onduit à ce choix est une force morale qui veut le bien d'autrui ..." (13). .e militantisme est en quelque sorte un acte de foi, l'adhésion à :es valeurs morales, dont l'objectif est de les voir étendues à :'ensemble de la société. Tous les efforts, qui visent à séparer ac-:ion politique et morale, semblent vains. L'humanisme est une partie .ntégrante de tout engagement (14).

.....

(13) Recherches, généalogie du capital : 2 - l'idéal historique, n° 14 janvier 1974, p 22

(14) voir divers ouvrages, qui appuient cette constatation -

. Esprit - les militants d'origine chrétienne, avril-mai 1977, n° 4 et 5
. Bourdet Yvon, qu'est ce qui fait courir les militants ? Stock, 1976 en autres p 246 et suivantes
. Audry Colette, les militants et leurs morales, Flammarion - collection la rose au poing, 1976, 185 pages

Voir aussi ;

. Harris André et Sedouy Alain de, voyage à l'intérieur du parti communiste. le seuil,1974, 440 pages
. Andreu Anne et Mingalon Jean-Louis, l'adhésion: les nouveaux communistes de 1975.Calman Lévy 1975, 236 pages

Il faut aussi citer l'article de Jean George dans l'Humanité du 7 Novembre 1978, intitulé "Pourquoi militer ? "

"... Depuis que les communistes français ont accepté un relatif effacement du léninisme en se ralliant à la tradition de la Gauche française, depuis que, par l'esprit de 1936 ils ont, en commun avec la SFIO le même discours humaniste et républicain, leur propagande porte nécessairement moins sur une différence de fond que sur une différence de manière. Elle oppose moins la conception communiste à la conception social-démocrate du socialisme que la manière communiste à la manière social-démocrate. Les communistes (dans leur propagande courante, quotidienne) s'opposent moins aux socialistes, comme les partisans d'un socialisme à ceux d'un autre socialisme que comme les partisans sérieux aux partisans non-sérieux d'un même idéal socialiste. Par sérieux, entendons efficaces, honnêtes, intransigeants, pauvres ; - par non-sérieux entendons (sans prendre évidemment ces assertions à notre compte) non efficaces, laxistes, politiciens, embourgeoisés. Dès avant 1939, il n'est pas douteux que les communistes tendaient à progresser aux dépens des socialistes sur une base de moralisme (un certain type d'homme, un certain type de parti) plus que d'option théorique froidement examinée.

Il est clair que la nouvelle expérience de la Résistance a encore accentué cette tendance. Il n'y a pas - et cette fois c'est clairement dit : il ne doit pas y avoir - d'un côté, les communistes partisans de leur Révolution, et, de l'autre, tous les autres qui seraient partisans de la République et de la Patrie accoutumées ; il y a seulement les communistes, partisans les meilleurs - et les autres, partisans moins bons - de la même Patrie et de la même République. Efficacité ou inefficacité, grand nombre ou faible nombre de martyrs, combativité ou attentisme, tels sont les thèmes. Les communistes à la Libération ne sont donc nullement gênés de n'avoir pas de programme original ; ils font toute leur propagande sur le programme du C.N.R., qui leur est en principe commun avec ... tout le monde, bien convaincus qu'ils sont d'en être les seuls partisans vraiment résolus (au reste, appliqué dans son esprit et dans sa lettre, le programme du C.N.R. irait assez loin dans la voie du socialisme). Leur zèle à réclamer ce programme qui est en principe celui de tous, mais que les autres laissent peu à peu empoussiérer, constitue une position morale supérieure dont la force d'attraction est indéniable" (15).

.....

(15) Agulhon Maurice, in La libération de la France, éditions du CNRS, op. cit., p. 89

Marcel Thourel,adhérant au PCF en 1935, fait partie de la génération du Front Populaire (16). Pendant ces dix années de militantisme au PCF, il vit dans l'atmosphère des deux plus grands moments de l'histoire du mouvement ouvrier français depuis 1900: le Front Populaire et La Libération. Il fait sien le discours du parti qui se modifie (passage de la russification du vocabulaire à sa jacobinisation (16). Il m'apparaît indéniable que cette période marque par le changement du discours, mais aussi des attitudes une génération de militants, dont le fondement de l'engagement est plus moral que théorique.

Thourel est représentatif de cette génération. C'est certainement une raison qui explique son adhésion au PSU, en 1960, et sa fidélité pendant quatorze années à ce petit parti. En effet, le PSU est crée au départ sur deux analyses convergentes : le refus de la social-démocratie (problème de la responsabilité de la SFIO dans "la sale guerre d'Algérie") et le refusdu stalinisme. La convergence de ces deux analyses c'est une vision d'un socialisme qui respecte l'homme et sa dignité. Programme politique certes ! Mais aussi conception morale du monde et des rapports humains ! Il est bien évident que Marcel Thourel trouve dans ce petit parti "au rôle moralisateur et donneur de leçons" (17) le lieu d'expression de son profond moralisme.

Son grand besoin de dévouement, son altruisme indéniable sont la charpente de sa passion politique qua les revers et les échecs n'ont pas réussi à estomper. De 1935 à aujourd'hui, Marcel Thourel est resté militant ; contre vents et marées il se bat pour son idéal avec la force qui lui est propre. Ni les attaques personnelles, ni les amères défaites qui jalonnent son combat depuis la Libération ne l'ont fait renoncer. Cette passion pour le militantisme pose cependant deux séries de questions liées à la vie familiale et à son optimisme fondamental, en la victoire future et espéréedu socialisme.

.....

(16)Sur laquestion des générations dans le PCF, voir Kriegel Annie, les communistes français, Le Seuil, série politique, p 69 à 91

(17)Le Nouvel Observateur, Lundi 6 août 1979

Dans la reconstitution de sa vie militante et de son itinéraire politique, on peut observer une absence : sa famille. Il faut d'abord préciser qu'il n'est pas aisé de cerner les rapports familiaux d'un personnage contemporain (18). Ce domaine privé est toujours délicat à pénétrer, et certainement plus encore à bien comprendre. Mais ceci ne peut empêcher de poser une question, Marcel Thorel a t-il eu une vie familiale ?

Son militantisme ne s'est-il pas effectué au détriment de sa femme et de son fils ? La réponse ne peut être qu'affirmative. Elle se retrouve dans l'absence de sa femme dans cette reconstitution militante. Elle se retrouve aussi dans un rapport au C.C. du PCF où Marcel Thorel affirme "... *je suis constamment en déplacement, souvent des mois entiers et cela malgré une situation familiale difficile du fait de l'incompréhension manifestée par ma compagne à cette époque (1937 à 1939)*" (19). Activisme forcené, voué corps et âme au parti communiste, Marcel Thorel de 1937 à 1945, réduit au maximum sa vie familiale, malgré la naissance de son fils unique Claude le 4 avril 1939. Cette situation n'est pas propre à Marcel Thorel, elle est celle de la plupart des militants de cette époque. Tout devait -être sacrifié au parti, placé au-dessus de tous les intérêts particuliers et personnels. S'agit-il d'un sacrifice ? Il ne semble pas. Malgré les difficultés que lui a causé son militantisme au niveau familial, il avoue "n'avoir subi aucun frein de sa femme" ; au contraire on peut affirmer qu'elle a été pour lui un élément d'équilibre indispensable. Ce qui est remarquable dans ce couple, c'est la séparation entre leur vie privée commune, et l'action militante de Marcel Thorel auquel sa femme n'a pas participée, si ce n'est un moment à la Libération où elle adhère au PCF... Le cas de Marcel Thorel pose avec éclat le problème de l'harmonisation pour les militants de leur activité et de leur vie privée. Il semble qu'il faille cependant bien resituer cette question dans son temps, sous peine de tomber dans des généralités simplificatrices. En effet, le problème

.....

(18) Voir Tome I, introduction p 103

(19) déjà cité, Tome I, chapitre 3, p 188

du couple Thourel est celui des militants d'une génération, à ce détail près qu'il ne s'agit pas d'un couple militant. Couple représentatif d'une génération, donc d'une époque, et en quoi ? On peut répondre en se référant à la réalité d'aujourd'hui : une telle situation est-elle possible ? A l'évidence, on peut affirmer oui ; mais il faut ajouter qu'aujourd'hui on assiste, à travers la spécificité des problèmes des femmes à une remise en cause des rôles traditionnelles : la femme à la maison (ou aux fourneaux) et le mari au parti ou au syndicat. Le courant féministe (pris dans son sens le plus large), fortement développé dans la gauche politique et syndicale, conduit à une plus égale répartition des rôles. En ce sens Marcel Thourel appartient à une autre génération militante, moins marquée par les idées féministes beaucoup moins répandues à cette époque (20).

Deuxième problème posé par cette passion du militantisme : l'optimisme fondamental de Marcel Thourel. Où puise t-il l'énergie et l'espérance en un monde différent et meilleur ? Comment expliquer tant de constance dans l'engagement ? Depuis près de quarante cinq années, ce militant agit, combat, défend ses idées par la parole et par l'écrit. Il semble qu'il n'ait jamais été frappé par ce que certains appellent "la crise du militantisme" (21). Pour quelles raisons cette confiance en l'avenir ? Il m'apparaît que là encore, la réponse se trouve dans la différence d'époque, et de génération militante. En 1968 Marcel THourel est un militant du PSU , il y cotoie des militants bien plus jeunes (en âge et en années de militantisme); s'il vit avec eux l'euphorie des évènements de mai et juin, il a dans sa tête et son coeur sa longue et particulière expérience militante, vécue au travers de nombreux évènements qui restent marquant dans l'histoire du socialisme du XXème Siècle.

.....

(20) VOir Critique Communiste, militantisme et vie quotidienne, n° 11 et 12, 192 pages

(21) Voir les articles de Politique Hebdo :

- la déprime des militants : n° du 23 et 29 Octobre 1975
- crise du militantisme ou crise des organisations : n° du 20 et 26 Novembre 1975

La revue Sexpol : A poil les militants, n° 3 avril 1975

Ainsi si comme ses camarades du PSU il subit avec peine et avec un certain désanchantement l'échec de mai 1968, il peut puiser l'énergie nécessaire à la poursuite de son combat dans son passé. Tout ceci permet de relativiser l'idée que 1975 marquerait une crise du militantisme. S'il apparaît comme évident qu'un certain nombre de revendications se sont développées après mai 1968, à l'extérieur des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (mouvement des femmes, écologistes, nationalitaires ...), il serait pour le moins hasardeux et abstrait de vouloir tracer une ligne de démarcation nette et absolue entre les partis et ces "mouvements de masse". Par contre ce qui est certain, c'est que l'année 1975 marque un point final, ou plutôt une pause dans les possibilités de réunification de la "gauche révolutionnaire". Ce n'est pas un hasard de trouver dans POlitique Hebdo, un écho sur la crise du militantisme ; l'objectif initial de cet hebdomadaire étant la fusion des divers groupe d'extrême gauche en une organisation unie. En fait la crise du militantisme de l'année 1975 n'est que celle d'une extrême gauche divisée et, par là relativement inopérante, et de plus fort peu nombreuse. Les militants engagés dans les évènements de 1968 subissent cinq ans après les effets de l'échec de leurs espoirs.

Marcel Thourel, s'il s'apparente à ce type de militants, en diverge fondamentalement quant à ses choix futurs. Il continue à militer avec acharnement ; son départ du PSU n'est pas une retraite, mais le prolongement du combat entamé en 1935. A la différence de la génération militante de 1968, il a "un passé", une expérience qui le fortifie en fin de compte. L'optimisme de Marcel Thourel plonge ses racines dans sa vie militante, dans son itinéraire politique lui même. Il a alimenté et vérifié son idéal dans des luttes passées, qui restent pour lui, comme pour une génération de militants, de grandes victoires. En 1936, durant le Front Populaire plusieurs revendications ouvrières, comme la réduction du travail ou les congés payés, seront satisfaites dans une atmosphère de fièvre et de joie. Ces évènements demeurent ancrés profondément dans la mémoire des militants de l'époque.

Peut-on imaginer en 1944 lors de la victoire sur le nazisme l'allégresse des hommes et des femmes qui s'étaient battu contre l'occupant !

Combat inégal, fait de multiples sacrifices et d'épreuves successives. La plupart des militants qui ont vécu la Libération en Août 1944 ont souvent affirmé que pour eux ce jour a été et reste "le plus jour de leur vie".

Enfin 1962 marque l'amorce de la fin de la guerre d'Algérie. Le PSU, dont la naissance est liée au déclenchement de cette guerre, participe activement au soutien du peuple algérien. Très dynamiques, les militants du PSU enregistrent avec satisfaction la fin du conflit. Pour eux cet arrêt de la guerre est l'aboutissement de leur lutte. Il vérifie la valeur et la justesse de leur combat.

Quand dans sa tête Marcel Thourel fait le bilan de son activité, s'il en souligne les échecs, il garde un optimisme foncier, qui est sa raison de vivre. Raison qu'il exprime avec force dans une lettre au comité fédéral du PSU :

" Je suis venu au parti par esprit d'indépendance ayant fait l'expérience dans le passé d'un parti où toute discussion était impossible et où, seul le droit d'approuver était admis.

J'y suis venu, non pour faire plaisir à tel ou tel camarade, non parce que faire de la politique m'amuse, mais parce que militer pour un idéal qui a toujours été le mien, est pour moi la forme la plus élevée du devoir de classe.

J'y suis venu pour mettre mes faibles connaissances et mon activité au service de la cause pour laquelle je lutte depuis près de trente années et pour laquelle j'ai payé de ma personne et non pour mettre ces connaissances et mon activité au service de quelque côterie que se soit.

Je suis venu au Parti pensant trouver en son sein un climat de camaraderie et de fraternité sans lequel rien ne peut être fait. J'y suis venu pour construire et non pour démolir, mais avec le droit de dire ce que je pensais et cela dans le seul esprit de servir le Parti, pour y mener une politique large et au grand jour en refusant par avance de m'associer au choeur des bienheureux, s'il en était un un jour dans le Parti, dont la seule action consisterait à chanter les louanges à la gloire du chef providentiel et infaillible, quel qu'il soit".(22).

.....

(22) Lettre du 7 décembre 1961 de M.T.

Cette lettre laisse transparaître une certaine amertume circonstancielle ; mais elle est significative de la passion pour le militantisme qui anime ce personnage. Ce document met en lumière sa conception de l'organisation politique. Celle ci est définie comme un lieu d'action, mais aussi comme un lieu d'échanges fraternels. Marcel Thourel souligne l'attachement et la solidarité qui doivent lier le militant au parti. On reconnaît là ce que l'on peut définir comme "esprit de parti" (23). Sa conception du parti, et son esprit de parti, sa solidarité avec l'organisation sont un héritage de son combat mené au nom du PCF. Que ce soit au PCI, au PSU ou au PS, Marcel Thourel fait preuve d'une grande fidélité à l'organisation dans laquelle il s'engage pleinement.

Afin d'affiner son portrait il reste à analyser les qualités intellectuelles de Marcel Thourel. ELles sont solides, même si elles sont moins marquantes que ses qualités morales. Sa vie témoigne de sa facilité d'adaptation. Il sera avec un bonheur égal, ouvrier boulanger, représentant du CDLP, libraire. Dans des circonstances difficiles, comme la période de la Résistance, il fera preuve d'une efficacité indiscutable. Mais il ne semble être guère doué pour l'abstraction, en témoigne l'ensemble de ses contributions dans les organisations, dont il est membre. Ce n'est pas un théoricien du socialisme, mais bien plutôt un praticien zélé de l'action politique. Il maîtrise avec beaucoup d'aisance les problèmes d'organisation, délaissant les questions plus théoriques et politiques. D'où vient ce peu d'attrait pour la théorie ? Il faut y voir trois raisons.

D'abord il n'est pas inutile de rappeler que Marcel Thourel n'a été scolarisé que jusqu'au certificat d'études, c'est-à-dire qu'il n'a acquis que les rudiments les plus élémentaires dans le domaines de la culture. Ensuite, il faut noter que la culture de Marcel Thourel est celle d'un autodidacte, c'est-à-dire une culture variée certes, mais incomplète, faite de lectures, mais aussi de discussions, de discours écoutés ... Dernier élément qui peut expliquer son mince

.....

(23) Voir chapitre 7, tome II, p 352 à p 354

souci pour la théorie, c'est la formation reçue lors de ses dix ans au parti communiste. Il avoue avoir passé plus de temps à l'action qu'à la réflexion. La reconstitution de son activité au sein du PCF en est une preuve irréfutable. Mais cet élément ne peut à lui seul expliquer ce refus de l'abstraction, puisqu'on retrouve cette position constamment, chez le trostkyste ou socialiste. Marcel Thourel

Militant d'origine prolétarienne, Marcel Thourel est représentatif d'une catégorie de militant formée dans l'activisme, marquée par des victoires. Militant dévoué, discipliné, rigoureux dans l'exécution des directives, à la fois révélateur d'une époque et révélé par des évènements marquants, il reste fidèle à ses premiers engagements, malgré l'évolution de ses idées politiques qu'il faut essayer de cerner.

11 - LES IDEES POLITIQUES DE MARCEL THOUREL

- leur évolution et leurs raisons

- une marque indélébile : le P.C.F.

- une conviction profonde : LE SOCIALISME

Il convient maintenant de dégager les idées politiques de ce militant, et de décrire leur évolution en essayant de comprendre ses causes. Non certes en raison de leur originalité, mais de leur représentativité. Marcel Thourel n'est ni un penseur, ni un théoricien du socialisme, c'est un militant très actif, responsable à l'échelon départemental tantôt comme permanent, tantôt en tant que simple adhérent. Qu'a t-il retenu des stratégies des partis au nom desquels il luttait ? Y a t-il une continuité dans son engagement, ou s'agit-il de versatilité ?

Pour essayer de cerner ses options politiques, on dispose d'une riche documentation : ses nombreux discours ou articles, ses contributions à la vie interne des partis où il a milité, ses Souvenirs. Il faut bien préciser d'abord que Marcel Thourel se caractérise par son activisme forcené qui réduit son temps de réflexion.

Formé au combat politique pour le socialisme dans le PCF, de 1935 à 1945, il adhère à quatre grandes idées, qui resteront pour lui des idées forces : l'anti-capitalisme, l'anti-fascisme, l'édification du socialisme et un profond souci d'unité des forces du mouvement ouvrier, condition et moyen de parvenir à la société socialiste. Marcel Thourel évolue au coeur de deux générations militantes ; celle du Front Populaire et celle qui est issue de la Résistance (1). Le trait dominant de ces deux générations est qu'elles sont marquées par des évènements qui resteront comme de grands moments de l'histoire du mouvement ouvrier (le Front Populaire et la Libération) ; il faut noter la nouvelle orientation du PCF, qui est signifié par le passage de la stratégie "classe contre classe" à la stratégie du "Front Populaire". Autre conception des rapports internes du mouvement ouvrier, autres objectifs de luttes, autres fondements idéologiques du combat politique. Le parti communiste s'affirme à la fois révolutionnaire et responsable, il essaie de s'insérer dans la réalité et la tradition française. La deuxième guerre mondiale ne fait qu'accélérer cette intégration à la société française.

.....

(1) Kriegel Annie, Les communistes français, le Seuil, p 76 et suiv.

En fait les idées politiques de Marcel Thourel sont celles du PCF à cette époque (1935-1945). Militant discipliné, permanent dévoué, peu sensible à la spéculation intellectuelle, il se forme plus dans le combat quotidien que par la connaissance théorique. Il est bien représentatif en ce sens d'une génération de militants communistes, que la Résistance marque profondément. Il fait sien l'idéal national au nom de son anti-fascisme.

"Ainsi, se constituait une génération nouvelle de communistes. L'anti-fascisme, la Résistance, la guerre, avaient été, tout à la fois, son apprentissage de la vie et sa première école politique. De ce fait, elle se distinguerait des précédentes. Ceux et celle qui s'étaient lancés dans l'aventure de la lutte clandestine en garderaient inévitablement la marque. L'habitude de prendre des décisions sans que tout soit toujours dicté d'en haut, des affinités particulières avec les camarades qui avaient vécu la même expérience, une propension peut-être inévitable à se considérer comme une sorte d'élite, ayant en tout cas plus de titres que quiconque à s'exprimer, à juger et à parler fort : c'étaient autant de traits que l'on retrouvait ailleurs mais qui distinguaient aussi les communistes ayant pris part à la Résistance. Ceux-là mêmes qui avaient eu, à sa tête, les plus hautes responsabilités se sentaient dignes et capables de compter parmi les dirigeants du Parti après la Libération" (2)

L'exclusion de Marcel Thourel en 1945 sera pour lui à la fois un moment difficile et déchirant, et la principale raison de l'évolution de sa pensée politique; il continue son combat pour le socialisme, dans une organisation différente, le PCI, organisation trotskyste, qui puise les grands axes de sa méthode d'analyse et de son programme dans le marxisme, le léninisme et le trotskysme. Comment Marcel Thourel peut -il adhérer à une organisation si différente du PCF ? Différente en raison des objectifs immédiats et premiers ("La Révolution") ; différente aussi en raison de son analyse de l'URSS, perçue comme état ouvrier dégénéré, caractérisé par l'apparition et la domination d'une couche privilégiée de bureaucrates. Par

.....

(2) de la Gorce Paul-Marie, 1'Après-guerre, Grasset, p 86

contre, l'ex-dirigeant communiste retrouve dans le PCI l'ambiance du PCF de l'avant-guerre : les références constantes au marxisme, à une phraséologie révolutionnaire ... Mais son adhésion ne signifie pas assimilation de l'ensemble de l'analyse trotskyste. Il traverse le PCI comme un météore engrangeant çà et là quelques éléments de connaissances historiques et théoriques, qui précisent sa conception du socialisme. En particulier il fortifie son sentiment internationaliste, déjà bien ancré durant les tragiques évènements de la guerre d'Espagne. C'est au PSU que ces deux éléments (révolutionnaire et internationaliste) se conjugueront pour s'unir dans une organisation aux structures souples et aux sensibilités nombreuses.

Tout au long de ses quarante années d'engagement militant, Marcel Thourel reste fidèle à quatre points cardinaux, qui fournissent à sa réflexion une grille de référence immuable. C'est d'abord un anti-capitalisme fondé sur la reconnaissance ou la croyance à la lutte des classes, La référence à l'analyse marxiste tient cependant plus du rituel que d'une véritable compréhension. Le marxisme de Marcel Thourel est schématique, et assimilé dans ses grandes lignes. Il fait sien certains axes du marxisme (lutte des classes, nécessité du socialisme), mais il apparaît que pour lui cette doctrine est plus un cadre de réfences générales qu'une méthode d'analyse. IL faut le répéter Marcel Thourel n'est pas un théoricien, mais un activiste.

Le deuxième point de référence c'est l'anti-fascisme né et alimenté par les évènements d'avant-guerre (montée du fascisme en France et en Europe, guerre d'Espagne), de la 2ème guerre mondiale (occupation), et enfin par la guerre d'Algérie, qui se traduit en métropole par une opposition violente entre ceux qui soutiennent l'indépendance de ce pays et ceux qui s'y opposent.

Le troisième point de référence c'est l'internationalisme. Marcel Thourel vit d'abord dans l'admiration de l'URSS et de son "grand dirigeant le Maréchal Staline". Son rôle dans le soutien pratique à l'Espagne républicain fonde très certainement ce souci internationaliste. Il prolonge de toute évidence son attachement à l'internationalisme dans le PCI, par exemple, par le soutien à la Yougoslavie. Le PSU, au travers de ces divers combats internationaux, lui permet de développer ce profond sentiment.

Enfin dernier point cardinal du cadre de pensée de Marcel hourel, le souci unitaire ; du PCF au PCI, du PSU au PS, il se bat our l'unité du mouvement ouvrier, certes il y a une différence en- re le Front Unique proposé par les trotskystes, le Front Populaire éunissant communistes, socialistes et radicaux, et l'Union de la auche, assise sur le programme commun de 1972. Mais pour l'actuel esponsable socialiste, au-delà des variantes tactiques, l'essentiel 'est l'union, qui seule fait la force. Il ne partage pas la passion our les chapelles et les grands débats d'idées. Pour lui l'essentiel 'est l'action unitaire qui fait avancer le combat. Il apparaît bien omme profondément marqué par son passage au PCF.

Il souligne lui même avec force cette marque indélébile :

Ce Parti sur lequel je porte des critiques parfois sévères est celui dans le- uel j'ai fait mes premiers pas dans la vie militante, celui duquel j'ai reçu ertains principes qui deviendront pour moi une règle de vie. Ce parti, qui fut 'amour et le désespoir de ma jeunesse fiévreuse auquel j'appartenais corps et me, qui m'avait fait, m'avait révélé à moi-même, que je servais et auquel je royais comme au jour et à la nuit, a suscité par la suite, en moi des réflexions arfois contradictoires.

Mais quoiqu'il puisse advenir par la suite, mon passage au P.C. reste- a la grande expérience de ma vie, celle qui vous marque comme au fer rouge, elle des folles illusions comme celle des plus sombres désillusions qui furent our moi la fin d'un immense espoir déçu" (3).

Le vocabulaire employé dans ce texte met en valeur cet ttachement viscéral, profond de Marcel Thourel au PCF. C'est le par- i de sa jeunesse auquel il "croyait comme au jour et à la nuit". ette organisation à laquelle il s'était voué corps et âme, et qui ui a permis de se révéler, demeurera et demeure la grande expérien- e de sa vie. Il exprime avec émotion un passé toujours présent où e mêlaient une confiance totale ("je croyais...") un dévouement sans esure ("je servais...") et un sentiment d'appartenance à une commu-

.....

(3) M.T. Souvenirs, p 532

nauté humaine ("j'appartenais ...").

Il a reçu de ce parti "certains principes" qui demeurent pour lui une règle de vie. Quels sont ces principes ? Le premier c'est la conception même du militantisme, conçu comme volonté d'agir avec persévérance, quotidiennement, en sacrifiant ses loisirs, sa vie familiale, à l'idéal choisi. Marcel Thourel n'a jamais été un simple adhérent, mais un militant actif faisant preuve à la fois d'un grand esprit de discipline, et d'une grande capacité à assumer les responsabilités et à prendre des initiatives. Le PCFrestera la grande expérience de sa vie militante. Son activisme, élevé au rang de règle de vie, mais aussi sa conception de la politique renvoie à ce passé vécu avec intensité.

Sa conception de la politique est simple, c'est de réaliser le lien le plus étroit possible entre le discours et l'action, qui doit être toujours présente. Marcel Thourel fait partie de cette génération de militant plus activistes que doctrinaires. Il y a dans sa volonté d'engagement un souci constant d'aboutir à une unité entre le discours propagandiste et sa réalisation concrète. Ce n'est pas un hasard s'il occupe constamment dans les partis auxquels il adhère, les responsabilités qui touchent à l'organisation, forme la plus concrète de l'action politique. On sait combien ces questions sont traités et résolues avec sérieux et précision dans le PCF. Marcel Thourel est resté profondément fidèle à sa formation "sur le tas", et à une conception particulière du militantisme : celle du PCF. On peut expliquer cette fidélité par le rôle qu'a pour lui, pour le développement de sa personnalité, le PCF."Un parti politique est un agent de socialisation politique important et même irremplaçable pour les personnes qui doivent compenser les handicaps sociaux et culturels" (4). Le parti joue le rôle de subtitut possible aux mécanismes traditionnels de socialisation (par exemple le système scolaire). Quand Marcel Thourel écrit " que le PCF restera la grande expérience de (sa) vie, celle qui vous marque comme au fer rouge ..." il n'exagère pas, il ne fait que mettre en valeur par des mots forts et chaleureux cette empreinte toujours présente.

.....

(4) Revue Française de science politique, n° 4 et 5 août, octobre 1979, Derville Jacques et Croisat Maurice, la socialisation des militants communistes français : élément d'une enquête dans l'Isère, p 760 à 790

Souvenir si présent qu'il reste toujours très attentif à l'évolution du parti communiste qui ne le laisse pas indifférent, tout au contraire qui l'intéresse au plus haut point. Dans le chapitre de ses Souvenirs, intitulé, la fin des illusions, il écrit :

" Me voici parvenu au terme du voyage entrepris à travers mes souvenirs. Il a porté sur une décade, la plus riche en évènements au cours desquels un militant peut donner toute la mesure de son engagement.

Trente années ont passé depuis la fin de cette période, les choses ont changé, et même le Parti Communiste Français, qui paraissait figé sur des positions immuables, a commencé à bouger. Si, au cours de mon récit, j'ai pu souvent écrire le PC est, il faut rectifier et lire était, car il est évident que son comportement est différent aujourd'hui de ce qu'il était entre 1935 et 1945, qui reste pour moi la période de référence.

Bien qu'ayant rompu les amarres qui me reliaient à lui, son évolution ne peut me laisser indifférent, car il est porteur de l'espoir de nombreux travailleurs et que tout changement de régime ne peut se faire sans lui...

... J'ai souvent répété que j'ai connu, de ce parti auquel je croyais, la plus grande désillusion de ma vie : elle a entraîné la perte de confiance en un Parti et en des hommes qui, de façon peu démocratique, s'arrogeaient le droit de parler, de récompenser ou de punir en son nom. Elle a surtout créé les conditions qui font que, depuis trente ans, je ne crois plus que le Communisme, dans sa forme actuelle puisse apporter le bonheur aux hommes épris de liberté.

Mais ces constatations, si amères soient-elles, ne m'ont jamais fait oublier ceux qui, derrière ce parti, croyaient toujours en lui, les travailleurs, ceux de ma classe, dans laquelle je suis toujours resté profondément enraciné ; c'est pourquoi je n'ai jamais fait d'anticommunisme au sens que l'on donne généralement à l'attitude de ceux qui n'approuvent pas, dans sa globalité, la politique du PC. J'ai toujours souhaité une transformation de ses structures bureaucratiques et une totale indépendance à l'égard des horlogers du Kremlin qui, pendant un demi siècle, donneront l'heure exacte à tous les P.C.

J'ai dénoncé, avec force, parfois avec passion, le stalinisme (dont j'avais été une victime) comme étant une perversion du mouvement ouvrier et j'ai dit tout haut, il y a bien des années déjà, l'absence de liberté et de démocratie dans les pays dits "socialistes". Ma critique s'est toujours limitée à cela et, si l'on a voulu voir dans cette critique une forme d'anticommunisme, je m'en ré-

fouis car je me retrouve aujourd'hui en bonne compagnie pour défendre cette position, à commencer par celle du camarade Georges Marchais, secrétaire général au Parti Communiste Français" (5).

Ce texte est éloquent. Il affirme sans ambiguité le rôle majeur qu'a joué le PCF dans l'itinéraire de ce militant. Que ce soit au PCI ou au PSU, Marcel Thourel poursuivra son combat sur la base de son apprentissage militant dans le PCF. Il restera toujours attentif à celui-ci, en témoigne par exemple son adhésion en 1971 aux centres d'initiative communiste (6) (groupe d'opposition interne-externe au PCF dont l'objectif était de le "réorienter dans une ligne révolutionnaire), puis son adhésion en 1974 au groupe Unir (7) dont les objectifs étaient identiques à ceux des C.I.C.

Homme d'action, honnête homme, Marcel Thourel a vécu "en praticien de l'action politique"(8). Docile, désintéressé, volontaire en diable, il rompra avec le parti parce qu'exclu et attaqué de façon calomnieuse.

"A tous les échelons du parti stalinien, les TILLON, petits ou grands, fournissent la pâte vivante, la qualité humaine, la volonté puissamment démocratique de révolution. Ils passent, se succèdent, usés, broyés, souvent rejetés par la machine impitoyable" (9).

C'est par son exclusion que Marcel Thourel modifie son analyse du PC. Rutpure majeure et douloureuse. Il trouve dans le PCI le cadre d'une analyse critique du PCF, qui repose sur la notion de bureaucratie. Dans ses Souvenirs, il retrace avec beaucoup d'émotion, de sensibilité, voire d'amertume et de regrets son passage au PCF. C'est une vue rétrospective qui ne manque pas d'intérêt.

.....

(5) M.T. Souvenirs, p 532 et 533
(6) Biard Roland, op. cit., p 62 à 65
(7) Biard Roland, op. cit., p 378
(8) Politique Hebdo n°264, article de Philippe Robrieux à propos du livre de Charles Tillon on chantait rouge
(9) Article de Ph. Robrieux, in Politique Hebdo, cité ci-dessus

" Je n'ai voulu en aucun cas, rien cacher de ce que fût mon passé de Stalinien. J'ai voulu honnêtement le prendre en compte tel qu'il a été, sans en rien changer. J'ai tenu à me présenter tel que je fus, à ne rien celer de mes erreurs, de mes faiblesses, mais aussi de mon enthousiasme poussé au fanatisme. Par bonheur, je n'ai pas été confronté aux grandes purges intérieures, je n'ai donc pas à rougir aujourd'hui de ce que j'aurais pu faire alors.

J'ai voulu refaire l'itinéraire au bout duquel je ressens dans la brutalité du terme ce que c'est que d'avoir été Stalinien et me rendre compte combien pendant une période, heureusement courte, j'ai aidé inconsciemment à la perversion d'un idéal que je plaçais au -dessus de tout.

J'aurais donc passé uneepartie de ma jeunesse à accepter la soumission et à la faire accepter par les autres, alors que tout, dans mon caractère me porte à l'indépendance. Si j'ai voulu refaire cet itinéraire qui n'est en fait qu'une confession c'est justement pour démontrer comment un esprit indépendant peut en arriver à aliéner totalement sa personnalité.

Contrairement à certains anciens militants, je ne ressens qu'un regret mitigé d'avoir été un bon Stalinien pendant 10 ans, exception faite cependant de la période qui va de Septembre 1939 à Juin 1941, car, pour celle-là, j'éprouve la plus grande honte à avoir été Stalinien.

Pour le reste, je l'ai été sincèrement, sans ambition ni une quelconque recherche d'intérêt ou de profit. L'histoire de ma vie démontre que j'ai reçu beaucoup de coups, rarement d'honneurs. N'est-ce pas là, la preuve d'un désintéressement jamais contesté ?

J'ai été Stalinien avec passion, avec la foi en un mythe que je croyais généreux et qui se révélera par la suite être la pire des escroqueries.

Par contre j'éprouve du regret de mes erreurs que j'ai pu commettre à l'égard de bons communistes que mon aveuglement m'a fait mal juger et peut-être condamner, victimes de la même injustice que me frappera plus tard. Si la sanction que j'ai subie peut être considérée par eux comme une réparation, je la leur offre comme une expiation de mon fanatisme d'alors.

Ce que je regrette c'est de m'être laissé abuser par des imposteurs, dont on attend encore l'autocritique. En se jouant d'un enthousiasme généreux, ils ont requis le sacrifice volontaire pour une cause qui devait apporter la liberté aux peuples de la terre, alors qu'elle enfanta le Goulag, les déportations de masses, les exécutions de centaines de milliers de communistes et de populations entières.

Je regrette de ne pas m'être dressé contre ces horreurs Staliniennes, car tous ceux qui les avons acceptées sommes collectivement responsables et je n'échappe pas à ce verdict.

De m'avoir fait prendre le sinistre VYCHINSKY pour l'archange défenseur de la morale communiste, d'avoir fait du socialisme pour lequel je croyais me battre, une perversion profonde du mouvement ouvrier et me l'avoir fait accepter pendant une période, est un crime que je ne pourrais jamais pardonner à ceux qui ont fait de moi, que je le veuille ou non, le complice des assassins.

Ce que je regrette c'est d'avoir en paroles, en écrits et en actions, préparé le peuple de mon pays, cet univers triste, misérable et autoritaire, dans lequel s'étiolent les peuples soumis à des régimes que l'on ose encore qualifier de Socialistes." (10)

Cette confession et cette profession de foi soulignent encore s'il en était besoin, la profonde marque du PCF dans la pensée politique de Marcel Thourel. Ainsi en négatif, à partir de l'illustration du cas de son exclusion, il avoue avoir tiré quelques leçons qu'il se fixe comme règle aujourd'hui :

"De cette expérience amère, j'ai tiré au moins une leçon et pris quelques résolutions qui, depuis longtemps sont devenues ma règle de conduite et dont je ne me suis jamais départi au sein des organisations politiques dans lesquelles j'ai milité par la suite :

- *refuser toute croyance aveugle, toute foi inconditionnelle à quelque cause que ce soi, et conserver ma liberté de jugement, en me souvenant de la phrase prononcée par Lénine et bien oubliée depuis "Celui qui croit sur parole en politique est un imbécile sans espoir".*
- *se battre pour une idée, mais pas pour les hommes qui s'en déclarent, ou s'en font déclarer les chefs historiques, et qui n'en sont souvent que les chantres patentés.*
- *lorsque l'on a conscience que les chefs se trompent ou nous trompent, avoir le courage de leur dire et considérer comme un devoir de les abandonner.*

L'application de ces résolutions m'a fait retrouver le sens réel du mot liberté. Je suis libre, libre de discuter, libre dedonner mon avis même lorsqu'il ne va pas dans le sens de l'orthodoxie, libre de ne pas attendre la lumière

.....

(10) M.T. Souvenirs, p 593 et 594

" en haut mais de la rechercher moi-même" (11).

Ainsi son expérience comme militant et responsable communiste n'a fait qu'accroître sa propension à définir de manière très flou le socialisme pour lequel il combat. Marcel Thourel donne une définition sommaire du socialisme, rapprochant les deux mots socialisme et liberté. Il se pose moins le problème de la forme et du contenu du socialisme **a venir** que celui des moyens concrets pour abattre le capitalisme. Est-il original ? Non, il semble bien qu'il soit tout à fait représentatif de bon nombre de militants de gauche, dont le socialisme est plus un objectif imprécis qu'une conception élaborée et précise dans ses contours. Dans le PCF, par exemple, ceux qui concoivent "scientifiquement" le socialisme (cas d'Althusser) sont une catégorie militante bien précise (dans ce cas : les intellectuels) et peu représentative de la masse des adhérents.

Cadre moyen, militant provincial, activiste forcené, Marcel Thourel s'apparente à ces militants qui se battent avec acharnement contre un objectif défini vers un horizon moins clair.

Malgré tout, malgré les épreuves qui jalonnent son itinéraire, il reste fidèle à l'engagement de sa jeunesse. Ce militant plus marqué par les épreuves qui l'ont assailli, que par une pure évolution intellectuelle, est particulier par sa constance à gauche.

". J'appartiens pour la vie au camp Socialiste qui demeure la meilleure promesse pour demain. Je suis de ceux que dévore la passion de prendre une part modeste à la grande oeuvre qui va s'accomplir, qui ne sera jamais achevée, ce rêve d'un socialisme dont je commence à discerner les contours sur fond de liberté, un socialisme que mes petits-enfants ne seront pas dans l'obligation de renier, un socialisme qui ne garantira ma liberté qu'en assurant aussi celle des autres, de tous les autres.

Je suis de la race de ceux, pour qui en politique, les demi-mesures, les demi-engagements, masquent souvent faiblesse et esprit de capitulation. Pour moi, l'engagement doit être total ou ne pas être, on donne tout à une cause ou on ne lui donne rien. Hors de ce critère, que d'aucuns jugeront sévère, toute

.....

(11) M.T. Souvenirs, p 356

donation partielle n'est qu'aumône. J'ai parfois donné mon foyer en holocauste à ma vie militante, il m'est arrivé quelquefois de le regretter, je suis sûr aujourd'hui que tout était bien ainsi.

Cette interprétation quasi évangélique du militantisme est certainement le propre de ma génération qui vit se maintenir, naître et succomber trois organisations internationales des travailleurs, s'unir, se désunir et se créer en France de grandes centrales syndicales, se succéder trois Républiques.

Quel demi siècle en vit autant ?" (12).

Ces quelques phrases mettent bien en lumière les grands thèmes de la pensée de Marcel Thourel : attachement avant tout au militantisme, à la gauche et au socialisme. En ce sens on peut dire que Marcel Thourel, malgré les ruptures qu'il n'a pas voulu (avec le PCF : exclusion, avec le PCI : impossibilité de se développer, seul le départ du PSU est un choix réfléchi), a fait preuve d'une grande constance et d'une continuité certaine , en rapport à son premier engagement ...

.....

(12) M.T. Souvenirs, p 595

CONCLUSION

... Les hommes me passionnent plus
que les idéologies.

Jean Maitron.

- intérêt d'une biographie : originalité et représentativité d'un militant

- intérêt pour l'histoire régionale

Il ne va pas s'agir maintenant d'achever ce travail sur le sujet lui-même, sur cette vie et cet itinéraire politique. Ce ne serait que répéter la cinquième partie, la synthèse. Il vaut mieux essayer de voir l'intérêt général que peut avoir une telle recherche. Deux points apparaissent comme essentiels : l'intérêt d'une biographie et lié indissociablement l'intérêt d'un tel travail quant à l'histoire de la gauche régionale et de l'extrême gauche régionale de 1935 à nos jours, au travers de différents courants du mouvement ouvrier (communiste, trotskyste et socialiste).

Il faut le redire, sans rentrer dans le débat éternel de savoir si c'est l'homme qui fait l'histoire ou si son action est le fruit de divers déterminismes, il apparaît possible d'affirmer que chaque être a son histoire en raison de ses différences, de sa sensibilité, de sa relation particulière aux autres et au monde. A ce titre, il est digne d'intérêt et d'étude. Une biographie est à la fois originale et représentative.

Le cas de Marcel Thourel n'échappe pas à cette règle. Originaux sont ses traits de caractères et même son dynamisme. Ici l'individu apparaît dans toute sa grandeur et son importance. Il faut rappeller ce document du PCF, publié en mars 1944 :

> "Le problème des hommes dont nous ne saurions sous-estimer l'importance, car nous savons que tout dépend des hommes, en définitive que là où certains militants sont capables d'obtenir de bons résultats, d'autres se laissent submerger par les difficultés. Mais les dirigeants se forment, se développent sur la double base des connaissances doctrinales et de l'expérience de direction. Or, acquérir une expérience de direction, c'est avant tout,acquérir le sens des responsabilités.

Pouvons-nous dire que tous nos dirigeants de régions, de sections et de cellules ont pleinement le sens des responsabilités et se conduisent vraiment en dirigeants responsables ? Hélas ! non. Et pour ne parler que des dirigeants de région, nous pouvons faire, en ce qui concerne certains d'entre eux, des constatations qui ne sont pas réjouissantes. Nous lisons attentivement tous les rapports régionaux et si, trop souvent, nous sommes amenés à constater que le travail dans les entreprises a été négligé, comme nous l'indiquons dans le chapitre précédent, nous trouvons aussi de lamentables manifestations d'irresponsabilités. Certains dirigeants agissent comme de simples agents de transmission des directives du Comité Central ; ils semblent convaincus d'avoir accompli leur travail quand ils ont transmis ces directives et ils "attendent" comme si des miracles devaient se produire, sans se rendre compte que la réalisation des tâches fixées dépend de leurs capacités d'entraîner les organisations du parti à l'action en les aidant à surmonter les difficultés rencontrées.

Tout cela doit changer et il faut combattre avec une inflexible rigueur toutes les manifestations de "bureaucratisation" que l'on trouve chez certains dirigeants qui s'enlisent dans un laisser-aller coupable et dangereux dans l'avenir du parti" (1)

le problème des hommes n'est pas un faux problème, il est une réalité dans l'application de toute ligne politique, moment où entre en jeu les capacités d'un responsable donné. Ce document illustre bien cette idée. On peut noter que l'ascencion rapide aux responsabilités de Marcel Thourel dans le PCF, de son adhésion en septembre 1935 à sa "mise à l'écart" en avril 1945, est le résultat de son travail d'exécutant rigoureux et discipliné. Autre exemple du rôle particulier d'un individu dans l'histoire d'un groupe où il adhère : la naissance du PCI en 1946 en Tarn et Garonne. Il serait vain de vouloir chercher dans l'apparition du courant trotskyste à Montauban et à Verdun sur Garonne un rapport avec la formation sociale tarn et garonnaise. Il serait tout aussi abstrait de vouloir lier le "développement du PCI à des oppositions politiques clairement énoncées contre le PCF.

.....

(1) La vie du Parti mars 1944 p 8

Le facteur essentiel de développement du trotskysme c'est l'anti trotskysme outrancier et personnalisé sur Thorez par le PCF ; et en retour c'est la volonté de répondre aux attaques de l'ex-responsable du PCF, volonté qui met en valeur son esprit combatif. Là encore, l'individu joue un rôle, dont il faut cerner les limites et les particularités.

Mais la biographie, si elle permet de reconstituer une histoire individuelle, s'attache surtout à montrer la représentativité d'un personnage, par rapport à son temps. Marcel Thorez est-il un simple original qui a vécu et participé à près de quarante cinq ans de l'histoire du mouvement ouvrier français ? N'y a t-il dans cette vie que traits particuliers et uniques ? Il semble bien que non.

Marcel Thorez est bien représentatif d'une époque. Deux exemples suffiront à le démontrer, pris dans cet itinéraire, l'un pendant son combat au PCF, l'autre pendant celui qu'il mena au PSU. Le pacte germano-soviétique sème le désarroi et le doute chez la plupart des militants communistes. Malgré tout il semble que la grande majorité des militants ne rompent pas définitivement avec le Parti, la question du groupe parlementaire est particulière en ce sens qu'elle renvoie à une catégorie de militants bien spéciale.La réaction de Marcel Thorez, le désarroi surmonté, est l'acceptation du pacte, au nom d'une part de l'attachement à l'URSS, patrie du socialisme, symbolisée par son principal dirigeant Staline, et d'autre part surtout au nom de l'attachement au parti, victime de la répression débutant sous le gouvernement Daladier. Bien plus que l'analyse politique, c'est le lien viscéral qui lie au parti ce permanent qui lui fait accepter le tournant de 1939. Attachement viscéral au parti auquel il a voué sa jeunesse depuis 1935. Cette réaction, loin d'être originale est bien représentative de la confiance de nombreux militants communistes dans les décisions et dans les jugements de leur organisation.

Autre exemple : le départ de Marcel Thorez du PSU en décembre 1974, et l'adhésion au PS. Là encore, il est représentatif de

bon nombre de militants du PSU(environ un tiers) qui choisissent la voie de l'"efficacité". Il est aussi tout à fait représentatif de la vingtaine de militants PSU du Tarn et Garonne qui se donnent pour but de modifier le comportement et la nature du PS de l'intérieur. Représentatif de quoi ? D'une incrédulité face aux possibilités de développement du PSU, d'une certitude en sa marginalisation croissante.

Dans cet itinéraire échevelé, les exemples ne manquent pas pour montrer à quel point Marcel Thourel est le miroir d'une génération militante, dans une organisation donnée, à un moment donné. Ainsi la biographie est à la fois une tentative de reconstitution et d'explication d'une démarche certes individuelle, mais aussi intimement mêlée à la fois au développement d'une personnalité et aux réponses (refus ou assimilation) données aux pressions et aux déterminismes d'un environnement intellectuel et affectif (au sens large) minutieusement analysé. L'étude biographique permet de mieux comprendre "l'atmosphère" correspondant à un évènement ou une situation (2). En contre partie, il est évident que moins que jamais, il ne peut être question de présenter un tableau qui se voudrait complet et définitif. En introduction, il est affirmé qu'une recherche aussi contemporaine par nature ne peut prétendre à être définitive, elle est bien plus une ouverture, un certain nombre de pierres blanches, repères pour de futures recherches, en particulier quant à l'histoire régionale de la gauche et de l'extrême gauche de 1935 à 1975.

Ainsi pour mieux comprendre l'évolution de Marcel Thourel, il a été nécessaire de préciser ce qu'ont été les diverses organisations dont il a été militant et responsable. Dans le cadre "d'une problématique de l'implantation du parti communiste français dans l'entre deux guerres" mis en oeuvre par Jacques Girault, j'ai essayé"de saisir une situation concrète et d'expliquer les résistances ou les facilités de développement (3), en ne manquant pas d'accumu-

.....

(2) exemples du pacte germano-soviétique, voir Tome I chapitre 4 p 206 à 212 - ou de la guerre d'Espagne, voir Tome I, chapitre 3, p 188 à 195 - Le fait de recourir à des témoignages oraux permet d'exprimer la sensibilité et la mentalité d'hommes à un moment donné (voir 1'Histoire, mai 1979, n° 12-article de Philippe Joutard, Historien à vos micros, p 106 à 112).

(3) Girault Jacques, Sur l'implantation du PCF dans l'entre deux guerres, Editions Sociales, p 11

ler "les petits faits vrais" "qui par définition ne sont pas jugés dignes de laisser de traces écrites", mais qui "nuancent, complètent et corrigent une reconstitution que les historiens ont toujours tendance à trop rationaliser" (4). Au bout du compte, le développement et la situation duPCF ont été étudiés:en Haute Garonne (de 1935 à 1940 et de 1944 à 1975) en Tarn et Garonne (de 1942 à 1943) et en Lot et Garonne (1943 à la Libération) ; le PCI a été analysé en Tarn et Garonne pour la période allant de 1946 à 1950 ; et le PSU de ses origines à la crise de 1974. On peut tirer quelques conclusions qui déconsidèrent le sociologisme simpliste ("le PCF est fort surtout dans les centres ouvriers"), en citant le cas du Lot et Garonne ; quelques conclusions qui désavouent certaines analyses sommaires qui expliquent le développement du trotskysme à la Libération, comme conséquence"de fissures dans le bloc monolithique" (le PCF) (5) ; quelques conclusions enfin qui rejettent l'idée selon laquelle une parti est un ensemble unique, et vivant au même rythme (6). La diversité des régions implique souvent des pratiques militantes différentes, adaptées à des situations dissemblables. Il y a souvent difficulté d'appliquer localement des décisions prises au niveau national (dans le PCF : problèmes des milices patriotiques, dans le PCI : incompréhension en Tarn et Garonne de l'analyse de la période 1947 comme celle d'une montée révolutionnaire, enfin dans le PSU : difficulté de la stratégie "d'unité des révolutionnaires" dans un département où "les révolutionnaires" se limitent au

.....

(4) l'Histoire, n° 12, p 110

(5) Il faut rappeller que le cas de Marcel Thoural, paraît assez semblable à celui de Raffin-Dugen (voir maîtrise citée in chapitre 7)

(6) Sur la nécessité de l'Histoire Régionale :

Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez n° 29-30, 1979 : le PCF et la connaissance de l'histoire régionale, par Yves Claude Lequin p 43 à 48, et n° 31, 1979: A quoi peut donc servir l'histoire locale et régionale en particulier celle du PCF, par Jean Luc Roger, p 228 à 233.

seul et petit PSU !). Ce travail aura permis au moins de préciser quelques détails, et de tracer les grands traits par une histoire de la gauche et de l'extrême gauche régionale de 1935 à 1975.

En fait le choix de ce sujet est significatif d'une approche particulière de l'histoire. Elle n'est pas la négation d'une autre méthode d'investigation ; elle est surtout une préférence, un goût plus prononcé "pour les hommes ... que pour les idéologies". Préférence qui ne prétend à rien de plus qu'à être complémentaire, si l'on entend par ce terme utile et indispendable.

Qu'il me soit permis de dire en quelques mots que cette thèse d'Histoire a aussi sa propre histoire, faite de rencontres, d'émotions, de joies et de peines écoutées. Cette histoire d'une expérience passionnée et passionnante aura été pour moi une merveilleuse expérience de l'Histoire.

-=-=-=-=-=-=-=-